

L'ÉVACUATION DE DA-NANG

Les avions ont été pris d'assaut par des milliers de réfugiés

LIRE NOS INFORMATIONS PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 1 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 30 c. ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 20 pes. ; États-Unis, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 43 rs. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas, 0,85 fl. ; Portugal, 11 esc. ; République, 2 r. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 60 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75227 PARIS - CEDEX 08
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris no 6877
Tél. : 770-91-29

Trois nouvelles journées Chloé pour sept mille ouvriers de Renault

Les conversations exploratoires d'engagement

LES DIFFICULTÉS DU GOUVERNEMENT PORTUGAIS

L'ANGOLA DÉCHIRÉ

Des troubles graves se sont produits ces derniers jours en Angola, faisant plusieurs dizaines de morts. Ils ont leur origine dans l'opposition entre deux des trois mouvements de libération représentés dans le gouvernement de transition formé en janvier dernier pour préparer, avec la collaboration de l'administration et des troupes portugaises, l'indépendance prévue pour le 11 novembre prochain. L'Angola est, en effet, la seule « province » portugaise d'Afrique dont la décolonisation n'est pas, jusqu'à plus ample informé, l'établissement d'un régime de parti unique.

L'immanence du territoire a, en effet, favorisé la lutte simultanée, sur plusieurs fronts, de mouvements de libération d'inspiration différente, tandis que les énormes richesses du pays attirent les convoitises étrangères.

On a longtemps estimé que le Mouvement populaire de libération (M.P.L.A.) de M. Agostinho Neto, d'inspiration marxiste, jouissait d'une telle popularité auprès de la jeunesse et des intellectuels angolais qu'il résoudrait progressivement à éliminer ses rivaux. L'aide de Moscou et, plus encore, l'évolution de la situation politique au Portugal renforçaient cette hypothèse.

Il apparaît cependant aujourd'hui que le Front national de libération (F.N.L.A.) de M. Roberto Holden dispose d'une force militairement supérieure, et n'est pas disposé — pour des raisons d'ordre tribal autant que par conviction autocommuniste — à accepter le triomphe du mouvement rival.

Les premiers signes de dissension grave depuis les accords d'Alvor, signés à grand-peine au Portugal en janvier dernier, se sont manifestés le 15 février, lorsque M. Roberto Holden a adressé un « message au peuple angolais », dans lequel il dénonçait les tentatives faites, selon lui, par M. Agostinho Neto pour établir, avec l'aide de l'administration militaire portugaise, un « pouvoir populaire » en Angola. Quelques jours auparavant, M. Neto avait annoncé son intention de demander aux deux autres mouvements de libération de s'unir avec le M.P.L.A. pour que les élections prévues au lendemain de l'indépendance se fassent sur une liste unique.

Les rivaux de M. Neto en ont conclu qu'il cherchait à assurer une prépondérance de fait et à établir un parti unique. M. Jonas Savimbi, leader de l'Union nationale pour l'unité totale de l'Angola (U.N.T.A.), d'inspiration socialiste libérale, a dénoncé, lui aussi, ce qui lui paraissait être une « menace pour la démocratie ».

Mais, alors que l'UNITA, qui tente aujourd'hui de concilier le M.P.L.A. et le F.N.L.A. en aidant les militaires portugais à séparer les combattants, ne dispose que d'appuis financiers modestes et n'entretient qu'une petite armée, le F.N.L.A., qui a son siège à Kinshasa, reçoit ouvertement le soutien du président Mubutu et, plus discrètement, celui de Pékin, toujours soucieux de contrecarrer l'influence soviétique. La Chine populaire entraîne les hommes du mouvement de M. Holden dans des camps installés en territoire saïrois.

Le général Mubutu, qui a été accusé récemment par M. Agostinho Neto de « préparer une grande armée pour attaquer l'Angola », souhaite manifestement éviter que son voisin, sans doute appelé à devenir une grande puissance africaine, ne devienne un rival à la fois économique et idéologique.

Pour le président saïrois, le risque est d'autant plus sérieux que l'Angola étend son administration sur un petit territoire, l'enclave de Cabinda, non loin de l'embouchure du Congo, et prend ainsi dans un étau les quelques 60 kilomètres d'océan à la mer dont dispose le Zaïre. Les ressources pétrolières de Cabinda vivent des convoitises diverses et laissent présager une tension, sinon des crises, dans cette région, quel que soit la nature du régime qui finira par s'établir à Luanda.

Le désaccord rebondit à Lisbonne entre socialistes et communistes

<L'Humanité> critique MM. Soares et Mitterrand

Les relations entre socialistes et communistes se détériorent à nouveau au Portugal après le meeting particulièrement « dur » que le P.C.P. a tenu le jeudi soir 27 mars à Lisbonne. Scandant des slogans exaltant leur « force » et l'exemple soviétique, les militants du P.C.P. ont écouté un discours de M. Avvaro Cunhal, le dirigeant communiste a déclaré que « le parti socialiste continue à nous attaquer » et assuré que, à propos des partis suspendus, « les formations qui conspirent contre la liberté doivent être interdites et leurs dirigeants sévèrement punis ». Le Conseil de la révolution a transformé en dissolution la mesure de « suspension » prise contre la formation maïste M.R.P.P. De son côté, M. Soares s'en prend, dans une interview que publie l'Unité, à des déclarations de M. Cunhal, suivant lesquelles « la démocratie bourgeoise est dépassée au Portugal ». Pour le ministre d'Etat socialiste, « les libertés ne sont pas bourgeoises, au contraire, elles sont révolutionnaires ».

Cette controverse amène l'Humanité à s'en prendre à la fois à M. Soares et à M. Mitterrand, qui, dans le même numéro de l'Unité critique lui aussi M. Cunhal. Pour l'organe du P.C., le premier secrétaire du P.S. « serait mieux inspiré en tenant compte de la situation particulière régnant au Portugal ».

Par ailleurs, l'aggravation de la situation en Angola a contraint le commandant Melo Antunes, ministre portugais des affaires étrangères, à se rendre d'urgence à Luanda.

Le printemps pourrait être chaud...

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — « L'Espagne va-t-elle... » La clameur énorme monte sous les voûtes du Palais des sports de Lisbonne. Milliers de poings brandis au-dessus de la foule de têtes, drapeaux rouges géants, service d'ordre efficace : le parti communiste portugais a décidément le vent en poupe. Son meeting de jeudi soir a battu tous les records d'affluence. Plusieurs centaines de sympathisants ont dû rester dehors sur les pelouses devant la rotonde de Pombal. A la tribune, M. Alvaro Cunhal, visage de pierre sous le casque de neige, mais la prononciation triomphante.

D'un meeting à l'autre, la fièvre monte. La joie déboussolée des premières manifestations se teint maintenant de violence contenue, de passion, de résolution farouche. Les slogans classiques : « Le peuple est avec le M.P.A. », ou « Ici le P.C.P. montre sa force », ont été balayés jeudi par des mots d'ordre internationaux et révolutionnaires : « Franco, fasciste, assassin » ; le cri est hurlé dans la salle, où Portugais et Espagnols, venus très nombreux à Lisbonne

à la veille des fêtes pascales, sont étroitement serrés. « U.R.S.S. U.R.S.S. » : pour la première fois, le soutien soviétique est évoqué. Rapportée par un orateur, la petite phrase de Kissinger, lancée mercredi à Washington, et l'expérience démocratique portugaise pourrait se transformer en « motus » ; déchaine une nouvelle tempête : « Mort à la C.I.A. » Et aussi une réplique cinglante : « Les États-Unis n'étaient pas tranquilles mais silencieux au temps de Salazar et de Caetano ».

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 4.)

LA RÉFORME FONCIÈRE

Les droits de construire seraient en partie municipalisés

Les dernières modalités du projet de réforme foncière ont été mises au point par un conseil interministériel réuni à l'Élysée le jeudi 27 mars.

Trois dispositions principales sont inscrites dans le projet de loi : municipalisation partielle des droits de construire ; droit de préférence accordé aux collectivités locales sur toutes les transactions immobilières et foncières ; mesures pour mieux protéger les sites et faciliter la participation des habitants à l'urbanisme.

La première disposition, la plus importante, crée un plafond légal de densité des constructions. Au-delà de ce plafond, fixé à 1 en province et à 1,5 à Paris, les propriétaires doivent acheter les droits de construire à la collectivité locale si les plans d'urbanisme l'autorisent.

Les organisations de propriétaires ont déjà réagi défavorablement à la réforme qui, selon elles, conduit à un « démembrement » du droit de propriété. De son côté, M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, dans une interview à l'hebdomadaire Les Informations, doute de l'efficacité des mesures gouvernementales et a demandé à son parti d'étudier des contre-propositions.

(Lire page 10 l'article d'Étienne Mallet.)

LES PROJETS DE CRÉATION DE GROUPES D'AUTODÉFENSE TENDENT À SE MULTIPLIER

(Lire nos informations page 8.)

L'AGITATION SOCIALE

La rencontre entre la direction de Renault et les syndicats n'a qu'un caractère exploratoire

A la S.N.C.F., les débrayages en cours pourraient annoncer des actions plus amples

La réunion des délégués centraux de toutes les organisations syndicales de Renault, convoquée par la direction de la Régie ce vendredi 28 mars à Billancourt, n'a encore qu'un caractère exploratoire. La vraie négociation ne semble pouvoir s'engager qu'un peu plus tard.

En attendant, de nouvelles mesures de chômage technique sont prises par la direction : elles visent quatre mille cinq cents salariés de Billancourt ce vendredi, ainsi que les 1^{er} et 2^{avril}. A Orléans, huit cents personnes et, à Choisy-le-Roi, trois cents autres seront au repos forcé durant ces trois mêmes journées. Au total, entre le 28 mars et le 2 avril, douze mille sept cents salariés de Renault auront été touchés par ces massives réductions d'horaires.

A la S.N.C.F., le débrayage de trente hommes des agents de trains n'a eu jusqu'à présent de conséquences que pour les voyageurs de banlieue, mais la C.G.T. fait état d'un mécontentement croissant chez les cheminots, qui pourrait déboucher, après les fêtes de Pâques, sur des actions de plus grande ampleur.

Cinquante jours après le déclenchement de la grève perdue que pratiquent environ quatre mille ouvriers de l'usine Renault de Mans, les premiers contacts ont été établis au plus haut niveau entre délégués centraux de toutes les organisations syndicales et représentants de la direction générale. Celle-ci espère surmonter ainsi l'obstacle constitué par le fait que les salariés de Mans n'entendent pas cesser la grève de « conlage » tant qu'ils n'ont pas la conviction que les négociations aboutiront. Leur persévérance s'est manifestée à la fois par le maintien du « conlage » et par la multiplication des initiatives prises pour tenter d'ouvrir la discussion.

Jusqu'à présent, la direction n'a rien abandonné non plus de son intransigeance : refus de traiter tant que le travail n'a pas repris normalement, limitation de la discussion aux seuls problèmes des classifications. Les propos des plus fermes tenus par M. Oulin, secrétaire général de la Régie, que le bureau de la C.G.T. qualifie, en la circonstance, d'homme de paille du gouvernement, sont considérés comme une « grave provocation » tant par les cégétistes et les communistes que par le P.S. et le P.C. qui ont publié plusieurs déclarations ces jours derniers.

Pour les syndicats, il n'est plus guère possible de différer la négociation. Le chômage technique appliqué avec rigueur par la Régie entraîne des pertes de salaires souvent supérieures à 1 000 F par mois. Pour la direction de l'entreprise, il faut aussi reprendre le travail, la Régie ayant déjà perdu « trente mille voitures du fait de la grève ».

Des signes de lassitude apparaissent en tout cas de divers côtés. Les ouvriers de Mans n'ont d'ailleurs ni obtenu d'expressions concrètes de la solidarité des métallurgistes des autres usines du groupe. Interprofessionnellement, il en a été dit, comme l'a montré le meeting du 28 mars à Billancourt. A tel point que l'on peut se demander si la C.G.T. mettrait toutes ses forces dans la bataille et ce qui n'est pas sans entraîner des frictions avec les militants C.F.D.T. de la Régie.

Pour tant, M. Ségy comme M. Maire, ni dans un cours d'une tournée dans les villes du Midi, d'attaquer avec force la direction de la Régie, soumise, selon lui, aux volontés du gouvernement. « Le climat n'est pas à la résignation mais à l'unité et à l'action », répète le leader de la C.G.T.

JOANINE ROY.

(Lire la suite page 25.)

Inflation et dépression

I. — LES FAUX REMÈDES NATIONAUX

Déclenchée bien avant la crise pétrolière de l'automne 1973, l'inflation redoutable dans nous souffrons est un révélateur et un détecteur. Toutefois, elle risque d'égarer le diagnostic si elle détourne l'attention des facteurs les plus profonds, le détraquement des mécanismes du capitalisme international et l'ascension irrévocable des classes et des peuples défavorisés. L'inflation, aujourd'hui, est universelle, accélérée, renforcée depuis 1973 par d'amples fluctuations des changes, présentées par des mouvements désordonnés des capitaux flottants et assortie maintenant de hausses en flèche du prix de l'or.

Tout cela met en échec ce qui pouvait subsister de la théorie classique des équilibres monétaires. On aura vu d'énormes déficits

par FRANÇOIS PERROUX (*)

impressionnante qu'une sorte de confession publique de l'entière corporation.

(Lire la suite page 26.)

VUS PAR EUX-MÊMES

Deux « monstres sacrés » de la théologie

La théologie, comme le théâtre et la politique, a ses monstres sacrés. A ceci près qu'ils sont pauvres et plus proches du commun des mortels. Leur influence est considérable dans une Eglise qui ne regorge pas d'intellectuels. Seul exception, les évêques ne sont pas théologiens et, dans le meilleur des cas, ils se mettent à leur écoute. C'est ainsi que le concile Vatican II doit énormément à ses experts.

Pour la France, trois noms reviennent généralement sur les lèvres : ceux de Luberq, Yves Congar et Marie-Dominique Chenu, soit un jésuite et deux dominicains, nés respectivement en 1876, en 1904 et en 1895. Les deux derniers se sont prêtés à une longue interview, qui fait l'objet de deux ouvrages. Aiguillonnés par des questions exigeantes, Congar et Chenu fouillent dans leur passé, convictions, de leur foi et de leur attachement, inconciliable à une Eglise qui les a pourtant beaucoup malmenés.

Cette race de théologiens, travailleurs acharnés, d'une obéissance militaire, passionnés pour les idées mais plus encore pour l'histoire, est-elle en voie d'extinction ? C'est possible. La relève est incertaine. Le meilleur motif de le regretter est que de tels hommes font l'avenir de l'Eglise. Grâce à leur culture et à leur goût pour les contacts, mieux peut-être que des hommes dits d'action.

(Lire page 7 l'article de Henri Fasquet.)

Le Monde

paraît le lundi de Pâques mais le supplément

EUROPA

est reporté au mardi (daté mercredi 2 avril)

Demain un supplément de 8 pages :

LA TUNISIE

carrefour des civilisations

AM

JEAN MARAIS

histoires de ma vie

Suivi de poèmes inédits de Jean Cocteau.

ALBIN MICHEL

Photo Thérèse La Font.

AU JOUR LE JOUR

Le maire du palais

Il est dommage que la déposition de recréer une municipalité de Paris n'ait pu coïncider avec le centième anniversaire de la Commune. Le geste eût été beau et chargé de ces connotations symboliques dont le régime est d'autant plus friand qu'il n'engage à rien.

Certains hommes sont ambigus. Le baron Haussmann a doté Paris de ses grandes percées pour qu'on puisse y tirer au canon. Maintenant, on rend à Paris son maire parce qu'on ne craint plus la colère de son peuple.

Il n'en reste pas moins que l'élu suprême de la capitale sera un personnage important dans une ville où il y en a déjà beaucoup et que les princes de France ont parfois eu à redouter les maires du palais.

ROBERT ESCARPIT.

L'ACHAT VIE

des nouveaux prix Hewlett-Packard

TCU

سكزامن الاصل

ASIE

L'OFFENSIVE COMMUNISTE AU VIETNAM DU SUD

Le gouvernement perd de nouvelles positions au nord de Saigon

Tandis que la panique qui s'emparait des réfugiés entraînant l'interruption du pont aérien assurant l'évacuation de Da-Nang, la poussée des forces communistes s'est fait sentir dans deux autres régions du Vietnam du Sud : dans la région côtière de la province de Binh-Dinh d'une part, au nord de Saigon d'autre part, où le commandement sud-vietnamien annonce la perte de la ville de Bao-Loc.

A Saigon, où l'opposition demande la formation d'un gouvernement de salut national auquel le président Thieu remettrait ses pouvoirs, le chef de l'état-major de l'armée américaine, le général Weyand, a été reçu, vendredi matin 28 mars, par le chef de l'état-major du Vietnam du Sud pour une mission d'information que lui a confiée le président Ford.

Les mesures d'austérité annoncées jeudi, il a décidé la suspension d'un important quotidien d'opposition, le *Doi Dan Toi*, « pour des raisons de sécurité et d'ordre public ». Le directeur de cette publication affirme que son journal a été interdit pour avoir publié des informations sur l'aggravation de la situation militaire.

Les forces communistes ont poursuivi, jeudi 27 et vendredi 28 mars, leur avance dans plusieurs secteurs au Vietnam du Sud. Dans la province de Binh-Dinh (sur la côte du Vietnam central), le haut commandement sud-vietnamien a annoncé la perte de la base de Le-Duc, non loin de la ville de Tam-Quan, déjà abandonnée vingt-quatre heures plus tôt.

Tel n'est pas le sentiment des observateurs, qui s'interrogent, au contraire, sur la capacité des forces sud-vietnamiennes de défendre les positions qu'elles tiennent encore autour de Da-Nang, isolé en territoire contrôlé par les communistes. L'opposition au président Thieu argue d'ailleurs de la situation, qu'elle qualifie de « très critique », pour demander au chef de l'état de se retirer. C'est ce qu'a fait jeudi le général Nguyen Cao-Ky, ancien premier ministre, en annonçant jeudi en compagnie du Père Tran Huu Than, leader du Mouvement populaire anticorruption, la formation d'un comité d'action pour le salut national. Le général Ky a déclaré que « sachant les communistes aux portes de Saigon », il n'était pas « homme à les attendre sans rien faire, pour qu'on lui coupe la tête ».

Comme on l'interrogeait sur les arrestations opérées la nuit précédente à la suite de la tentative de complot découverte par le ministère de l'intérieur, le général Ky a déclaré que ni lui ni ses collègues dans les forces armées n'avaient l'intention de monter un coup d'état militaire pour renverser M. Thieu.

Un pathétique appel aux Etats-Unis

Le gouvernement, pour sa part, tente de reprendre la situation en main par divers moyens. Après

Pour éviter un « bain de sang »

Le président Ford s'est montré « très déçu » que le Congrès ne se soit pas prononcé avant les vacances de Pâques sur l'aide supplémentaire qu'il avait demandée en faveur du Cambodge et du Vietnam.

LE GÉNÉRAL NGUYEN CAO KY

Le général Nguyen Cao Ky, qui est âgé de quarante-cinq ans, est connu pour sa constance et inflexible opposition à tout compromis avec les communistes. Général d'aviation, ancien commandant en chef des forces armées sud-vietnamiennes, il présenta dès 1963 le bombardement du Vietnam du Nord.

En ce qui concerne le Cambodge, le président Ford se déclare favorable à la création d'une force de paix de l'ONU à Phnom-Penh, afin d'éviter un « bain de sang » et de faciliter le transfert du pouvoir au cas où les communistes s'empareraient de Phnom-Penh.

Au sujet du Vietnam du Sud, des négociations se sont engagées, il y a trois semaines, entre des représentants de l'administration et du Congrès pour examiner la possibilité de garantir l'aide « finale » réclamée par M. Kissinger, pour une période de trois ans, en faveur de Saigon.

LE PRÉSIDENT FORD SUGGÈRE L'INSTALLATION A PHNOM-PENH D'UNE FORCE DE PAIX DE L'ONU.

Le président Ford s'est montré « très déçu » que le Congrès ne se soit pas prononcé avant les vacances de Pâques sur l'aide supplémentaire qu'il avait demandée en faveur du Cambodge et du Vietnam.

LE GÉNÉRAL NGUYEN CAO KY

Le général Nguyen Cao Ky, qui est âgé de quarante-cinq ans, est connu pour sa constance et inflexible opposition à tout compromis avec les communistes. Général d'aviation, ancien commandant en chef des forces armées sud-vietnamiennes, il présenta dès 1963 le bombardement du Vietnam du Nord.

En ce qui concerne le Cambodge, le président Ford se déclare favorable à la création d'une force de paix de l'ONU à Phnom-Penh, afin d'éviter un « bain de sang » et de faciliter le transfert du pouvoir au cas où les communistes s'empareraient de Phnom-Penh.

Au sujet du Vietnam du Sud, des négociations se sont engagées, il y a trois semaines, entre des représentants de l'administration et du Congrès pour examiner la possibilité de garantir l'aide « finale » réclamée par M. Kissinger, pour une période de trois ans, en faveur de Saigon.

POUR ÊTRE ÉVACUÉS DE DA-NANG

Des milliers de réfugiés ont pris d'assaut les avions

Da-Nang, la deuxième ville du Vietnam du Sud, actuellement isolée du reste du pays par les forces communistes, est depuis deux jours le théâtre de scènes de panique. Des dizaines de milliers de réfugiés tentent désespérément de trouver un moyen de quitter la ville. Des incidents, provoqués sur l'aérodrome par des réfugiés, ont entraîné, vendredi, l'interruption du pont aérien d'évacuation. Inauguré il y a trois jours, l'arrivée de chaque avion de secours donnait lieu à des scènes d'émeutes au cours desquelles des milliers de personnes se ruèrent vers l'appareil pour tenter d'y trouver une place, piétinant les vieillards et les plus faibles. Aux abords de l'aéroport, la police sud-vietnamienne a dû ouvrir le feu à plusieurs reprises, tirant des rafales de mitraillette en l'air pour faire reculer la foule.

La compagnie nationale sud-vietnamienne, Air Vietnam, effectue dix-huit vols par jour au départ de Da-Nang, mais sur une base strictement commerciale : les billets se vendent au marché noir, et certains réfugiés ont payé plus du double du tarif normal pour pouvoir échapper au piège de Da-Nang. Cependant, le ministère des affaires sociales a lancé un plan d'évacuation des réfugiés pour cinq jours, grâce à cinq Boeing-727 loués à Air Vietnam. De Da-Nang, les réfugiés sont transportés à Nha-Trang (640 kilomètres au sud), d'où ils seront réinstallés dans les provinces côtières encore aux mains du gouvernement de Saigon.

Une atmosphère survolée

Avec la perte de onze provinces depuis le début de l'offensive communiste, le nombre global de réfugiés atteint, d'après les dernières estimations officielles, un million deux cent mille, mais une grande partie d'entre eux n'ont pu atteindre la bande côtière et restent bloqués derrière les lignes communistes. C'est le cas notamment des réfugiés de Pleiku, sur les Hauts-Plateaux.

Le double du tarif normal

Pendant les vols de Boeing-727 n'ont pas été, jeudi, aussi nombreux que l'avaient annoncé les autorités la veille. Aucun des gros C-141 attendus n'est arrivé.

Les pilotes des avions de secours

Les pilotes des avions de secours sont inquiétés devant la furie des réfugiés. Ils ont craint un moment que les officiers sud-vietnamiens n'en viennent à utiliser leurs armes pour faire accepter leurs familles à bord des appareils. Les avions s'étaient déjà désamorcés un peu à l'écart pour être plus loin de la foule.

Les Américains sont incapables de faire face à leur engagement de jouer un rôle essentiel dans l'évacuation des réfugiés.

Un porte-parole américain a déclaré jeudi que l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a été jusqu'à présent, dans l'impossibilité de se procurer des cargos géants (Jumbo-747) indispensables pour améliorer la situation. Les Américains n'ont pour le moment à leur disposition qu'un seul Boeing-727 encore équipé de ses

● Le pont aérien est à nouveau suspendu ● Le général Lon-Non démissionne de l'armée

Le pont aérien américain assurant le ravitaillement de Phnom-Penh en armes, munitions et vivres, a été suspendu, vendredi 28 mars, en raison du bombardement intensif de l'aéroport de Poheantong par l'artillerie des Khmers rouges. C'est la troisième fois en deux semaines que ce pont aérien, la seule liaison entre la capitale du Cambodge et le monde extérieur, est interrompu.

Le gouvernement de Phnom-Penh a, d'autre part, mis au point des plans d'urgence pour évacuer les deux capitales provinciales de Svay-Rieng (à 110 kilomètres au sud-est de Phnom-Penh) et de Prey-Veng (à 50 kilomètres à l'est). Cette décision a été prise à la suite de la détérioration de la situation militaire, et du manque de munitions. Ce serait les premières capitales provinciales à être abandonnées depuis le début de la guerre civile en 1970. Le gouvernement de M. Long Boret a également ordonné la fermeture de tous les établissements scolaires de Phnom-Penh.

L'Assemblée nationale du Cambodge a, vendredi, décidé de démettre le général Lon Non, chef de l'armée, et de nommer le général Lon Non démissionnaire de l'armée. Le général Lon Non a démissionné des fonctions de commandant en chef des forces armées, la semaine dernière.

Cambodge

Le pont aérien américain assurant le ravitaillement de Phnom-Penh en armes, munitions et vivres, a été suspendu, vendredi 28 mars, en raison du bombardement intensif de l'aéroport de Poheantong par l'artillerie des Khmers rouges. C'est la troisième fois en deux semaines que ce pont aérien, la seule liaison entre la capitale du Cambodge et le monde extérieur, est interrompu.

L'Assemblée nationale du Cambodge a, vendredi, décidé de démettre le général Lon Non, chef de l'armée, et de nommer le général Lon Non démissionnaire de l'armée. Le général Lon Non a démissionné des fonctions de commandant en chef des forces armées, la semaine dernière.

Le pont aérien américain assurant le ravitaillement de Phnom-Penh en armes, munitions et vivres, a été suspendu, vendredi 28 mars, en raison du bombardement intensif de l'aéroport de Poheantong par l'artillerie des Khmers rouges. C'est la troisième fois en deux semaines que ce pont aérien, la seule liaison entre la capitale du Cambodge et le monde extérieur, est interrompu.

Les États-Unis devant

aux cartes de la guerre d'Indochine donne une idée d'un des aspects des combats qui à long-temps ont été dissimulés : les armes communistes, quel que soit leur nom ou leur drapeau, n'ont jamais reculé devant la violence et n'ont jamais été freinées par le respect des frontières ou des traités. (...) La théorie selon laquelle l'intervention américaine dans le Sud-Est asiatique était destinée à empêcher les communistes d'occuper par la force un groupe de

coups durs de mars

ment résoudre le problème du Proche-Orient. Ils cherchent plutôt à imposer une situation de « non guerre ni paix » au peuple arabe, et au peuple palestinien en particulier, afin d'assurer leur hégémonie. »

Il existe un produit pour mieux voir la nuit. NYCTALUX.

Consultez régulièrement votre ophtalmologiste. Il vous dira que votre œil, pour voir, fait fonctionner dans la rétine deux sortes de cellules : - les cônes, pour la vision de jour - les bâtonnets, pour la vision de nuit.

NYCTALUX agit sur ces bâtonnets.

NYCTALUX élargit le champ de vision, réduit la durée du « trou noir », atténue la fatigue visuelle.

NYCTALUX. DES COMPRIMÉS VENDUS EN PHARMACIE POUR AMÉLIORER LA VISION NOCTURNE.

DANS LA PRESSE INTERNATIONALE

L'effondrement de l'armée sud-vietnamienne et l'échec de la mission de M. Kissinger au Proche-Orient ont suscité des commentaires amers ou ironiques, mais toujours inquiets. L'assassinat du roi Fayçal de Jordanie, le début de l'interrogatoire, de même que l'évolution du Portugal.

Plus de cœur que d'esprit

« Il est difficile de connaître le Congrès américain (ou tout autre Parlement) que la politique étrangère est une entreprise sans fin. C'est, avec sa loyauté envers le président Nixon et sa maladroitness, les raisons pour lesquelles M. Kissinger est depuis longtemps impopulaire auprès des nombreux leaders du Congrès, et l'est sans doute plus encore aujourd'hui. Mais personne ne gagne toutes les parties de poker. Pas même Kissinger, pas même Henry Kissinger. »



Sadate, grand perdant

L'échec de la politique des « petits pas » au Proche-Orient est largement commenté. A l'Est, on se frotte les mains. L'AGENCE CEINTE NOUVELLE renvoie, comme d'habitude, des à dos Washington et Moscou.

Les États-Unis, prêchant pour la politique des petits pas, et l'Union soviétique résistants, pour la reprise de la conférence de Genève, ne veulent pas en-

sonnés voués à l'échec. Seule, la reprise de la conférence de Genève pourrait ouvrir une voie réelle à une paix solide dans cette région. (...) « Feignant d'être prêt à faire des concessions à l'Égypte, le gouvernement Sadat a illustré avec cynisme sa volonté de conserver, coûte que coûte, les hauteurs du Golan, conquises sur la Syrie, et d'empêcher la restitution au peuple arabe palestinien de ses droits légitimes. »

Advertisement for NYCTALUX eye medicine, including text about eye health and vision improvement.

PROCHE-ORIENT

VIETNAM DU SUD

POUR ÊTRE ÉVACUÉS DE DA-NANG

Des milliers de réfugiés ont pris d'assaut les

Washington (U.P.I., A.F.P.). — Le président Ford a continué, jeudi 27 mars, dans une interview à la chaîne des journaux Hearst, les informations selon lesquelles Israël aurait fait preuve d'une intransigeance excessive dans la dernière phase des négociations menées par M. Kissinger.

« Pensez-vous qu'Israël aurait dû être prêt à prendre davantage de risques pour une paix et dans l'intérêt de sa survie à long terme ? », avait demandé M. Randolph Hearst Jr. A cette question, le président Gerald Ford a répondu : « Il faut que je rappelle les malheureux événements de ces semaines-dernières heures (échec de la mission Kissinger). S'ils (les Israéliens) avaient fait preuve d'un peu plus de souplesse, vous pouvez être sûrs qu'ils auraient pris un plus grand risque, je pense qu'à la longue cela aurait été la meilleure assurance de paix ».

Poursuivant son idée, le président Ford a ajouté : « Je pense qu'une telle attitude aurait été une réelle assurance de paix aussi bien à brève échéance qu'à long terme. » Comme on lui demandait s'il pensait qu'il n'était peut-être pas trop tard pour qu'Israël change d'attitude, le président a fait une petite moue, avant de répondre : « Je ne suis pas très optimiste ».

D'autre part, dans le cours de la même interview, le président a admis « que, à en juger par les informations de presse israéliennes, l'obstruction du Congrès à l'octroi de fonds pour les achats d'armes pour le Cambodge et le Vietnam du Sud a, sans aucun doute, eu un impact sur le Proche-Orient ».

L'ÉCHEC DE LA MISSION KISSINGER

Le président Ford : si les Israéliens avaient fait preuve d'un peu plus de souplesse...

Washington (U.P.I., A.F.P.). — Le président Ford a continué, jeudi 27 mars, dans une interview à la chaîne des journaux Hearst, les informations selon lesquelles Israël aurait fait preuve d'une intransigeance excessive dans la dernière phase des négociations menées par M. Kissinger.

« Pensez-vous qu'Israël aurait dû être prêt à prendre davantage de risques pour une paix et dans l'intérêt de sa survie à long terme ? », avait demandé M. Randolph Hearst Jr. A cette question, le président Gerald Ford a répondu : « Il faut que je rappelle les malheureux événements de ces semaines-dernières heures (échec de la mission Kissinger). S'ils (les Israéliens) avaient fait preuve d'un peu plus de souplesse, vous pouvez être sûrs qu'ils auraient pris un plus grand risque, je pense qu'à la longue cela aurait été la meilleure assurance de paix ».

Poursuivant son idée, le président Ford a ajouté : « Je pense qu'une telle attitude aurait été une réelle assurance de paix aussi bien à brève échéance qu'à long terme. » Comme on lui demandait s'il pensait qu'il n'était peut-être pas trop tard pour qu'Israël change d'attitude, le président a fait une petite moue, avant de répondre : « Je ne suis pas très optimiste ».

D'autre part, dans le cours de la même interview, le président a admis « que, à en juger par les informations de presse israéliennes, l'obstruction du Congrès à l'octroi de fonds pour les achats d'armes pour le Cambodge et le Vietnam du Sud a, sans aucun doute, eu un impact sur le Proche-Orient ».

Libye

« MONSIEUR LE PACHA... »

Tripoli (A.F.P.). — Le quotidien Al Fayr Al Jaddid indique que M. le Pacha gouverneur de la Libye, « désigné à titre de toute évidence, sans le nommer explicitement, le président Amr El Sadate ».

Al Fayr Al Jaddid, qui entend répondre à des articles anti-libyens parus récemment dans la presse égyptienne, dénonce celui qui croit être devenu le César du vingtième siècle après avoir vendu la cause arabe. Le journal s'interroge sur l'efficacité de l'assistance financière fournie par la Libye. « Le Pacha peut-il indiquer l'endroit où se trouve son argent ? Il ne peut certainement pas être le Cyprien (allusion à Mme Jihan Sadate) n'a rien laissé, dépensant tout pour ses robes, ses bijoux, les noces de ses filles et ses voyages en Europe ».

La Libye a suspendu son assistance financière, ajoute le journal, quand elle s'est rendu compte que Sadate « était versé dans les poches de particuliers ou dans des banques en Europe ». « Maintenant, nous donnons cette assistance directement au peuple, à ceux qui la méritent et non à ceux qui la volent », écrit Al Fayr Al Jaddid sans donner d'autres précisions.

Celui qui veut vraiment affaiblir le peuple, c'est celui qui habite dans des palais tandis que la population dort à la belle étoile. C'est celui qui organise des réceptions grandioses et mange jusqu'à l'indigestion tandis que le peuple se trouve même plus d'un coup de feu (par opposition) à se mettre sous la dent ».

Libye

Tripoli (A.F.P.). — Le quotidien Al Fayr Al Jaddid indique que M. le Pacha gouverneur de la Libye, « désigné à titre de toute évidence, sans le nommer explicitement, le président Amr El Sadate ».

Al Fayr Al Jaddid, qui entend répondre à des articles anti-libyens parus récemment dans la presse égyptienne, dénonce celui qui croit être devenu le César du vingtième siècle après avoir vendu la cause arabe. Le journal s'interroge sur l'efficacité de l'assistance financière fournie par la Libye. « Le Pacha peut-il indiquer l'endroit où se trouve son argent ? Il ne peut certainement pas être le Cyprien (allusion à Mme Jihan Sadate) n'a rien laissé, dépensant tout pour ses robes, ses bijoux, les noces de ses filles et ses voyages en Europe ».

La Libye a suspendu son assistance financière, ajoute le journal, quand elle s'est rendu compte que Sadate « était versé dans les poches de particuliers ou dans des banques en Europe ». « Maintenant, nous donnons cette assistance directement au peuple, à ceux qui la méritent et non à ceux qui la volent », écrit Al Fayr Al Jaddid sans donner d'autres précisions.

Celui qui veut vraiment affaiblir le peuple, c'est celui qui habite dans des palais tandis que la population dort à la belle étoile. C'est celui qui organise des réceptions grandioses et mange jusqu'à l'indigestion tandis que le peuple se trouve même plus d'un coup de feu (par opposition) à se mettre sous la dent ».

Libye

Tripoli (A.F.P.). — Le quotidien Al Fayr Al Jaddid indique que M. le Pacha gouverneur de la Libye, « désigné à titre de toute évidence, sans le nommer explicitement, le président Amr El Sadate ».

Al Fayr Al Jaddid, qui entend répondre à des articles anti-libyens parus récemment dans la presse égyptienne, dénonce celui qui croit être devenu le César du vingtième siècle après avoir vendu la cause arabe. Le journal s'interroge sur l'efficacité de l'assistance financière fournie par la Libye. « Le Pacha peut-il indiquer l'endroit où se trouve son argent ? Il ne peut certainement pas être le Cyprien (allusion à Mme Jihan Sadate) n'a rien laissé, dépensant tout pour ses robes, ses bijoux, les noces de ses filles et ses voyages en Europe ».

La Libye a suspendu son assistance financière, ajoute le journal, quand elle s'est rendu compte que Sadate « était versé dans les poches de particuliers ou dans des banques en Europe ». « Maintenant, nous donnons cette assistance directement au peuple, à ceux qui la méritent et non à ceux qui la volent », écrit Al Fayr Al Jaddid sans donner d'autres précisions.

Celui qui veut vraiment affaiblir le peuple, c'est celui qui habite dans des palais tandis que la population dort à la belle étoile. C'est celui qui organise des réceptions grandioses et mange jusqu'à l'indigestion tandis que le peuple se trouve même plus d'un coup de feu (par opposition) à se mettre sous la dent ».

Arabie Saoudite

Après l'intronisation du roi Khaled

Dans sa « première interview » accordée jeudi 27 mars au quotidien libanais « Al Hayat », le roi Khaled d'Arabie Saoudite affirme que l'assassinat du roi Fayçal est bel et bien un « attentat » et qu'aucune puissance étrangère n'est impliquée dans ce meurtre.

Arabie Saoudite

Après l'intronisation du roi Khaled

Dans sa « première interview » accordée jeudi 27 mars au quotidien libanais « Al Hayat », le roi Khaled d'Arabie Saoudite affirme que l'assassinat du roi Fayçal est bel et bien un « attentat » et qu'aucune puissance étrangère n'est impliquée dans ce meurtre.

La coopération entre Washington et Ryad sera maintenue

Ryad. — Comme le notait un journaliste libanais, « même mort le roi Fayçal continue de rapprocher Égyptiens et Américains ».

Le jeudi 27 mars, dans la capitale royale où s'étaient déroulées, la veille, les funérailles du monarque assassiné, l'événement du jour a été l'entretien de solennité quinze minutes que le président Sadate a eu avec le vice-président Rockefeller.

Nombreux sont ceux, à Ryad, qui pensent que cette entrevue a permis au Roi de « mettre les Américains au pied du mur ». Depuis l'échec de la politique du pas à pas de M. Kissinger, les meilleurs proches du chef de l'État égyptien ont proclamé haut et fort que « les seuls véritables responsables de la situation étaient les États-Unis, dont Israël dépend totalement ».

Du côté américain, la préoccupation prioritaire exprimée par le vice-président des États-Unis a été la question du renouvellement du mandat des casques bleus au Sinaï, qui arrive à échéance le 22 mars prochain. Certes, la décision appartient au Conseil de sécurité des Nations unies, mais l'Égypte doit aussi être d'accord. Les États-Unis ont donc la mission de M. Kissinger, le 22 mars dernier, le Roi choisit de ne pas prendre de décision à l'emporte-pièce, par exemple en renvoyant à plus tard la question de faire passer à la commission de l'Organisation des Nations unies la question de la sécurité des casques bleus, mais plutôt de négocier avec l'Égypte pour l'avenir.

Le Roi choisit de ne pas prendre de décision à l'emporte-pièce, par exemple en renvoyant à plus tard la question de faire passer à la commission de l'Organisation des Nations unies la question de la sécurité des casques bleus, mais plutôt de négocier avec l'Égypte pour l'avenir.

Cérémonie d'allégeance à la cour

Ryad. — Une odeur d'ambre, de musc et de parfums français. Des yeux agrandis par le khalil. L'éclat de l'or et des pierres précieuses. Des froissements d'étoffes et des chuchotements. Nous ne sommes pas dans un harem mais dans la grande salle d'audience du gouvernement de Ryad, où le roi Khaled va recevoir l'allégeance de ses sujets mâles ou de leurs mandataires. Sur la moquette rouge curieusement tapée de fleurs de lys s'alignent des bergères néo-Louis XV. Près de l'une d'elles, scabieusement, deux autres rois placés dans l'axe central de la pièce, une petite table supporte deux téléphones, un calendrier égyptien et des mouchoirs en papier. C'est tout ce qui distingue le trône royal des autres sièges. Soudain s'ouvre une porte sur-

De notre envoyé spécial

dienn, notamment au sein des commissions mixtes, économiques et militaires, créés il y a quelques mois par les deux gouvernements ».

À la suite de cet appel à un renforcement des liens entre Ryad et Washington, on se plaît à souligner dans la capitale saoudienne que « si le roi Fayçal fut l'âme des États-Unis, il ne fut pas toujours un partenaire commode ». Or le nouveau monarque souhaite apparemment suivre en toutes choses les traces de son frère. Au cas où l'irédent prince héritier, l'émir Fahd, voudrait accentuer la collaboration avec l'Amérique ou prendre des initiatives diplomatiques ou militaires qui n'auraient pas obtenu le plein accord du nouveau souverain, nous disons un ancien ambassadeur saoudien et le roi Khaled pourraient traverser un contrepoint en s'appuyant sur un autre de ses frères, l'émir Abdallah. Ce dernier est le chef de la garde nationale, force qui maintient la tradition de l'Arabie saoudienne. Les soldats-laboureurs du roi Abdallah II Ibn Saoud. Mais l'aviation royale du prince Sultan, autre frère du roi, qui passe pour proche du prince héritier Fahd.

De notre envoyé spécial

dienn, notamment au sein des commissions mixtes, économiques et militaires, créés il y a quelques mois par les deux gouvernements ».

À la suite de cet appel à un renforcement des liens entre Ryad et Washington, on se plaît à souligner dans la capitale saoudienne que « si le roi Fayçal fut l'âme des États-Unis, il ne fut pas toujours un partenaire commode ». Or le nouveau monarque souhaite apparemment suivre en toutes choses les traces de son frère. Au cas où l'irédent prince héritier, l'émir Fahd, voudrait accentuer la collaboration avec l'Amérique ou prendre des initiatives diplomatiques ou militaires qui n'auraient pas obtenu le plein accord du nouveau souverain, nous disons un ancien ambassadeur saoudien et le roi Khaled pourraient traverser un contrepoint en s'appuyant sur un autre de ses frères, l'émir Abdallah. Ce dernier est le chef de la garde nationale, force qui maintient la tradition de l'Arabie saoudienne. Les soldats-laboureurs du roi Abdallah II Ibn Saoud. Mais l'aviation royale du prince Sultan, autre frère du roi, qui passe pour proche du prince héritier Fahd.

Le doute du tarif normal

Washington (U.P.I., A.F.P.). — Le président Ford a continué, jeudi 27 mars, dans une interview à la chaîne des journaux Hearst, les informations selon lesquelles Israël aurait fait preuve d'une intransigeance excessive dans la dernière phase des négociations menées par M. Kissinger.

« Pensez-vous qu'Israël aurait dû être prêt à prendre davantage de risques pour une paix et dans l'intérêt de sa survie à long terme ? », avait demandé M. Randolph Hearst Jr. A cette question, le président Gerald Ford a répondu : « Il faut que je rappelle les malheureux événements de ces semaines-dernières heures (échec de la mission Kissinger). S'ils (les Israéliens) avaient fait preuve d'un peu plus de souplesse, vous pouvez être sûrs qu'ils auraient pris un plus grand risque, je pense qu'à la longue cela aurait été la meilleure assurance de paix ».

Poursuivant son idée, le président Ford a ajouté : « Je pense qu'une telle attitude aurait été une réelle assurance de paix aussi bien à brève échéance qu'à long terme. » Comme on lui demandait s'il pensait qu'il n'était peut-être pas trop tard pour qu'Israël change d'attitude, le président a fait une petite moue, avant de répondre : « Je ne suis pas très optimiste ».

D'autre part, dans le cours de la même interview, le président a admis « que, à en juger par les informations de presse israéliennes, l'obstruction du Congrès à l'octroi de fonds pour les achats d'armes pour le Cambodge et le Vietnam du Sud a, sans aucun doute, eu un impact sur le Proche-Orient ».

Pour empêcher l'afflux de réfugiés kurdes

LA TURQUIE VEUT IMPOSER L'ÉTAT D'URGENCE DANS QUATRE PROVINCES FRONTIÈRES

Ankara. — Le drame des Kurdes d'Irak a provoqué jeudi soir 27 mars une grande confusion au Parlement turc, au moment où il était appelé à voter l'état de siège dans quatre provinces frontalières pour arrêter l'afflux des réfugiés en Turquie.

Le parti républicain du peuple (de M. Boevri) s'étant déclaré opposé à l'état de siège, un certain nombre de députés ont demandé de décaler le vote. Les députés nationalistes à population kurde ont également voté contre le projet.

Voilà que la loi avait été rejetée, la plupart des parlementaires conservateurs favorables à l'état de siège ont alors quitté la salle, et le scrutin a dû être interrompu faute de quorum. Le Parlement a été appelé à voter de nouveau ce vendredi après-midi.

Pour empêcher l'afflux de réfugiés kurdes

LA TURQUIE VEUT IMPOSER L'ÉTAT D'URGENCE DANS QUATRE PROVINCES FRONTIÈRES

Ankara. — Le drame des Kurdes d'Irak a provoqué jeudi soir 27 mars une grande confusion au Parlement turc, au moment où il était appelé à voter l'état de siège dans quatre provinces frontalières pour arrêter l'afflux des réfugiés en Turquie.

Le parti républicain du peuple (de M. Boevri) s'étant déclaré opposé à l'état de siège, un certain nombre de députés ont demandé de décaler le vote. Les députés nationalistes à population kurde ont également voté contre le projet.

Voilà que la loi avait été rejetée, la plupart des parlementaires conservateurs favorables à l'état de siège ont alors quitté la salle, et le scrutin a dû être interrompu faute de quorum. Le Parlement a été appelé à voter de nouveau ce vendredi après-midi.

Les États-Unis devr...

Washington (U.P.I., A.F.P.). — Le président Ford a continué, jeudi 27 mars, dans une interview à la chaîne des journaux Hearst, les informations selon lesquelles Israël aurait fait preuve d'une intransigeance excessive dans la dernière phase des négociations menées par M. Kissinger.

« Pensez-vous qu'Israël aurait dû être prêt à prendre davantage de risques pour une paix et dans l'intérêt de sa survie à long terme ? », avait demandé M. Randolph Hearst Jr. A cette question, le président Gerald Ford a répondu : « Il faut que je rappelle les malheureux événements de ces semaines-dernières heures (échec de la mission Kissinger). S'ils (les Israéliens) avaient fait preuve d'un peu plus de souplesse, vous pouvez être sûrs qu'ils auraient pris un plus grand risque, je pense qu'à la longue cela aurait été la meilleure assurance de paix ».

Poursuivant son idée, le président Ford a ajouté : « Je pense qu'une telle attitude aurait été une réelle assurance de paix aussi bien à brève échéance qu'à long terme. » Comme on lui demandait s'il pensait qu'il n'était peut-être pas trop tard pour qu'Israël change d'attitude, le président a fait une petite moue, avant de répondre : « Je ne suis pas très optimiste ».

D'autre part, dans le cours de la même interview, le président a admis « que, à en juger par les informations de presse israéliennes, l'obstruction du Congrès à l'octroi de fonds pour les achats d'armes pour le Cambodge et le Vietnam du Sud a, sans aucun doute, eu un impact sur le Proche-Orient ».

Les « coups durs de mars »

ALLGEMEINE ZEITUNG. « Le grand perdant restait la sécurité d'État arabe, bien qu'il y en ait eu beaucoup, ni Israël (qui ne gagne pas « un morceau de paix », mais « une vie très chère de la situation ») : c'est le président égyptien qui a été le plus touché. Il a été prisonnier du camp arabe après cette tentative d'évasion. Cette faiblesse du président va maintenant déterminer l'avenir. On ne peut pas dire que Sadate ait été mal préparé, elle ne laisse pas de place entre l'ancien d'une capitulation d'Irak, dont il n'est pas question, et l'ancien d'une guerre au Proche-Orient ».

DIE PRESSE, de Vienne, ne croit cependant pas à cette dernière éventualité : « Un nouveau conflit est-il dans l'air ? Probablement pas, si on accepte la possibilité de réactions passionnelles des Palestiniens, des Syriens, et dans une moindre mesure, des Égyptiens. Mais l'arrivée à son terme du mandat de l'ONU dans le Sinaï et le Golan ne doit pas être irréversible. Le partenaire essentiel d'Irak, Sadate, est sans aucun doute touché, mais pas dans les états actuels de l'Amérique. Il pourrait, bien entendu, essayer de compenser la pression

A travers le monde

Etats-Unis

LA PREMIERE TOURNÉE AUX ÉTATS-UNIS d'une troupe chinoise de musiciens, chanteurs et danseurs a été ajournée sine die, le jeudi 27 mars, le département d'État ayant demandé au Comité national pour les relations États-Unis-Chine de voter un programme un chant sur la libération de Taïwan.

Grande-Bretagne

LES NEGOCIATIONS sur l'avenir constitutionnel des Seychelles, colonie britannique de l'Océan Indien, qui avaient commencé à Londres le 14 mars, ont abouti qu'à des résultats partiels et limités, indique un communiqué publié jeudi 27 mars par le Foreign Office. Une nouvelle conférence sera convoquée par le gouvernement britannique en janvier 1976.

Laos

UN PRÊTRE FRANÇAIS, le Père Aballain, a été victime d'un attentat et grièvement blessé le lundi 24 mars dans le Laos du Sud. Il a été hospitalisé à Seno, au nord de Savannakhet. — (A.F.P.)

A travers le monde

Etats-Unis

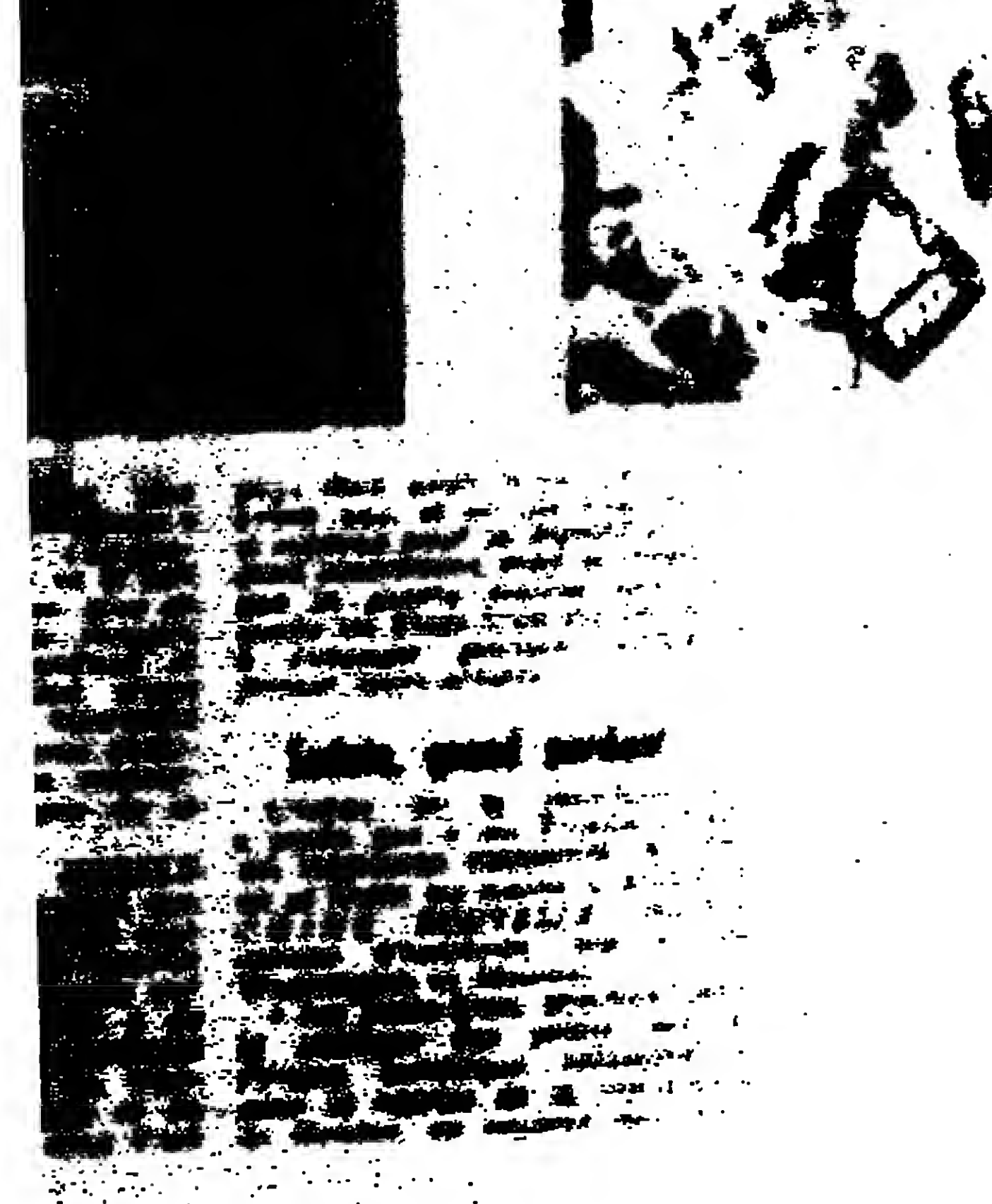
LA PREMIERE TOURNÉE AUX ÉTATS-UNIS d'une troupe chinoise de musiciens, chanteurs et danseurs a été ajournée sine die, le jeudi 27 mars, le département d'État ayant demandé au Comité national pour les relations États-Unis-Chine de voter un programme un chant sur la libération de Taïwan.

Grande-Bretagne

LES NEGOCIATIONS sur l'avenir constitutionnel des Seychelles, colonie britannique de l'Océan Indien, qui avaient commencé à Londres le 14 mars, ont abouti qu'à des résultats partiels et limités, indique un communiqué publié jeudi 27 mars par le Foreign Office. Une nouvelle conférence sera convoquée par le gouvernement britannique en janvier 1976.

Laos

UN PRÊTRE FRANÇAIS, le Père Aballain, a été victime d'un attentat et grièvement blessé le lundi 24 mars dans le Laos du Sud. Il a été hospitalisé à Seno, au nord de Savannakhet. — (A.F.P.)



« Une ère qui vacille »

La presse britannique dans son ensemble salue dans le disparu un grand dirigeant du monde arabe et un ami de la Grande-Bretagne.

Selon le DAILY EXPRESS, c'est « un bon roi » qui s'en va, « un acteur consommé et expérimenté qui avait fini par jouer un rôle de leader, pas toujours à son goût d'ailleurs. Il a fait beaucoup pour que son pays joue aussi un rôle important dans l'économie mondiale et profite de la technologie moderne. Il est impossible de penser que, après une autre décennie de rapide développement économique, l'Arabie Saoudite sera encore un pays où les femmes n'ont pas le droit de conduire, les journalistes étrangers pas le droit de résider et qui reste étranger aux faits, même constitutionnels ».

Pour le FINANCIAL TIMES, rien ne prouve que la disparition du roi Fayçal marquera un virage brusque de la politique saoudienne. En attendant, la réaction naturelle de tous les États de la région — et des autres — sera d'attendre et de voir si le roi Khaled, à brève échéance, en tel signe pourrait fournir une diver-

« Une ère qui vacille »

La presse britannique dans son ensemble salue dans le disparu un grand dirigeant du monde arabe et un ami de la Grande-Bretagne.

Selon le DAILY EXPRESS, c'est « un bon roi » qui s'en va, « un acteur consommé et expérimenté qui avait fini par jouer un rôle de leader, pas toujours à son goût d'ailleurs. Il a fait beaucoup pour que son pays joue aussi un rôle important dans l'économie mondiale et profite de la technologie moderne. Il est impossible de penser que, après une autre décennie de rapide développement économique, l'Arabie Saoudite sera encore un pays où les femmes n'ont pas le droit de conduire, les journalistes étrangers pas le droit de résider et qui reste étranger aux faits, même constitutionnels ».

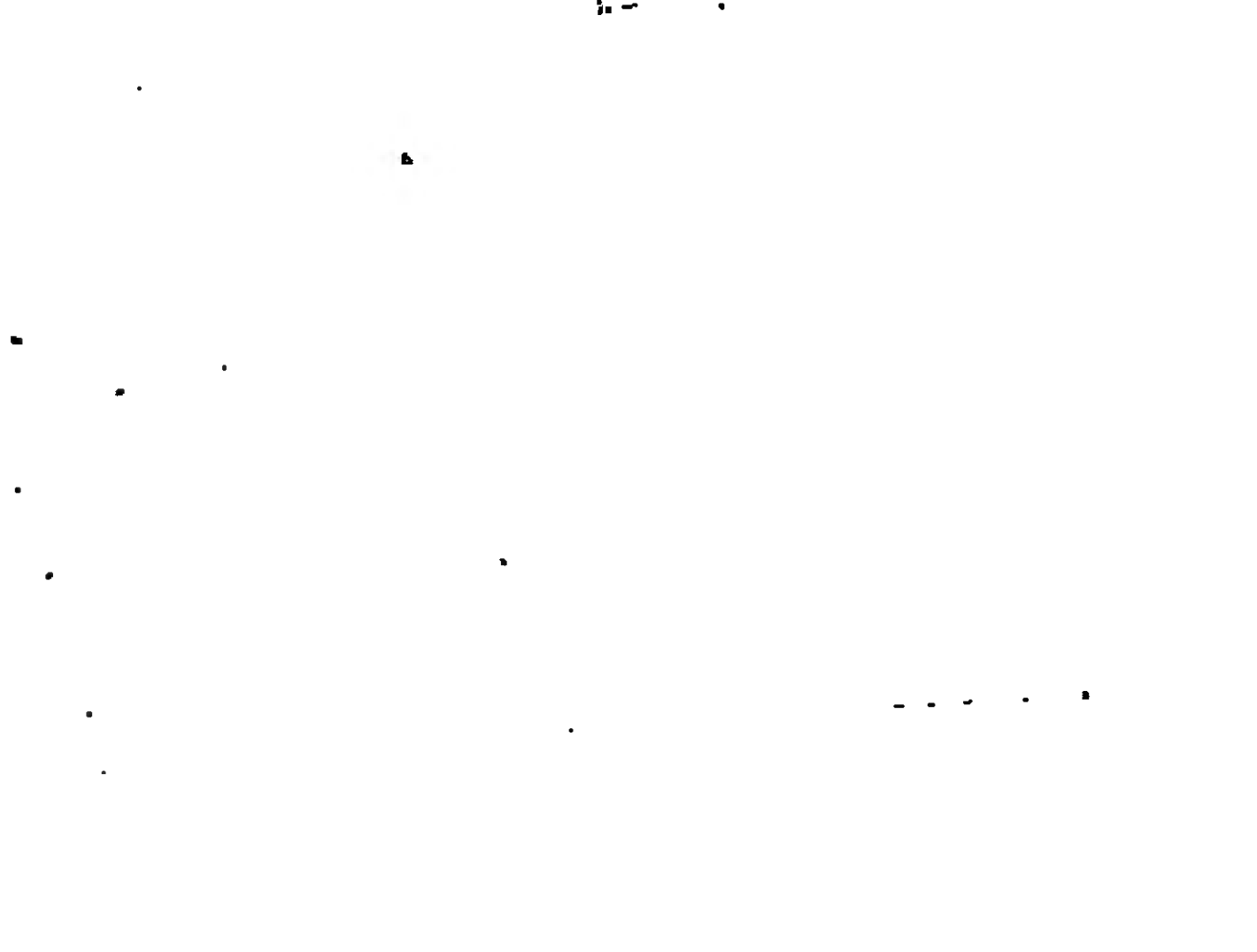
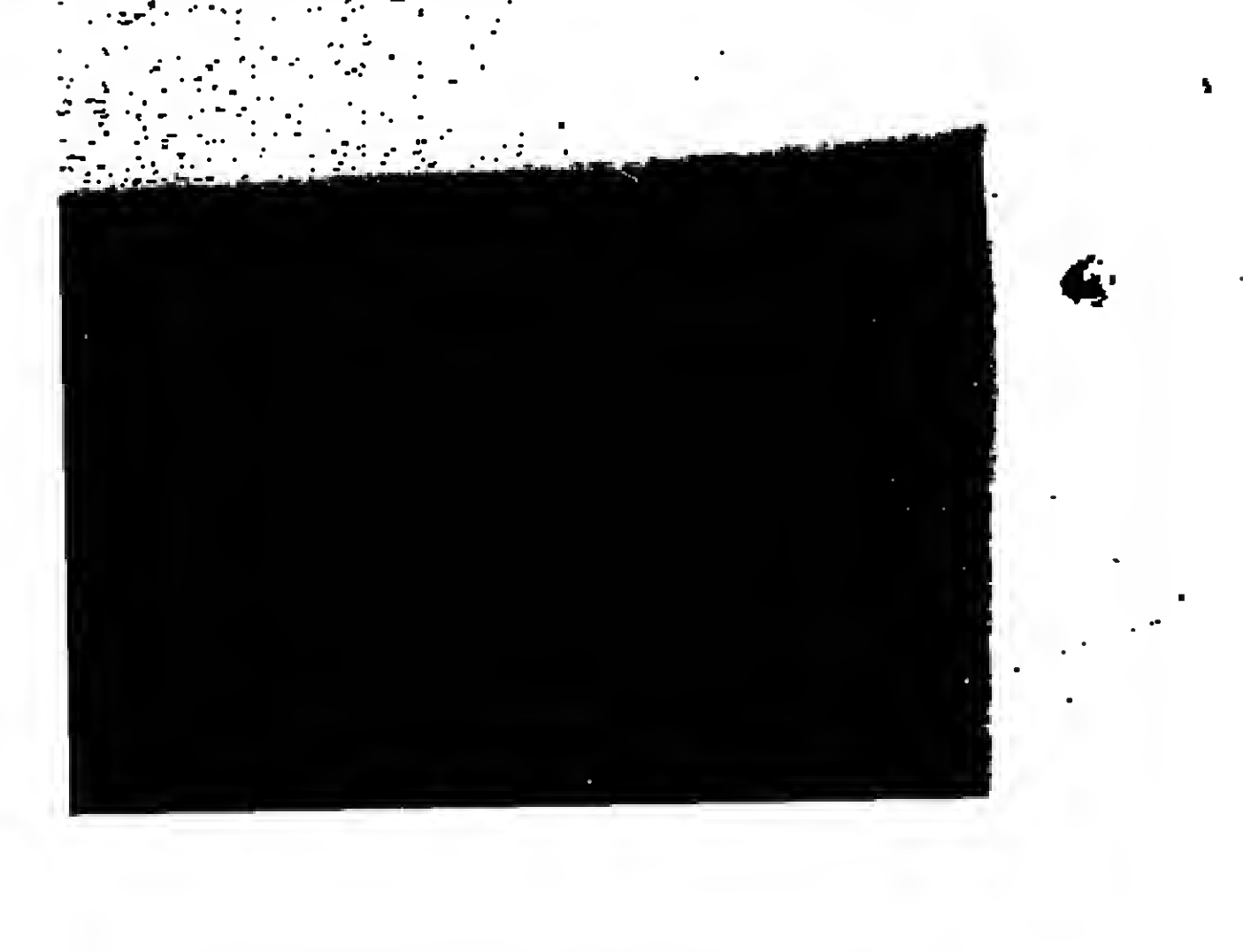
Pour le FINANCIAL TIMES, rien ne prouve que la disparition du roi Fayçal marquera un virage brusque de la politique saoudienne. En attendant, la réaction naturelle de tous les États de la région — et des autres — sera d'attendre et de voir si le roi Khaled, à brève échéance, en tel signe pourrait fournir une diver-

« Une ère qui vacille »

La presse britannique dans son ensemble salue dans le disparu un grand dirigeant du monde arabe et un ami de la Grande-Bretagne.

Selon le DAILY EXPRESS, c'est « un bon roi » qui s'en va, « un acteur consommé et expérimenté qui avait fini par jouer un rôle de leader, pas toujours à son goût d'ailleurs. Il a fait beaucoup pour que son pays joue aussi un rôle important dans l'économie mondiale et profite de la technologie moderne. Il est impossible de penser que, après une autre décennie de rapide développement économique, l'Arabie Saoudite sera encore un pays où les femmes n'ont pas le droit de conduire, les journalistes étrangers pas le droit de résider et qui reste étranger aux faits, même constitutionnels ».

Pour le FINANCIAL TIMES, rien ne prouve que la disparition du roi Fayçal marquera un virage brusque de la politique saoudienne. En attendant, la réaction naturelle de tous les États de la région — et des autres — sera d'attendre et de voir si le roi Khaled, à brève échéance, en tel signe pourrait fournir une diver-



TOUS LES JOURS

VOL DIRECT PARIS-BEYROUTH

DEPART : 13 h 00 - ARRIVÉE : 18 h 40.

Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou d'Air France, ils sauront vous conseiller.

AIR FRANCE

سكزا من الاصل

55: امن الاصل

EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU PORTUGAL

L'accélération du processus révolutionnaire avive la polémique entre socialistes et communistes

Au cours d'un meeting organisé le jeudi 27 mars par le parti communiste, le secrétaire général du P.C.P., M. Álvaro Cunhal, a violemment attaqué le parti populaire démocratique, membre de la coalition gouvernementale...

communication sociale (Information), a présenté à la presse, jeudi, une interprétation plus nuancée de la « suspension » de certains partis...

dans un journal du soir de Lisbonne, « A Capital », contre l'ambassadeur des Etats-Unis au Portugal, M. Frank Carlucci...

Le printemps pourrait être chaud...

(Suite de la première page.) Pour le P.C.P., la formation du nouveau gouvernement illustre parfaitement « la nouvelle situation politique » créée par les événements du 11 mars...

On peut trouver étrange qu'une formation ayant finalement accepté de rester dans la coalition gouvernementale puisse remettre en cause cette acceptation...

Cette deuxième thèse l'a donc emporté, mais non sans remous et nouveaux débats. « Notre communiqué de jeudi est uniquement à usage interne... »

L'effervescence gagne

A un mois des élections à la Constituante, à quelques jours de l'ouverture d'une campagne qui promet d'être agitée...

Un communiqué officiel de la commission de coordination du M.F.A. que l'on croyait d'ailleurs dissoute, a confirmé, le 28 mars, que le colonel Ribeiro Simões a quitté la présidence de la commission d'enquête sur le putsch manqué du 11 mars...

Advertisement for 'printemps 1975' featuring a graphic of a person and text: 'prêt-à-porter dégriffé'.

DANS L'HEBDOMADAIRE SOCIALISTE FRANÇAIS « L'UNITÉ »

« Le P.C.P. n'a jamais déclaré qu'il acceptait le libre jeu de la démocratie »

DECLARE M. MARIO SOARES

L'Unité, hebdomadaire du parti socialiste, publie une interview de M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste portugais et un commentaire de M. François Mitterrand sur la démocratie au Portugal...

« Il n'y a pas de doute que la liberté de la presse et la possibilité de s'exprimer sont en ce moment soumises à des vicissitudes avec lesquelles le P.S. n'est pas d'accord... »

« Le P.S. veut contribuer à la construction de la société socialiste, et il est un des garants de cette intention... »

« Curieuse attitude que celle de Mario Soares, qui, prônant le « libre jeu de la démocratie », s'abstient de mettre l'accent sur la nécessité de fonder la démocratie politique sur la démocratie économique... »

M. MITTERRAND : Difadura nao!

De son côté, M. Mitterrand écrit, dans le même organe : « Le P.S. veut contribuer à la construction de la société socialiste... »

Les analyses de l'extrême gauche divergent

Le journal Libération (extrême gauche) publie, le 28 mars, une interview de M. Ferreira de Moura, ministre sans portefeuille du gouvernement portugais...

L'HUMANITÉ: la démocratie n'a pas empêché l'oppression et la torture dans notre pays.

L'Humanité commente les réflexions du premier secrétaire du P.S. dans son numéro du 28 mars, et invite M. Mitterrand à tenir compte de la situation particulière qui existe au Portugal...

NOUS ACCUSONS

« Dans la situation du Portugal d'aujourd'hui, il ne peut pas y avoir de démocratie bourgeoise... »

RÉFUGIÉ AU BRÉSIL

Le général Spinoza pense que la France pourrait jouer un rôle modérateur à Lisbonne

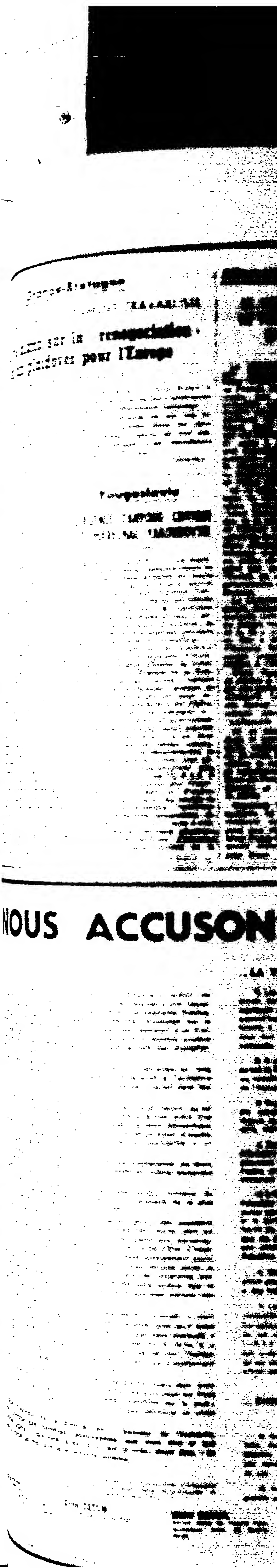
De notre correspondant

Quels seront les moyens de la « reconquête » ? Certains amis brésiliens du général parlent de la création, à l'étranger, d'une armée de libération nationale...

« menées totalitaires » du régime en place. On en arrive à la version, donnée par les officiers portugais, du « coup » du 11 mars...

Le général Spinoza est arrivé la semaine dernière à Rio. Après avoir été hébergé pendant trois jours aux frais du gouvernement brésilien...

Le général Spinoza, qui estime avoir été « l'âme et le cœur » de la révolution du 25 avril, a été trahi, selon ses confidents, dès le moment-là...



POLITIQUE

DANS « LES INFORMATIONS »

M. Mitterrand : nous attendons M. Giscard d'Estaing sur ses projets de taxation des plus-values et de réforme foncière

Dans une interview publiée par l'hebdomadaire les Informations, M. François Mitterrand commente l'action réformatrice de M. Giscard d'Estaing en ces termes : « La majorité a dit-huit ans fait partie de mon programme présidentiel de 1965, du programme socialiste et du programme commun. Le divorce par consentement mutuel quasi l'audace de M. Giscard d'Estaing est à retardement ! J'aurais également proposé, il y a dix ans, que l'autorité et l'encadrement qu'une croissance modérée entraînera un chômage structurel considérable, mais qu'une croissance forte ne permettrait pas de résoudre l'inflation. Voilà bien qui souligne les contradictions du système capitaliste ! »

Le leader socialiste fait ici allusion au fait que les communistes envisagent de déposer une motion de censure à la prochaine session s'ils n'obtiennent pas un débat de politique générale, alors qu'ils avaient émis des doutes sur l'efficacité de cette procédure lorsqu'elle avait été préconisée à l'automne par les socialistes. Dans la même interview, M. Mitterrand souligne que « les rares prévisions portées à [sa] connaissance montrent qu'une croissance modérée entraînera un chômage structurel considérable, mais qu'une croissance forte ne permettrait pas de résoudre l'inflation. Voilà bien qui souligne les contradictions du système capitaliste ! »

« Une croissance préorientée d'un taux effectif de 4,5 % me paraîtrait réaliste. Mais cela suppose une autre rue des choses, une autre politique économique, un autre projet de société — et en tout cas un véritable Plan et non la vague estimation des moyens et des besoins qu'on nous propose. (...) Le contenu de la croissance doit changer pour que soient économisés les gaspillages de certains investissements, développés des investissements de caractère rationnel, la diversification des objets rapproché le lieu d'habitation du lieu de travail, réduite la durée du travail. Certaines de ces idées ont été retenues, grâce aux sénateurs, par les commissions du Plan. Mais, dans la logique actuelle, elles sont irréalisables, car elles supposent un contrôle public des investissements. »

M. ROCARD : comment la gauche pourrait juguler l'inflation

Dans le numéro d'Entreprise publié le même jour, M. Michel Rocard, membre du bureau exécutif du parti socialiste, a dit aux voisins avant d'évoquer plus longuement le fonctionnement possible d'une économie fondée sur l'autogestion. Il ne pense pas que le ralentissement de l'inflation sera important, la France étant un des pays où la transmission des prix par échanges internationaux est la plus haute. Si l'on garde intacte cette dernière, la déflation d'un point ou deux, ce sera sous l'effet d'une récession magistrale. Ce qui n'apparaît pas d'ailleurs dans le projet de loi. On constate qu'il y a actuellement un million de chômeurs et que la situation va empirer à cet égard. Pour enrayer l'inflation, les propositions de M. Mitterrand durant la campagne présidentielle restent à l'actualité : blocage des prix des produits industriels pendant une période, réduction de la subventionner les entreprises en difficulté ; réorganisation du système financier, car le freinage des prix doit être compensé par un soutien du crédit.

En Guadeloupe De nouvelles difficultés entravent la reprise de la campagne sucrière

Le mouvement de revendications dans les plantations de canne à sucre, en Guadeloupe, a repris depuis le 25 mars. De nouveaux arrêtés de travail ont eu lieu et des heurts se sont produits entre grévistes et ouvriers ayant recommencé la coupe. Des actes de sabotage ont été commis et le jeudi 27 mars en plusieurs endroits : pneus de tracteurs crevés, chargements de cannes détruits, champs incendiés. Le chef de file du mouvement est le syndicat agricole de l'Union des travailleurs antillais (U.T.A.). Par le mouvement trotskiste Combat ouvrier et par le mouvement rural de la jeunesse chrétienne (M.R.J.C.). Les usines qui avaient partiellement repris le travail et qui broyaient la canne à un rythme ralenti pourraient à nouveau fermer leurs portes. Mardi, Mgr Simon Oualli, évêque de la Guadeloupe, avait publié une déclaration dans laquelle il soulignait la gravité de la situation dans les plantations et la dureté des conditions de vie de certaines catégories sociales. Il rappelle que le rôle des syndicats est reconnu par l'Eglise, et souhaite que leur action soit mieux comprise et par le peuple guadeloupéen et bénéficie de son soutien effectif. Mgr Oualli dénonçait également la présence des forces de l'ordre sur les lieux de travail. Une des causes de la reprise de l'effervescence est la présence dans les plantations de travailleurs étrangers au département et embauchés pour permettre la reprise de la coupe. Certains de ces travailleurs, des Haïtiens en particulier, ne connaissent pas le montant de leur salaire et ne

ÉDUCATION

DANS L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Des rumeurs de nationalisation inquiètent les dirigeants

Le mot de « nationalisation » prononcé devant les congressistes du Syndicat national de l'enseignement chrétien (voir ci-dessous) a immédiatement provoqué le tollé dans la salle de l'école Saint-Joseph de Dijon. Sensibles en permanence à tout projet

qui viserait à l'intégration de l'enseignement privé dans l'éducation nationale, nombre d'enseignants et de parents du « privé » se sont levés et ont protesté depuis quelques semaines. Une rumeur circule, en effet, avec insistance, dans les milieux de l'école catholique. Mais c'est le numéro des 21 et 22 mars du bulletin quotidien le Télégramme économique qui a mis le feu aux poudres. Cette publication prêtait à M. Valéry Giscard d'Estaing le dessin de réaligner en France l'école unique, en d'autres termes, de promouvoir le président complet, pour le faire, sur une « majorité d'idées », comme dans le cas de la loi sur l'interdiction volontaire de proscrire.

centralisateur — est beaucoup plus discret. Il s'est, jusqu'à présent, gardé de toute prise de position sur le projet de M. Haby. En relation constante avec le ministère de l'éducation et du gouvernement, il est tenu, en effet, à plus de réserve, mais pas à une moindre vigilance. Pour les activistes comme pour les modérés, l'objectif est du même ordre. Il s'agit moins de nationalisation que d'obtenir davantage de l'Etat. L'enseignement catholique estime, en effet, que les propositions de la loi Debré n'ont pas été tenues : la « forfait d'externat » (la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des établissements sous contrat d'association) est maintenant dévalué de plus du tiers ; l'allocation scolaire (crédits Barangé) n'est pas versée aux écoles primaires privées, contrairement à la législation. L'Etat ne participe pas financièrement à la formation initiale et permanente des enseignants. En outre, l'enseignement catholique, dans l'impossibilité de mettre en place pour la construction de nouvelles écoles, revendique aujourd'hui la prise en charge par l'Etat de ses dépenses d'équipement.

Cette interprétation de la pensée du président de la République a coïncidé avec la diffusion par M. Haby lui-même du texte des « dispositions de nature législative susceptibles de figurer dans le projet de loi relative aux enseignements publics du premier et du second degré » (le Monde du 21 mars). Le terme « publics », restrictif par rapport aux premières propositions de M. Haby, y a été ajouté, mais avec une précision : « Si l'on ajoute à cela que le président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) a passé le 21 mars à l'Assemblée nationale, le mot de M. Lagarde, — un message de la laïcité grandissant des milieux de l'école catholique.

Les inquiétudes des milieux dirigeants de l'enseignement catholique ne sont pas sans fondement. Une nationalisation telle que celle que l'Etat envisage, en effet, ne serait pas sans conséquence sur le statut des enseignants. On indique au cabinet de M. René Haby qu'une telle perspective est totalement exclue. A l'époque, un décret qui s'appliquerait à l'enseignement catholique et à l'enseignement public, absolu et étranger.

revendications sont parfois mal comprises ou mal acceptées, ce qui provoque en retour incertitude et malaise. Présentement, c'est le document ministériel concernant le futur projet de loi qui cristallise l'inquiétude. Réuni les 15 et 16 mars, le Comité national de l'enseignement catholique a adopté, à l'unanimité moins une abstention (le C.F.D.T.), un texte demandant que l'enseignement privé sous contrat soit associé à ces dispositions. Il reprend plusieurs des revendications importantes des écoles catholiques pour aligner celles-ci sur l'enseignement public : orientation des élèves, contrôle continu et sanction des études, formation et promotion des maîtres, définition du service des enseignants, participation des pouvoirs publics aux dépenses d'équipement.

Parlementaires en première ligne

Aussi semble-t-il qu'à l'offensive du clan « laïque » a correspondu une rapide contre-offensive de ses rivaux. En première ligne de cette mobilisation générale, l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), et certains syndicats de l'enseignement catholique qui sont partisans du maintien et du

renforcement de l'enseignement privé (1). Mais c'est surtout l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, présidée par M. Guy Guernier, député U.D.R. du Finistère — qui est montée à l'assaut, multipliant les démarches. A l'arrière-garde, le Secrétaire général de l'enseignement catholique — organe exécutif et

restent toutefois que les rapports ne sont pas au même niveau. L'enseignement catholique et les milieux gouvernementaux. Les inquiétudes des milieux dirigeants de l'enseignement catholique ne sont pas sans fondement. Une nationalisation telle que celle que l'Etat envisage, en effet, ne serait pas sans conséquence sur le statut des enseignants. On indique au cabinet de M. René Haby qu'une telle perspective est totalement exclue. A l'époque, un décret qui s'appliquerait à l'enseignement catholique et à l'enseignement public, absolu et étranger.

LES CONGRÈS D'ENSEIGNANTS

Syndicats professionnels : non au monopole de l'Etat

Le thème prévu pour le 53^e congrès de la Fédération nationale des syndicats professionnels de l'enseignement catholique (F.N.S.P.E.C.), réuni du 24 au 26 mars à Châlons-sur-Marne, était « L'école catholique veut assumer ses responsabilités ». Mais c'est principalement sur la réforme de M. Haby, ministre de l'Éducation, et sur le plan de l'enseignement privé dans ce projet que les trois cents congressistes présents ont orienté dès le premier jour les débats.

• SNEC (C.F.T.C.) : le refus de la discrimination

Le congrès du Syndicat national de l'enseignement chrétien (SNEC, affilié à la C.F.T.C.) s'est tenu les 24, 25 et 26 mars à l'école Saint-Joseph à Dijon. Les congressistes ont approuvé par 2/3 voix le rapport d'activité portant sur 1973-1974, présenté par le bureau sortant et par son président, M. Louis Tourancheau, 36 d'entre eux ont voté contre, 64 se sont abstenus. Le congrès a aussi adopté une motion nuancée sur le projet de réforme de M. René Haby et élu un nouveau président de vingt-neuf ans, M. Alain Delau, professeur à l'école Jean-XXIII de Roubaix. M. Tourancheau, vice-président de la C.F.T.C. et membre du Conseil économique et social, a reçu le titre de président-fondateur du SNEC.

Cette organisation déclare compter treize mille adhérents. En janvier, lors des élections présidentielles de l'enseignement primaire, elle a obtenu 45,3 % des suffrages (le SNEC-C.F.T.C. étant seconde avec 29,4 % des voix ; celle de la C.F.D.T. a recueilli 25,1 % des suffrages).

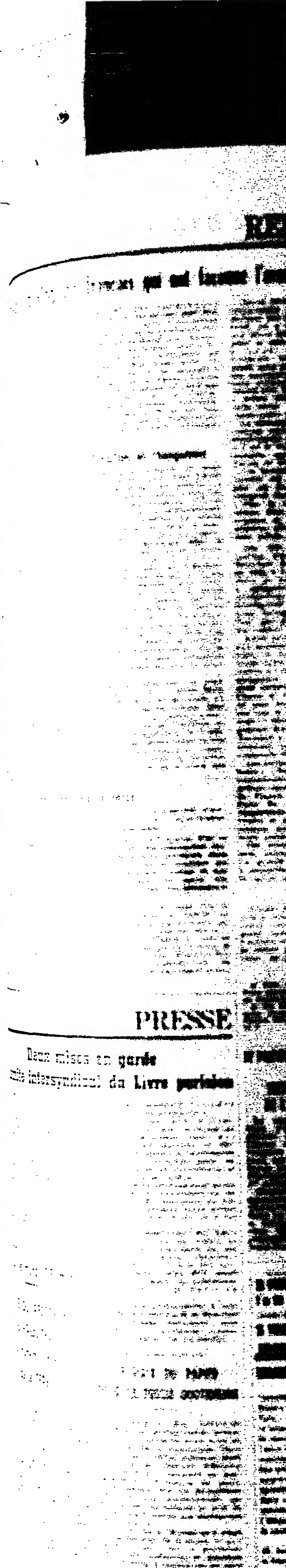
De notre envoyé spécial

Châlons-sur-Marne. — C'est avec surprise, étonnement et consternation que nous constatons que qu'il n'est pas question de l'enseignement privé dans le document intitulé « Dispositions de nature législative susceptibles de figurer dans le projet de loi relative aux enseignements publics du premier et du second degré » présenté par le ministre de l'Éducation, a déclaré M. Paul Vignand, président national de la F.N.S.P.E.C., dans son discours d'ouverture. « Ce document, dans son état actuel, a-t-il ajouté, fait fi des promesses électorales, si brillamment déclarées sur la société nouvelle de type libéral avancé ». M. Vignand a rappelé que la F.N.S.P.E.C. a toujours combattu pour une école pluraliste, et non pour la reconnaissance et non plus seulement la tolérance de l'enseignement privé catholique à l'intérieur d'un enseignement laïque. « Nous avons dit non au monopole que laissait entrevoir l'application du programme commun. Aujourd'hui et demain, de la même manière, avec la même résolution tranquille devant une possibilité pour le moins imprévue et plus insistante encore de voir se réaliser de fait ce même monopole, nous devons nous résolument, énergiquement et totalement. Ce que nous voulons, a-t-il conclu, c'est entrer de plein-pied dans une réforme du système éducatif français, y jouer notre rôle, apporter notre participation et cela à part entière. » Un télégramme a été rédigé et envoyé au président de la République demandant l'inscription dans le projet de loi d'éléments de dispositions assurant une authentique liberté d'enseignement et un réel pluralisme scolaire. « Une

délégation s'est rendue à la préfecture pour y déposer une motion adressée au ministre de l'Éducation. Les congressistes, répartis en différents carrefours, ont d'autre part analysé la réforme Haby. S'ils ont estimé dans leur ensemble que le projet comportait de « bonnes choses », ils se sont interrogés, ont émis des doutes sur les modalités de son application. « Dire que l'enseignement est d'abord un éducation, que la matière est secondaire par rapport à l'éducation, qu'il faut instaurer une école nouvelle, important, mais comment doit-on former les enseignants à ce rôle ? », s'est-on demandé. « Promouvoir la modernisation des méthodes et du contenu des programmes est positif. Mais encore faut-il définir ce que l'on veut. » Si les congressistes se sont déclarés favorables à la suppression des redoublements à l'école primaire, ils s'opposent aux incidences financières créées par l'existence d'une sixième année. Au sujet du premier cycle, deux tendances se sont exprimées. L'une, minoritaire, a regretté de voir disparaître les classes de transition, et indispensables pour les mal-aimés de la société que sont les enfants qui accumulent les retards scolaires ; l'autre, majoritaire, s'est déclarée favorable à un tronçon commun qui devra s'inspirer de l'esprit des classes de type III. En ce qui concerne le second cycle, les membres de la Fédération nationale des enseignants du secteur privé ont considéré de la même façon que leurs collègues du public pour le contrôle continu et qu'ils puissent faire partie d'un jury d'examen. Le congrès s'est inquiété d'autre part, de la déperdition de la situation financière des établissements et a réaffirmé la nécessité de l'enseignement privé catholique et de la réévaluation de « forfait d'externat », rétablissement des crédits prévus par la loi Barangé, prise en charge de la formation initiale et continue des enseignants. Un projet de convention collective pour les établissements d'enseignement agricole catholique a aussi été élaboré.

LE CHAMARRÉ BAR DINER/SOUPER TOUS LES SOIRS 5, rue Bernard-Palissy (Saint-Germain-des-Près) Réservation 048-56-16 - 548-47-79

Christiane Chombeau.



PRESSE... Les mises en garde... de l'interdiction du livre... DOMINIQUE DROMBRES. (1) Matthieu V. 20.

IGNEMENT CATHOLIQUE

alisation inquiètent les dirigeants

Les dirigeants de l'enseignement catholique... (Text is very faint and partially obscured by noise)

ES D'ENSEIGNANTS

SNPC C.F.T.C. : le refus de la discipli...

Les enseignants de l'enseignement catholique... (Text is very faint and partially obscured by noise)

RELIGION

Deux grands théologiens français qui ont façonné l'avenir de l'Église

Dans le diptyque qui nous est présenté, l'interview du père Congar par Jean Puyo est peut-être le volet le plus séduisant. Il coule d'un trait du début à la fin, sans répétitions, sans méandres, sans repentirs. Congar, homme d'une seule pièce, appelle un chat un chat.

Une des plus cinglantes réflexions de Congar est peut-être celle qu'il fit dans *Témoignage chrétien*, lors de la condamnation des prêtres-ouvriers par Rome : « On peut condamner une solution, on ne peut condamner un problème. » Ses liens avec les prêtres au travail, sa conception de la théologie, sa remise en cause du système pyramidal et juridique mis en place par la Contre-Réforme, sa vigoureuse dénonciation de la papauté, lui ont valu une mise à l'écart douloureusement ressentie, mais crânement vécue.

Tradition et changement Il a fallu Vatican II pour balayer ces soupçons. Jean XXIII le nomme expert au concile, et voici presque sans transition Congar, prêtre conseiller officiel des évêques, qui va profondément marquer l'orientation de textes fondamentaux. La remise en honneur de la collégialité, par exemple, lui doit beaucoup. Mais le réalisme de Congar ne se dément pas. Sur Vatican II, il porte, comme d'habitude, un jugement incisif : tout son travail, dit-il, est resté « à mi-chemin », afin d'éviter des ruptures. Il serait « absurde » de penser que les choses doivent rester en l'état où elles étaient à la fin du concile. Cette invitation à aller de l'avant, alors que tant de chrétiens, égarés par l'évolution actuelle, renouaient précipitamment au concile d'être allés trop loin, caractérise bien ce combattant des marches de l'Est.

Chenu révèle que le savant communiste Joliot-Curie, ne sachant pas comment on écrit au pape, lui a demandé de rédiger une lettre relative à la campagne pour la paix qui a abouti jadis à l'appel de Stockholm. Il a d'ailleurs lui-même signé cet appel, sans se faire d'illusions sur son ambiguïté. Hôte de la « Nouvelle critique », qui organise des débats avec les théologiens, Chenu a publié plusieurs articles dans cette revue doctrinale du parti communiste français.

Les désacralisations et la sécularisation sont loin de lui sembler entièrement négatives. Il affirme : « C'est le monde entier, athée compris, qui est le lieu de la Parole de Dieu. » Cet homme d'action tendu vers l'avenir est un historien et qui plus est du Moyen Âge. Il se complait dans cette dialectique : « Plus je suis présent à mon temps, plus je suis renvoyé aux origines et plus je perçois mes origines, plus je suis présent à mon temps. »

Après les échecs de Kissinger et l'assassinat de Fayçal dans ce numéro

Henri Fesquet

PRESSE

Deux mises en garde du comité intersyndical du Livre parisien

Le comité intersyndical du Livre parisien (C.I.L.P.) félicite les éditeurs parisiens pour leur participation à la manifestation organisée devant les imprimeries de France-Sol et du Parisien libéré.

Grève du personnel de « Réalités » et de certains services de la SEPE

Une partie du personnel de la Société d'études et de publications économiques (SEPE) (titulaire du groupe *Réalités* et *Entreprise*), a connaissance des arts) est en grève depuis le mardi 25 mars.

Le prix du papier pour la presse quotidienne

À propos des difficultés actuelles des entreprises de presse, M. Michel Bavastro avait écrit au président de la République. Dans sa réponse, rendue publique jeudi 27 mars, M. Giscard d'Estaing écrit qu'il a demandé au gouvernement de mettre au point, pour l'année 1975, des dispositions de caractère exceptionnel qui permettraient de réduire le prix du papier au bénéfice des entreprises de presse.

Le pasteur Alfred Chevalley est nommé secrétaire général de l'Église réformée

Le pasteur Alfred Chevalley vient d'être nommé secrétaire général du conseil national de l'Église réformée de France. Il remplace le pasteur Paul Chaurand, qui occupait cette fonction depuis six ans.

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES FORT JOHN RAPAL GRANDES TABLES

Costumes - Pantalons Blazers - Gilets - Pulls - Chemises (4 longueurs de manches). Tissus de grandes qualités. Des prix qui vous surprendront agréablement. Votre vêtement livré immédiatement. L'élégance et le confort anglais.

CETTE SEMAINE LE NOUVEL observateur - Exceptionnellement - sera mis en vente le samedi 29 mars 1975. Après les échecs de Kissinger et l'assassinat de Fayçal dans ce numéro « LES GUERRES DE SUCCESSION » un numéro à ne pas manquer. LE NOUVEL observateur samedi 29 mars 1975

صحة من الأهل

صك زامن الاصل

JUSTICE

LA MORT D'UN DÉTENU A FLEURY-MÉROGIS

Le directeur des affaires criminelles a reçu les avocats de Mme Mirval

Diverses confrontations et une reconstitution de transfert de Patrick Mirval au quartier spécial de la prison de Fleury-Mérogis pourraient être prochainement effectuées. Le directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, M. Christian La Guehec, qui a reçu mercredi 28 mars à leur demande les avocats de Mme Mirval, M^{rs} Charles Lerman et Henri Legrand, aurait reconnu que la do-

● La Justice en cent chiffres, tel est le titre d'une plaquette écrite par le ministère de la justice et qui sera — gratuitement — mise à la disposition des justiciables. Cette plaquette est destinée à aider les Français à mieux connaître la justice, selon M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, qui en a signé la préface.

● Les avocats, dans une note remise il y a quelques jours au juge d'instruction, réclamaient, en même temps que de nouvelles investigations, une inculpation pour coups et blessures volontaires ; les assurances de la chancellerie éviteront que soit reformé ce dossier.

CHANGER LA LOI

Des larmes sur le visage d'un enfant, d'un enfant qui tente, en vain, de réprimer ses sanglots : jeudi soir, les téléspectateurs d'Antenne 2 ont reçu comme une gifle cette image bouleversante d'un garçonnet aux cheveux blonds comme les blés : Marc Aherji, âgé de neuf ans, voulait se conduire en homme, ne pas pleurer surtout.

● Le fils du ministre de la défense, M. Patrice Bourges, vingt-cinq ans, qui accompli actuellement son service militaire à Lorient, a demandé à M^{rs} Gallot, avocat à la cour de Paris, de citer directement en diffamation devant le tribunal de Lorient le Canard enchaîné pour un article paru dans l'hebdomadaire du 26 mars. Cette citation parviendra au tribunal correctionnel sous huitaine. Selon l'article visé, M. Patrice Bourges serait mêlé à un grave incident, survenu dans la nuit du 18 au 19 février, à Lorient, incident au cours duquel un assureur lorientais fut mortellement blessé.

rents naturels. Pour Marc, la vraie vie se trouve chez ses parents nourriciers : « Je veux voir mes parents Belin. Un point, c'est tout. » Comme l'a dit le maire de Rillieux, qui connaît bien cette triste affaire, il nous faudra sans doute oublier toutes les règles que nous avons apprises dans nos livres de classe. Quand la loi conduit à un insupportable chagrin d'enfant, il faut changer la loi. — J.-M.M.

paru dans l'hebdomadaire du 26 mars. Cette citation parviendra au tribunal correctionnel sous huitaine. Selon l'article visé, M. Patrice Bourges serait mêlé à un grave incident, survenu dans la nuit du 18 au 19 février, à Lorient, incident au cours duquel un assureur lorientais fut mortellement blessé.

POLICE

SOMMEDIÈVE, NANCY, NIMES, PIERRE-BÉNITE...

Les projets de création de groupes d'autodéfense tendent à se multiplier en France

L'initiative du conseil municipal de Sommediève (Meuse) de créer un « comité d'intervention d'urgence en milieu rural » a été écho dans plusieurs villes de France. Après M. Marcel Martin, maire de Nancy (dro. gauche), qui a annoncé (le Monde du 28 mars) son intention de recourir aux services d'un « corps de sécurité », une autre commune de la Meurthe-et-Moselle, Raon-lès-Lez (quarante-sept habitants), veut créer un corps de « sapeurs d'autodéfense », que le sous-préfet de Lunéville semble considérer d'un œil bienveillant, « à condition que ce corps de « sapeurs » ne se substitue nullement à l'action de la police d'État ».

Tous « miliciens » ?

À Argentuil, en juin 1971, deux cambrioleurs âgés de dix-huit ans sont abattus à coups de 22 long rifle. Au Cannet-Rocherville, en février 1973, un automobiliste, jugé suspect, est gravement blessé d'un coup de Winchester 30/30. Entre autres « incidents », ce bilan sommaire de l'activité des groupes d'autodéfense montre jusqu'à présent une psychose habilement entretenue. Périodiquement, les milices privées sont à la mode et deviennent pour des élus, des conseillers élus de simples résistants la solution à tous les maux de la délinquance, face à une police jugée numériquement insuffisante ou trop éloignée. Davantage que l'insécurité réelle, l'impression d'insécurité est bien souvent à l'origine de telles initiatives. Quelques vols dans un village ou une rue tranquille, une mauvaise bagarre dans un bar, et l'émotion détermine toute une communauté à « faire quelque chose ».

LE MAIRE DE NANCY :

« SI L'ÉTAT NE PEUT RÉPONDRE À SES OBLIGATIONS... »

« Le système de la police d'État a pour effet non pas de retirer les pouvoirs et les responsabilités de police aux maires, mais simplement de leur retirer la direction et le paiement des effectifs de cette police d'État. La responsabilité du maire, elle, demeure entière », a expliqué M. Marcel Martin, maire de Nancy, en annonçant son projet de création d'un « comité d'intervention ». « C'est en vertu des responsabilités de mes pouvoirs de police de maire », ajoute-t-il, « que je répons à l'État et à l'État, c'est à l'État de répondre à ses obligations. Ensuite, s'il ne le peut pas, c'est moi-même, mais dans une ligne parfaitement juridique. »

Dans la presse parisienne

LE QUOTIDIEN DE PARIS : des initiatives inquiétantes. « Ces initiatives inquiétantes et qui témoignent d'un état d'esprit dangereux posent une double question au ministre de l'Intérieur. Celle, d'abord, de son rôle et de ses moyens : s'il est indéniable que la violence existe, il n'est pas suffisant pour assurer l'ordre le moins contestable dans le respect des libertés des citoyens. Et, quand la tâche n'est pas assurée, les municipalités tentent de pallier la carence. » Mais la question est aussi politique et M. Poniatowski porte une large responsabilité dans ce qui se passe. Il y a une dizaine de jours le ministre d'État rejetait le principe des milices mais excluait pas la possibilité pour les communes de constituer des groupes d'autodéfense. « Ce libéralisme, proche de la démission, vient de reculer sa première réponse, et les maires ont fort bien interpellé la pensée du ministre : il leur donnait le jeu vert ; ils ne font pas refus. On n'est pas rassuré pour autant. » (MICHEL SCHIFFRES.)

Julie ministre des sports?

Julie vient d'inaugurer le plus grand rayon de sport de France : 700 m² avec toutes les tenues de sport et tous les accessoires pour sportifs. Au 4^e étage de Brummell.

Pêche et chasse, équitation, golf, moto (accessoires), natation, ski alpin et ski de fond, tennis, tir à l'arc et omnisport : athlétisme, judo, patinage, et tous les sports d'équipe et de plein air.



Brummell Printemps Haussmann

FAITS DI... CHALET STIQUE... 236 F-Philippe... 2 poches extérieures... LANCEL

COMAÏQUE, NANCY, NIMES, PIERRE-BÉNITE
Les projets de création de groupes d'autodéfense tendent à se multiplier en France

Les projets de création de groupes d'autodéfense tendent à se multiplier en France. On en compte déjà une dizaine dans le sud-est de la France...

Tous « miliciens »

Le maire de Nancy, Jacques Delors, a déclaré que tous les habitants de la ville sont « miliciens » au sens où ils ont le devoir de défendre leur ville...

Le rôle de jouer au petit soldat

Le rôle de jouer au petit soldat. Les jeunes de la ville de Nancy ont été encouragés à participer à des activités militaires...

Dans la presse parisienne

Dans la presse parisienne. Les journaux ont rapporté les réactions des habitants de Nancy à la catastrophe...

FAITS DIVERS

A SAINTE-MARIE-MAJEURE (Italie)

L'incendie de l'hôtel « Excelsior » pourrait être d'origine criminelle

Quatorze morts, dont douze Français, et une quarantaine de blessés : le bilan de l'incendie de l'hôtel Excelsior à Sainte-Marie-Majeure (Italie)...

La liste officielle des victimes ne peut donc être publiée. D'autre part, l'hypothèse d'un acte criminel se confirme de plus en plus...

De notre correspondant

Rome. — Si la catastrophe de Sainte-Marie-Majeure provoque une vive émotion en Italie, ce n'est pas seulement en raison des récits dramatiques qui ont été faits par les témoins et les rescapés...

Italie des normes sévères pour prévenir les incendies, mais elles sont insuffisantes, affirme le journal Corriere della Sera...

ROBERT SOLE.

la brochette de fruits de mer au beurre blanc



FOOTBALL

DIFFÉREND ENTRE SAINT-ÉTIENNE ET LYON A PROPOS D'UN MATCH DE CHAMPIONNAT

La commission générale d'appel du Groupement du football professionnel examinera, ce 28 mars, l'appel de Saint-Etienne (ASSE)...

Leeds, qualifié pour les demi-finales de la coupe d'Europe des clubs champions, a été éliminé de la coupe d'Angleterre...

(Lire notre chronique sportive page 11.)

le navarin d'agneau aux légumes frais



D'UN SPORT A L'AUTRE...

TENNIS. — Deux Espagnols se sont qualifiés pour les demi-finales du tournoi de Monte-Carlo...

VOLLEY-BALL. — La France rencontrera l'Italie en finale de la coupe du Printemps...

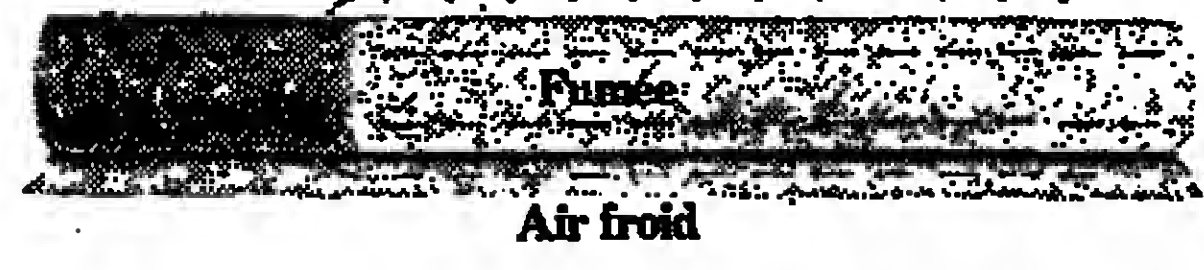
BASKET-BALL. — Le Real Madrid s'est qualifié pour la finale de la Coupe d'Europe des clubs en battant, en match à retour...

Enfin en France, une cigarette douce que l'on aime pour son goût.

Rares sont les fumeurs qui, à un moment donné, ne recherchent pas une cigarette plus légère, que celle qu'ils fument d'habitude...

Le deuxième atout de Silk Cut: la qualité du filtre. Pour obtenir une cigarette légère, un seul filtre ne suffit pas...

Le premier atout de Silk Cut: le choix du tabac. Il en va des tabacs comme des vins. Il y a de bonnes et de mauvaises années...



Quand on aspire la fumée, de l'air frais passe au travers de ces trous et se mélange à l'air qui a traversé la cigarette.

Pour compléter le tout, nous avons choisi un nouveau papier très poreux. Le résultat, c'est Silk Cut: une cigarette douce que l'on aime pour son goût.

Vous pouvez le vérifier tout de suite car les cigarettes Silk Cut sont désormais en vente en France.



Silk Cut. "The mild cigarette." L'anglaise douce.

Le Chêne, le Merisier c'est Le CHALET RUSTIQUE. BOIS de ROSE et LOUIS XVI. REGENCE et ANGLAIS. 2000 m2 d'EXPOSITION - TOUS les PRIX.

290 F "Philippines" peausserie souple. 2 poches extérieures à fermeture à glissière. LANCEL. Opéra - Rond-Point des Champs Elysées.

مكتبة الأهل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Rhône-Alpes

Les difficultés financières des communes

La municipalité de Vienne (Isère) devra refaire son budget primitif pour 1975

Grenoble. — La ville de Vienne — dont le maire est M. Louis Mermas, député de la cinquième circonscription de l'Isère, membre du bureau national et secrétaire fédéral du P.S. — se débat depuis quelques mois dans des difficultés financières dont la gravité est soulignée par les « recommandations » qu'a faites le mercredi 26 mars la commission de contrôle budgétaire (1) réunie à la préfecture de l'Isère. Aux termes de ces recommandations, le conseil municipal de Vienne va devoir, en effet, procéder à une seconde lecture du budget primitif pour 1975 qu'il avait adopté le 20 mars. Dans un communiqué très bref, la préfecture de l'Isère fait savoir qu'il appartiendra à cette occasion au conseil municipal de Vienne d'adopter les mesures nécessaires pour assurer la régularité des déficits de 1973 et 1974 et l'équilibre rigoureux du budget 1975. La commission a également demandé, semble-t-il, à la municipalité de Vienne de « reprendre » son budget supplémentaire 1974, établi en équilibre fictif, afin de faire apparaître, cette fois, le déficit réel. C'est bien un déficit qui vaut à la commune de Vienne d'être placée sous tutelle administrative et d'être déferée devant une commission habilitée plutôt à voir comparaitre de petites communes qu'une collectivité forte de trente mille habitants.

De notre correspondant

En indiquant que les recommandations faites à la commune « tendent à obtenir plus de rigueur et un strict respect des règles en usage », la commission paraît avoir voulu rappeler à la municipalité de Vienne que l'on ne peut, par exemple, utiliser le fruit du versement représentatif de la taxe sur les salaires au remboursement des dépenses de fonctionnement, ou bien contracter un emprunt pour combler le déficit. Dans ces conditions, il n'est pas exclu que le conseil municipal de Vienne soit contraint de lever des impôts locaux dans des proportions plus importantes qu'il n'avait envisagé de le faire jusqu'à présent (21 % d'augmentation dans le budget voté le 20 mars). Les Viennois auront au moins une consolation : la pression fiscale à laquelle ils sont soumis est loin d'être la plus élevée du département.

Les difficultés que la commune rencontre aujourd'hui pour redresser la situation de ses finances locales apparaissent clairement dans le refus exprimé par la commission de contrôle budgétaire d'accepter le budget primitif pour 1975 tel que le lui proposait la commune. Certes, ce budget était en réduction sensible sur celui de 1974 (42 millions de francs contre 84 millions). Les « économies » avaient été dégagées au chapitre des investissements, ramenés à 12 millions de francs contre 33 millions en 1974. Mais le budget de fonctionnement se présentait en augmentation légère par rapport à l'année dernière (29 800 000 francs environ contre 28 800 000 francs).

Le déficit du budget de fonctionnement révélé par le compte administratif 1973 (connu seulement en juillet 1974) et chiffré à 2 500 000 francs était sensiblement supérieur au seul de 5 %

autorisé par le code d'administration communale puisqu'il atteignait un peu plus de 8 %. Il paraît acquis que ce déficit ne provient pas d'un dépassement des dépenses mais d'une surévaluation des recettes. En revanche, la même « erreur » d'appréciation a sans doute été commise l'an dernier (encore que l'on ne connaît le résultat du compte administratif 1974 que dans trois mois) puisque dans la première rédaction du budget supplémentaire pour 1974 le conseil municipal avait porté en recettes une somme de 5 300 000 francs qu'il justifie par la mention suivante : « Impôts locaux à voter sur 1975 ».

Les difficultés que la commune rencontre aujourd'hui pour redresser la situation de ses finances locales apparaissent clairement dans le refus exprimé par la commission de contrôle budgétaire d'accepter le budget primitif pour 1975 tel que le lui proposait la commune. Certes, ce budget était en réduction sensible sur celui de 1974 (42 millions de francs contre 84 millions). Les « économies » avaient été dégagées au chapitre des investissements, ramenés à 12 millions de francs contre 33 millions en 1974. Mais le budget de fonctionnement se présentait en augmentation légère par rapport à l'année dernière (29 800 000 francs environ contre 28 800 000 francs).

Le déficit du budget de fonctionnement révélé par le compte administratif 1973 (connu seulement en juillet 1974) et chiffré à 2 500 000 francs était sensiblement supérieur au seul de 5 %

Provence-Côte d'Azur

OPÉRATION « MAIRIES MORTES » DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

A l'appel de l'Union des maires des Bouches-du-Rhône, les hôtels de ville devaient être fermés au public dans ce département, ce vendredi 28 mars, pour protester contre la dégradation de la situation financière des collectivités locales. D'autre part, la préséance nationale des élus socialistes et républicains prépare une série de mesures que ses membres appliqueront « pour lutter contre les transferts de charges de l'Etat au détriment des communes ». Ces mesures seront rendues publiques le mercredi 2 avril, au cours d'une conférence de presse tenue au nouveau siège du P.S. par M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti, et Maurice Fie, président de la F.N.S.S.R., sénateur socialiste de la Drôme et maire de Montélimar.

Alsace

SOIXANTE-QUATRE ENTREPRISES CRÉÉES EN TROIS ANS. — Du 1^{er} janvier 1972 au 28 février 1975, soixante-quatre nouvelles entreprises ont ouvert leurs portes en Alsace, créant quelque cinq mille trois cents emplois. En outre, soixante-sept projets de création et d'expansion industrielle sont à l'étude, comportant près de six mille sept cents emplois nouveaux. Telles sont les indications qui ont été données au cours de la dernière réunion du conseil d'administration de l'Association pour le développement et l'industrialisation de l'Alsace (A.D.I.A.).

(1) Présidée par le préfet, cette commission comprend le maire de la commune, deux députés du conseil municipal, le trésorier-payeur général, le directeur départemental des services fiscaux et deux fonctionnaires désignés l'un par le ministre des finances et l'autre par la direction des collectivités locales au ministère de l'Intérieur. Le rôle de cette commission — défini par l'article 176 du code d'administration communale — est de « vérifier si le conseil municipal a adopté toutes mesures susceptibles d'assurer l'équilibre rigoureux du budget et voie de règlement et de recouper le déficit du dernier exercice connu ».

A PROPOS DE...

LA RÉFORME FONCIÈRE

Un nouveau droit de la propriété

Un conseil interministériel réuni le jeudi 27 mars à l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, a mis au point les dernières modalités du projet de réforme foncière (nos dernières éditions du 28 mars). Le projet de loi sera soumis au conseil des ministres avant la fin du mois d'avril, puis sera déposé — au moins pour une première lecture — sur le bureau du Parlement au cours de sa session de printemps. La seconde lecture pourrait avoir lieu à l'occasion de la session d'automne.

Trois dispositions principales sont inscrites dans le projet de loi : municipalisation partielle des droits de construire ; droit de préférence accordé aux collectivités locales sur toutes les transactions immobilières et foncières ; mesures pour mieux protéger les sites et faciliter la participation des habitants à l'urbanisme.

Premier volet de la réforme : un plafond général fixé par la loi déterminera la limite de densité de construction dont peut bénéficier un propriétaire. Si les plans d'urbanisme admettent un bâtiment plus important, le droit de construire au-dessus de ce plafond légal, devra être acheté à la collectivité locale. Le prix calculé par mètre carré sera égal au coût du mètre carré au sol. Le plafond légal de densité (ou coefficient d'occupation des sols (COS) légal) est fixé à 1 pour toute la France sauf pour Paris, où il sera de 1,5 en raison de la densité exceptionnelle des quartiers. Autrement dit, avec un COS de 1, un propriétaire pourra construire 10 000 mètres carrés sur 1 hectare sans avoir à acquiescer de droits.

Les sommes recueillies par les municipalités (estimées à près de 2 milliards de francs) devront servir à créer des espaces verts, à construire des logements sociaux, à donner des subventions pour la restauration des quartiers anciens. Une partie des sommes sera affectée à un fonds de péréquation afin que les communes moins urbanisées ne bénéficient pas du mécanisme, car leur COS est inférieur à 1, puissent néanmoins recevoir une part du gâteau pour financer leurs équipements collectifs.

Les versements effectués par les propriétaires permettront aussi aux municipalités d'exercer leur droit de préférence sur les transactions immobilières. Cette deuxième disposition du texte s'appliquera automatiquement aux agglomérations de plus de trente mille habitants, les autres communes ayant la possibilité d'y recourir si elles le souhaitent. Le caractère de la réforme prévoit de nombreuses et parfois importantes mesures. On peut citer notamment : le droit reconnu aux associations de se porter partie civile à l'occasion des poursuites pour infractions au code de l'urbanisme, et la possibilité de regrouper les droits de construire dans un secteur donné pour protéger intégralement la plus grande partie d'un paysage (système dit du transfert de COS).

Par rapport aux premiers projets de textes étudiés au début de l'année (le Monde du 17 janvier), deux innovations principales ont été introduites dans le projet de loi qui a pour objet, ont

Faits et projets

Environnement

● POS : TRAITEMENT DES DÉCHETS INDUSTRIELS. — Une usine de traitement des déchets industriels vient d'être inaugurée à Gignac-la-Nerthe, à mi-chemin entre Marseille et Fos-sur-Mer. Cette usine, qui est la seconde en France après celle de Hombourg, près de Mulhouse, est en mesure de traiter la moitié des déchets rejetés par les usines de la région, même les plus nocifs.

Transports

● LES MARINS C.F.D.T. ET LE TRAFIC SUR LA MANGRÈ. — Les marins C.F.D.T. envisagent des « actions vigoureuses » pour défendre la place du pavillon français sur les trafics maritimes de la Mangrè. Il y a actuellement trente-six navires en service dans ce secteur, dont dix seulement naviguent sous pavillon national. Les marins C.F.D.T. rappellent que la liste en service de navires étrangers (danois, suédois, allemands) est prévue prochainement au départ de Roscoff, Boulogne et Saint-Malo.

ET LE « FRANCE » ?

Selon le syndicat C.F.D.T. des marins, le reclassement du paquebot « France » à partir du 27 mars, licenciés sur un total de 1 022 ont répondu au questionnaire adressé par la Transat ; 286 se sont réclassés eux-mêmes ; 324 cherchant un emploi ; 27 sont à l'hébergement dans une entreprise ; 5 sont en maladie ; 9 sont en service militaire ; 33 sont en pré-retraite ; 53 ont un emploi en vue ; enfin 145 ont demandé leur visa pour le Canada.

À la Transat, on estime que sur les quelque 350 personnes qui n'ont pas répondu une bonne majorité d'entre eux auraient retrouvé un emploi convenable.

● M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING participera le 19 avril à l'une des manifestations organisées pour l'inauguration du nouvel aéroport de Lyon-Satolas.

Estimez-vous votre entreprise "trop petite" pour un ordinateur IBM?

...Cette coopérative agricole de 100 personnes en utilise un.

La Coopérative Agricole du Moyen Adour, à Plaisance-du-Gers, une société polyvalente regroupant quatre activités : collecte et vente de céréales et oléagineux, vente d'approvisionnement pour l'agriculture (engrais, semences, aliments du bétail, quincaillerie, etc.), multiplication et vente de semences de maïs sélectionnées, enfin une cave coopérative, avec distillation en armagnac. Elle emploie 100 personnes et compte 3 000 adhérents.

Pour l'aider à mener de front ces activités très différentes, M. Dumoucel, son directeur, est venu à l'informatique, il y a



trois ans, avec un petit ordinateur IBM. Celui-ci prend en charge des travaux aussi variés que la gestion des apports de céréales et de vendanges, la gestion des ventes de vins au détail et des 5 000 articles d'approvisionnement pour l'agriculture, la tenue du stock de ces articles, les factures et relevés de comptes périodiques adressés à tous les adhérents, enfin de multiples états statistiques. Pour M. Dumoucel, l'informatique n'est pas un grand mot, mais une réalité quotidienne qui favorise une gestion globale de sa société.

Ce que l'ordinateur fait dans cette coopérative, il peut le faire dans toutes les entreprises de taille comparable. Pourquoi pas dans la vôtre ?

IBM Pour les petites entreprises comme pour les grandes.

Division des Systèmes de Grande Diffusion - Sec 1102 - 21 rue des Bourdonnais - 75001 Paris

Le Monde

pour Strasbourg

VENDRE L'ALSACE SANS LA BRASSE

LES SP...
Un...
A...
Gènes - Naples
Andrie - Port-Saïd
Beyrouth - Haïfa
Bombay - Le Pirée
Capri - Gènes

ET LE « FRANCE » ?

Selon le syndicat C.F.D.T. des marins, le reclassement du paquebot « France » à partir du 27 mars, licenciés sur un total de 1 022 ont répondu au questionnaire adressé par la Transat ; 286 se sont réclassés eux-mêmes ; 324 cherchant un emploi ; 27 sont à l'hébergement dans une entreprise ; 5 sont en maladie ; 9 sont en service militaire ; 33 sont en pré-retraite ; 53 ont un emploi en vue ; enfin 145 ont demandé leur visa pour le Canada.

À la Transat, on estime que sur les quelque 350 personnes qui n'ont pas répondu une bonne majorité d'entre eux auraient retrouvé un emploi convenable.

M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING participera le 19 avril à l'une des manifestations organisées pour l'inauguration du nouvel aéroport de Lyon-Satolas.

PROQUET

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

A PROPOS DE... LA RÉFORME FONCIÈRE

Un nouveau droit de la propriété

Un nouveau droit de la propriété... La réforme foncière... Le droit de suite... Le droit de préemption... Le droit de rétrocession... Le droit de rachat... Le droit de retour... Le droit de réversion... Le droit de rétrocession... Le droit de rachat... Le droit de retour... Le droit de réversion...

Une vitrine pour Strasbourg

VENDRE L'ALSACE SANS LA BRADER

Les nuages trop bas d'un mars peu amène étalaient la cathédrale, débordant au regard une bonne moitié de sa flèche, pour noyer, un peu plus loin, dans une même grisaille l'ill canalisée et les maisons peintes de la Petite France. Strasbourg, pourtant, semblait bien ne pas redouter les caprices glacés de l'hiver finissant, et ses rues, ses musées, ses vieilles pierres s'appropriant, comme ses restaurants et ses tavernes à vin blanc, à recevoir la foule des touristes du week-end. Des promeneurs qui s'en retourneraient heureux, quand bien même ils auraient gardé leur caméra en berne tout leur séjour durant.

L'an dernier, la capitale alsacienne a reçu « probablement » plus d'un million de visiteurs. « Probablement », dit M. Alain Chardot, directeur de l'office de tourisme, car ce chiffre est pratiquement impossible à établir précisément. Nous sommes contraints de nous livrer au jeu des estimations, basées sur les quelques rares données vraiment sûres dont nous disposons.

Au nombre de celles-ci, les 240 000 tickets délivrés au pied de la tour en 1974 à ceux qui se sentaient les jambes — et le cœur — assez solides pour monter l'escalade jusqu'aux confins de la flèche et du vertige. Ou encore, la fréquentation du parc de stationnement réservé aux autocars, qui joue à bureaux fermés tous les mois d'été avec, en permanence, quarante-deux véhicules ancrés à l'ombre des vitraux.

En 1972, le syndicat d'initiative à l'ancienne manière devenait office de tourisme. Sage évolution, que le succès toujours grandissant de la belle Rhénane — et de la région entière — dicte de façon devenue impérative. Parce qu'un office de tourisme « ça doit se concevoir, se structurer et se mener — toutes proportions gardées — comme une affaire commerciale ou industrielle, avec un budget à gérer, des objectifs précis, une politique générale de longue haleine, que ponctuent des opérations spécifiques ».

Déjà rompu aux questions touristiques et hôtelières, dont il avait précédemment la

charge au sein de la chambre de commerce strasbourgeoise, Alain Chardot, qui se définit lui-même comme « un bâtard d'Alsacien et des Lorrains », sort d'une école supérieure de commerce. A trente-cinq ans, le voilà à la tête d'une organisation comptant treize emplois permanents, que la haute saison fait grimper jusqu'à vingt et un par l'adjonction des personnels temporaires appelés à la rescousse.

Outre le bureau central — l'état-major — de la place du Marché-aux-Poissons, l'office dispose actuellement de trois antennes en ville, trois bureaux d'accueil du public respectivement installés place de la Gare, place Gutenberg et au pont de l'Europe, point-clé du passage des grandes migrations estivales venant (ou allant) de l'autre côté du Rhin.

L'imprimerie « à la maison »

L'an dernier, M. Chardot avait à dépenser « un peu plus de 600 000 francs », soit le montant total du budget dont la ville a assuré la moitié, le département quelque 15 %, la chambre de commerce prenant la différence à sa charge. L'homme d'affaires, le commercial, est par définition un économiste. En faisant l'acquisition d'un matériel offset, qui permet désormais de réaliser « à la maison » la majeure partie des travaux d'impression (exception faite pour les déplaçants en quadrichromie ou autres imprimées de haute qualité technique), on a pu très vite réaliser d'appréciables économies sur le département « édition », bête noire des offices, qui voient souvent leur maigre capital vite gobé par les imprimeries. Ainsi, le bulletin d'informations mensuel *Vivre avec les Strasbourgeois*, essentiellement destiné aux professionnels, tire-t-il allègrement — et à peu de frais — à deux mille six cents exemplaires.

Tandis que Strasbourg actualité, un répertoire automatique branché sur trois lignes, et « financé par la publicité, à raison d'une minute de messages sur trois de texte », informe qui le sonne sur les médecins de garde, les spectacles affichés au théâtre, les expositions en cours, les mani-

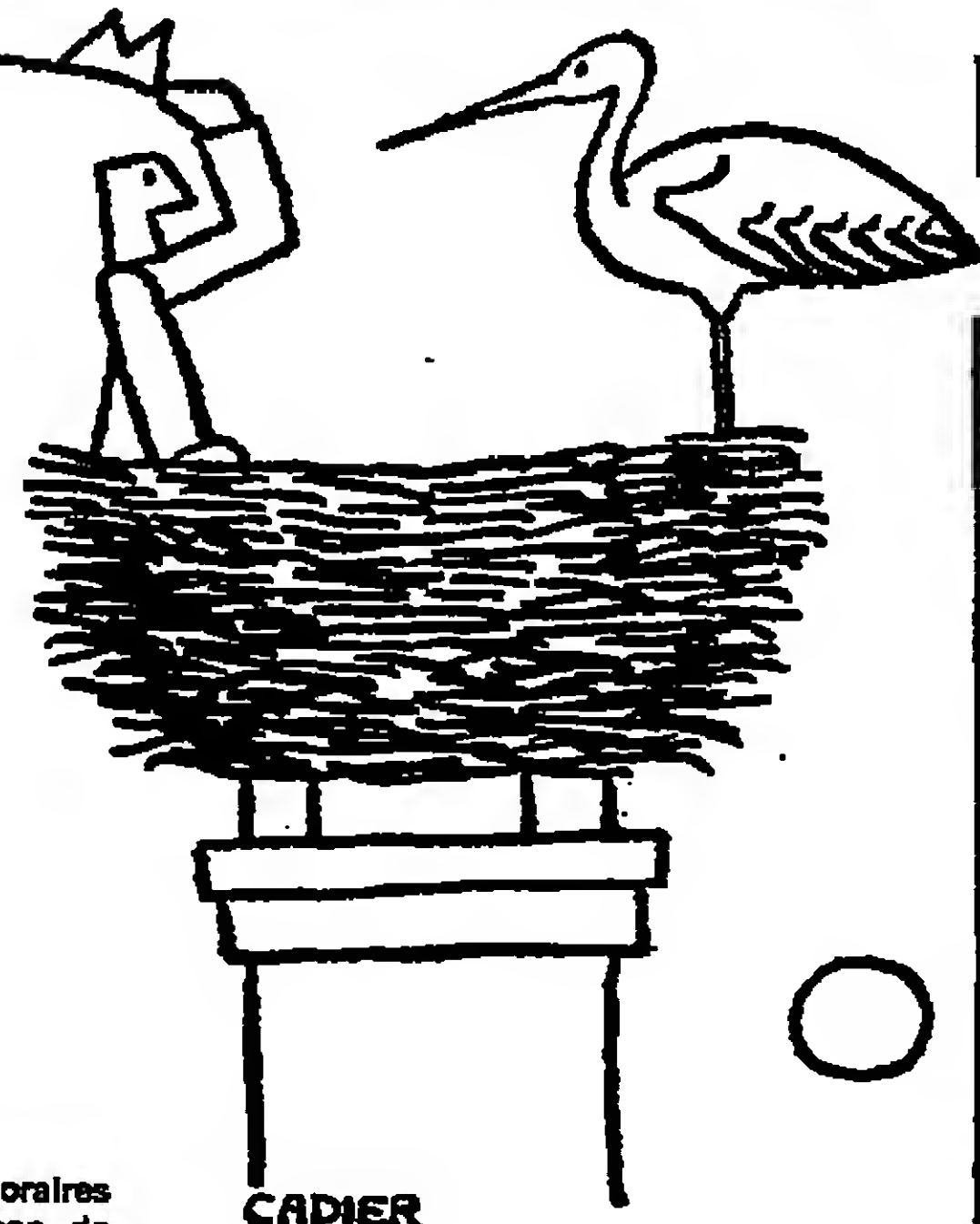
festations sportives du jour ou les horaires des promenades en vedette, à raison de cent vingt à cent trente appels par jour, l'office s'active à promouvoir encore et toujours les hauts lieux touristiques de la ville.

La cathédrale, par où commence toute venue à Strasbourg, reste bien évidemment le point d'attraction numéro un. Mais la Petite France, les circuits en bateau sur l'ill, les musées — celui de l'Église Notre-Dame, le Musée alsacien, le Musée historique, le palais des Rohan, le musée des Beaux-Arts et le Musée archéologique — violent pour leur part nombre de visiteurs, comme la maison Kemmerzell, le cour du Corbeau ou encore les hôtels du dix-huitième siècle avoisinant la place Broglie, les rues de la Nuée-Bleue, Brûlée, de l'Arc-en-Ciel et des Pucelles. A ces valeurs sûres, il serait injuste de ne pas ajouter l'attrait qu'exercent l'Alsace et sa capitale sur les gastronomes les plus avertis.

Autant d'atouts qui jouent sans mal en faveur de la nouvelle option, « Strasbourg, ville internationale de congrès », qui se matérialise dès le mois d'octobre par la mise en service du palais en cours d'achèvement. A proximité immédiate d'un Holiday Inn de 170 chambres, dont la toute récente ouverture a porté à environ 6 000 lits la capacité d'hébergement de la cité, le palais de 2 000 places (équipée pour recevoir également des orchestres symphoniques), et, à la demande, des salles pouvant accueillir 500, 350, 150, 120 ou 25 personnes.

Ces locaux seront complétés des indispensables installations de traduction simultanée, bars, cabines de presse, télé, et d'un service d'essence polyvalente, bureaux de poste, boutiques, etc. A noter la formule « congrès clés en main » permettant aux congressistes de se décharger totalement sur les services du congrès de toutes questions parfois embarrassantes, comme l'hébergement, le programme des accompagnants, la restauration, le transport, etc.

Les préoccupations d'Alain Chardot ne s'arrêtent cependant pas à la seule ville. Par vocation, l'office se doit de « vendre » aussi l'Alsace. Une tâche à la fois aisée,



CADIER

si l'on songe aux trésors que recèle cette province toujours diverse, et délicats, car « faire découvrir l'Alsace, c'est d'abord faire découvrir l'âme alsacienne, faire sentir le touriste des sentiers battus, lui faire apprécier la spécificité d'un terroir si différent des autres ».

A chaque circuit son thème

Pour ce faire, Alain Chardot ne voit qu'un moyen valable : les circuits à thème. L'office en a déjà mis au point seize. La tournée des musées (plus de quinze étapes, du musée Goethe de Sessenheim au Musée de la ligne Maginot, à Marckolsheim, en passant par la tour Chappe de Haut-Barr [premier relais télégraphique], l'artisanat traditionnel, avec les fabricants de chapeaux, souffleurs de verre et de cristal, sabottiers, fabricants de rouets, potiers et peintres; les vieux châteaux médiévaux, comme Hohenbourg ou Lichtenberg; les hôtels du dix-huitième siècle; les puits et fontaines de Strasbourg; les Romains; sur les pas du jeune Goethe, qui habita Strasbourg de 1770 à 1771; les corporations strasbourgeoises; une Alsace insolite, la route des vins, ou des circuits simplement « touristiques », et même un « aperçu de l'économie alsacienne », etc.

Seize façons — mais il en existe probablement mille et une — de faire plus ample connaissance avec le pays des cigognes et des gilets rouges, celui du foie gras et du riesling, celui d'Erckmann-Chatriain, celui aussi des collines, des forêts et des maisons fleuries.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

* Office du tourisme de Strasbourg et sa région : 2, place du Marché-aux-Poissons, 67000 Strasbourg. Tél. (88) 22-57-48.

Il n'y a plus d'Alpes

Sur 500 kilomètres, du lac Léman à la Méditerranée, l'équipement et l'animation des itinéraires de randonnée à skis, l'hiver : à pied, l'été la Grande Traversée des Alpes sont en voie d'achèvement. Des l'étré prochain, les usagers seront assurés de trouver un hébergement sinon le couvert toutes les cinq à six heures de marche grâce à un réseau comprenant cinquante-trois refuges ou gîtes d'étape. Pour le délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, M. Jérôme Menod, qui vient de superviser les principaux sites de la chaîne alpine, cette réalisation constitue l'« une des formes d'avenir du tourisme social », tout en permettant de protéger et de mettre en valeur l'espace montagnard.

L'Association de la Grande Traversée des Alpes françaises (G.T.A.), dont le président est M. Philippe Lamour, étendra désormais son action à l'aménagement de nouveaux circuits dans l'ensemble des massifs alpins. Des opérations semblables sont d'ailleurs prévues dans les Jura, les Pyrénées et les Cévennes.

Après trois ans d'activité, elle est en mesure de dresser un bilan très satisfaisant. Vingt-six refuges en altitude ou gîtes d'étapes dans les villages venant s'ajouter aux refuges aménagés précédemment par les grandes associations de tourisme, et représentant au total huit cent treize lits, ont été construits avec son concours. Dans le cadre de la politique de rénovation rurale en montagne, l'Association a recherché à chaque fois le meilleur maître d'ouvrage possible — particulier, commune, syndicat de communes ou association, — auquel elle a accordé une participation forfaitaire contre l'engagement de gérer dans certaines conditions les installations. Les randonneurs sont prioritaires jusqu'à coucher du soleil et bénéficient de tarifs modérés : 10 F la nuit, 12 F le repas au maximum.

L'Association a adopté pour l'été le ballage par marques de peinture rouge et blanche, déjà mis en place par le comité des sentiers de grandes randonnées. Deux cents poteaux indicateurs hauts, dorment le lieu et l'altitude des principaux cols et lieux-dits ont d'autre part été installés par l'armée à l'intention des skieurs. Un système de communication par radio et téléphone viendra équiper ultérieurement tous les refuges et gîtes, sur toute la longueur de la Grande Traversée, afin que puissent être signalés en amont comme en aval les déplacements des randonneurs.

L'aménagement du territoire, a fait remarquer M. Jérôme Menod, n'est pas nécessairement synonyme de béton. Il peut consister aussi en des travaux dits, peu coûteux, qui intéressent des régions pauvres. Une seule inépuisable : le nombre des randonneurs qui s'est enté de mesure en mesure en quelques années (cinq mille ont parcouru en 1974 le circuit du Mont-Blanc, quand ils se complétaient une poignée il y a dix ans) et commence à faire problème.

* 16, rue Pierre-Dupont, 38000 Grenoble. Tél. : (78) 96-95-85.

LES SPÉLÉOLOGUES FRANÇAIS AU GUATEMALA

Une grotte chez les Mayas

Alire les nouvelles qui parviennent de l'expédition spéléologique française au Guatemala, on croit retrouver les aventures de Tintin lancé à la recherche du trésor des Incas.

L'aventure commence à Guatemala-City. Dans ce pays en butte à une guérilla endémique, il faut une autorisation officielle pour disposer des cartes de la montagne, mais il est très facile de se procurer à l'Institut géographique de la capitale les photos aériennes couvrant le même secteur.

A mesure qu'on s'éloigne de Guatemala-City, le climat s'alourdit. La police de la jungle veille et contrôle, tandis que les Indiens au regard suspicieux vont dans chaque spéléologue un possible fournisseur du trafic clandestin des objets mayas. Car, entre Chisec et Coban, ce n'est un secret pour personne que les grottes recèlent encore des statues et des poteries mayas que pillent des aventuriers sans scrupule.

Le but de l'expédition est la grotte de la Candelaria, perdue dans le massif de l'Alta-Verapaz, au cœur de la forêt guatémaltèque. Il y a trois ans que M. Daniel Drenx, spécialiste des cavernes de ce pays et chef de l'actuelle expédition, a repéré la grotte. Elle n'était alors connue que d'une poignée de « complices ». Depuis, une expédition en règle a permis d'inventorier une partie de ce réseau souterrain, sans commune mesure avec les cavernes de l'ancien continent.

Le rio Candelari qui s'y enfonce

pour traverser la montagne est une rivière tropicale, abondante et boueuse. Il a creusé dans ces calcaires très fissurés une galerie majestueuse, large de 25 mètres, haute de 30 mètres. De nombreuses lussanes — il y en a quinze dans les cinq premiers kilomètres de la galerie — cernées par les frondaisons de la jungle, laissent pénétrer les rayons du soleil jusqu'au fond du couloir souterrain, irradiant une lumière verdâtre, irrisée, qui ajoute encore à la fantasmagorie de ces lieux.

Doigts de sorcière...

L'expédition 1975, patronnée par la Fédération française de spéléologie, a pour objectif de surter en détail ce dédale et d'en lever la carte. Au centre, la rivière souterraine roule des floes opaques. Impression désagréable quand il faut traverser un bief sans voir où l'on met les pieds.

De place en place, le rio hypogée défile au bord de véritables amphithéâtres souterrains, 150 mètres de long, 50 à 60 mètres de haut, encombrés de chaos et de plaques d'onyx. A quelques dizaines de mètres au-dessus de la rivière, les spéléologues français ont découvert un étage fossile où les stalactites et les stalagmites abondent. Il faut préciser qu'ici, en milieu tropical, les concrétions mortes dominent. Elles forment de formes bizarres, que traduit bien le nom que leur donnent les spécialistes : des stalactites en doigts de sorcière.

Mais dans ce monde perdu, la plus étonnante rencontre est celle des vestiges mayas. Les anciens Mayas, dont la civilisation s'est développée dans ces contrées inhospitalières entre 1500 avant et après Jésus-Christ, ont fréquenté les cavernes.

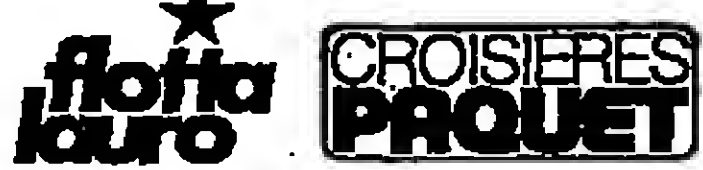
Déjà, au début de notre siècle, la trace de leur séjour sur terre avait été signalée dans la grotte de Quen-Santo (Huehuetenango, Guatemala occidental). Dans la grotte de la Candelaria, ces traces fourmillent. Dans toutes les salles de la caverne proche d'une lucarne, le sol est jonché de tessons de poterie. A 500 mètres de l'une de ces entrées secondaires, l'expédition française vient de repérer un gué fait de dalles immergées à 20 centimètres sous l'eau. Ce gué permet de traverser le rio souterrain et d'accéder à une vaste salle où gisent de nombreux outils en obsidienne. Plus loin, deux corniches à 15 mètres au-dessus de la rivière portent encore les plates-formes en pierre sèche aménagées par ce peuple disparu.

Devant tant de vestiges, une question se pose : les Mayas habitaient-ils dans la grotte ou venaient-ils y passer pour s'y cacher ou pour pratiquer un culte ? Ce point n'est pas encore éclairci. Mais la caverne de la Candelaria, avec ses 25 kilomètres de couloirs explorés et ses innombrables galeries annexes, n'a peut-être pas livré tous ses secrets. L'exploration continue.

PIERRE MINVILLE.

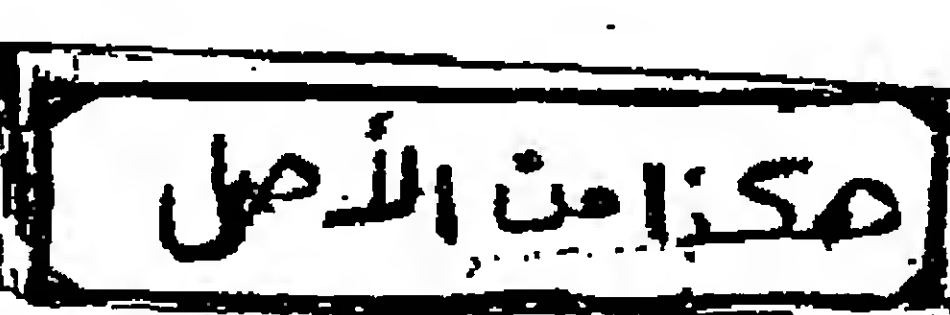
croisières de 14 jours
Gènes-Naples
Alexandrie-Port-Saïd
Beyrouth-Haïfa
Istanbul-Le Pirée
Capri-Gènes

vers les Portes de l'Orient à bord de l'Achille Lauro
16 départs de Gènes à partir du 22 mars
prix : de 2 850 F à 6 580 F



pour plus amples renseignements, remplissez ce bon, adressable à votre agence de voyages habituelle ou aux Croisieres Prquet, Paris : 5, Boulevard Malesherbes, 75008 - Tél. 226.57.33 • Marseille : 13, rue de la République - Tél. 90.81.00. Vous recevrez une documentation détaillée.

NOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____ TEL. _____



Guide des animaux en voyage

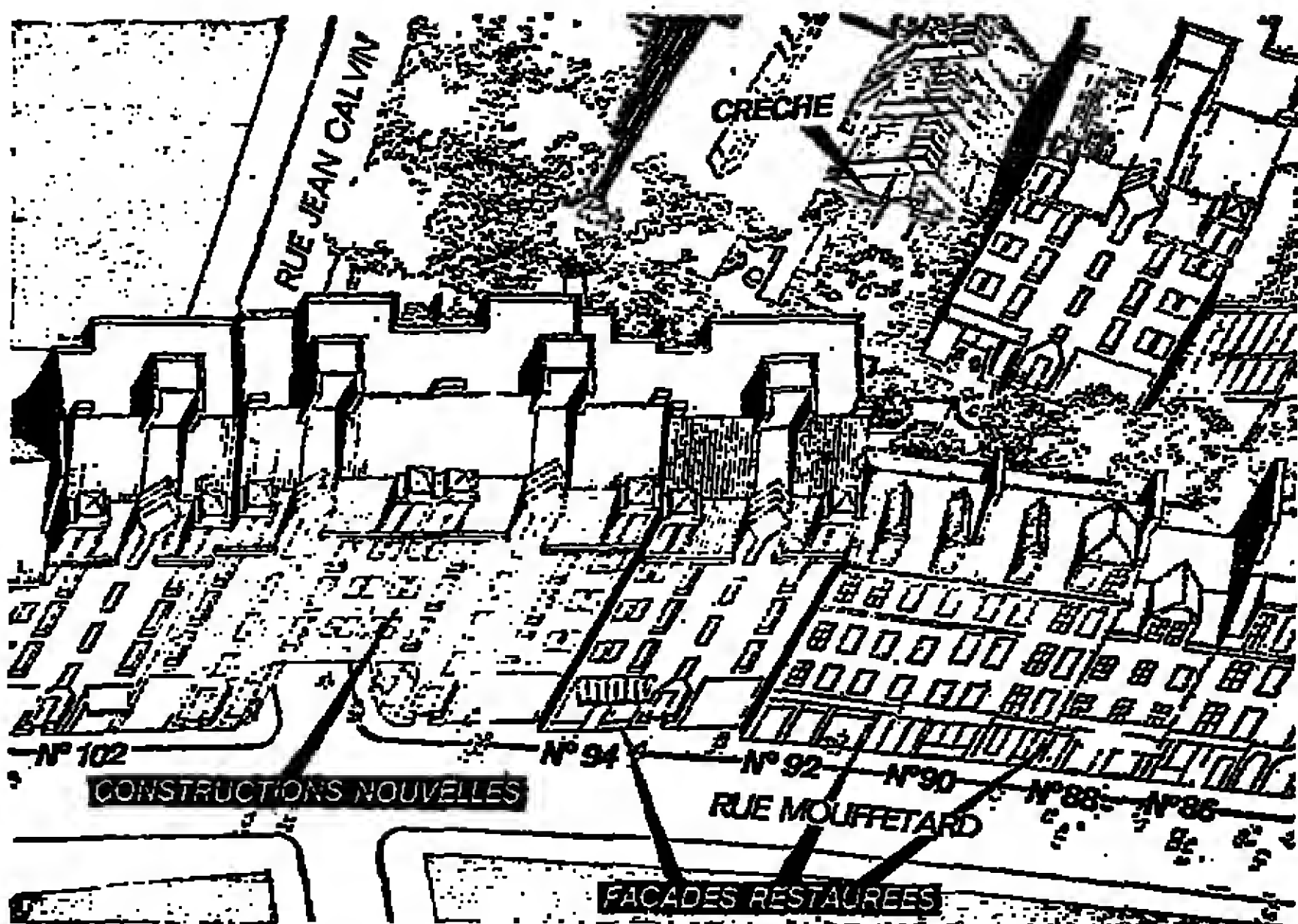
2500 hôtels de France et conseils pratiques pour l'assurance, les transports, la douane.

GUIDES HORAY

Tourisme

LA VILLE EST UN DÉCOR

LA MOUFF' FAIT PEAU NEUVE



De la place de la Contrescarpe à l'église Saint-Médard, la rue Mouffetard... Le projet prévoit la construction, d'une part, d'un bâtiment de 35 mètres de long qui assurera la continuité de la rue Mouffetard en enjambant la rue Jean-Calvin...

Paris déclarait : « Un tel projet porterait à la rue Mouffetard, dont il est particulièrement nécessaire de sauvegarder le pittoresque et les caractéristiques... »

« Site inscrit », comme l'ensemble du cinquième arrondissement dont elle fait partie, ses alignements ont été respectés et les différentes opérations de rénovation qu'on y a décidées depuis plusieurs années se sont efforcées de respecter son caractère et son charme si sensibles...

À la fin de cette même année, l'administration a présenté un mémoire proposant un aménagement d'ensemble de l'îlot avec, notamment, la construction d'un immeuble franchissant la partie terminale de la rue Jean-Calvin...

À preuve, ce qui va être entrepris au milieu de sa pente, au carrefour de la rue Jean-Calvin. Le Régie Immobilière de la Ville de Paris (R.I.V.P.) vient de déposer pour l'aménagement de cet îlot un permis de construire.

Le bâtiment qui enjambe la rue Jean-Calvin — celle-ci sera réservée aux piétons — est composé de trois immeubles aux toits d'ardoise de trois étages plus deux

Respecter le caractère traditionnel

La R.I.V.P. s'apprête, enfin, à restaurer les immeubles insalubres situés du 84 au 94 de la rue Mouffetard et faisant suite au bâtiment construit. Cette opération concerne vingt-cinq appartements.

Tous les logements réalisés seraient à caractère social, et réservés aux personnes âgées et à de jeunes ménages aidés par la Ville de Paris.

Ces projets, auxquels l'architecte des bâtiments de France a donné son accord, devraient être examinés au mois de juin par le Conseil de Paris. Si celui-ci les approuvait, les travaux commenceraient au mois de décembre pour être terminés quinze mois plus tard.

Répondant le 23 juillet 1970 à une question de M. Jean Tiberi, conseiller de Paris, qui s'inquiétait d'un projet consistant à prolonger la rue Jean-Calvin au-delà de la rue Mouffetard, le préfet de

SUISSE+ LA BONNE ADRESSE

Holiday Inn and MÖVENPICK De vrais hôtels-restaurants

Arosa Hôtel «Hohe Promenade» 1ère classe. Belle situation, centrale et tranquille.

GENÈVE HOTEL MÉTROPOLE 170 lits - 1er rang. L'hôtel traditionnel au centre de la ville.

HÔTEL VICTORIA LAUSANNE 100 lits tout confort dans situation très tranquille.

CLINIQUE LA MÉTAIRIE 1200 Nyon près Genève. Les Léman. Tél. 1941/22/61 15 51.

SUISSE - Vacances d'été pour jeunes filles Du 30 juin au 9 août

Chesa Rustica Nous offrons : Chambres rustiques avec tout confort, bain, douche, W.C., T.V., radio, téléphone, bar, dispositif de climatisation.

Un métro nommé Guimard

LES entrées de métro d'Hector Guimard, ces grandes plantes de fonte qui fleurissent sur les trottoirs parisiens seront protégées. La R.A.T.P. et le secrétariat d'Etat à la culture vont en établir la liste et convenir des moyens de leur conservation.

En prenant cette décision de principe, lundi 24 mars, la commission supérieure des monuments historiques ne sortait pas de son sujet. Elle examinait, en effet, la troisième tournée des édifices des dix-neuvième et vingtième siècles dont M. Michel Guy a souhaité, au début d'octobre dernier, la protection.

Lundi dernier, la commission a notamment approuvé l'inscription à l'inventaire supplémentaire du grand patrimoine de Vichy d'une partie de l'établissement de bains de première classe qui s'orne de trois tours à la manière de Puy de Chevannes ; de l'hôtel de ville

circulaire d'Amber (Puy-de-Dôme) où se retrouvent les « copalins » de Jules Romains ; d'une maison modern' style, place Grangier à Dijon (Côte-d'Or) ; du passage Mantecier à Auxerre ; de la prison d'Autun ; de la basilique Sainte-Anne d'Auray (Morbihan), protection autrefois refusée.

La commission a aussi donné des avis favorables à l'inscription de la halle au blé et d'une fontaine de Bourdaiou à Bourges (Cher), d'un kiosque à musique à Troyes (Aube), de la mairie laïque de Senones (Doubs) et de celle de Bucey-lès-Gy (Haute-Saône) ; du château d'Espayras à Saint-Gilles-du-Gard (Gard), A Toulouse (Haute-Garonne), l'hôtel de la Bourse, le café Bibert, plusieurs maisons à décor en terre cuite des Virebent et des salons du Capitole seront protégés.

En revanche, la commission a réservé son avis sur la basilique de Lourdes (Hautes-Pyrénées). Et elle n'est pas favorable à la protection d'une vingtaine d'édifices comme les anciennes gares de Nérès-les-Bains (Alier) et de Châtel-Sayon (Puy-de-Dôme), la statue de Notre-Dame-au-Puy (Haute-Loire), l'hôtel Majestic à Chamalières ou les caves Pommary à Reims.

En revanche, la commission a réservé son avis sur la basilique de Lourdes (Hautes-Pyrénées). Et elle n'est pas favorable à la protection d'une vingtaine d'édifices comme les anciennes gares de Nérès-les-Bains (Alier) et de Châtel-Sayon (Puy-de-Dôme), la statue de Notre-Dame-au-Puy (Haute-Loire), l'hôtel Majestic à Chamalières ou les caves Pommary à Reims.

En revanche, la commission a réservé son avis sur la basilique de Lourdes (Hautes-Pyrénées). Et elle n'est pas favorable à la protection d'une vingtaine d'édifices comme les anciennes gares de Nérès-les-Bains (Alier) et de Châtel-Sayon (Puy-de-Dôme), la statue de Notre-Dame-au-Puy (Haute-Loire), l'hôtel Majestic à Chamalières ou les caves Pommary à Reims.

Un choix difficile...

M. Michel Guy pourra toutefois « pêcher » certains dossiers, l'avis de la commission étant consultatif. Pourquoi pas le grand néo-gothique de Vitré ou les halles de Sens et de Dijon ?

Au fil des réunions, les architectes des monuments historiques et les spécialistes éminents qui composent cette commission ont montré peu d'enthousiasme pour certains édifices du début du siècle, certaines constructions métalliques comme les halles d'Auxerre dont la démolition est envisagée par la ville. Ils sont parfois tentés aussi de qualifier de « pastiche » l'architecture « historique » qui manque à leurs yeux d'authenticité : châteaux néo-moyennageux, néo-gothiques et style « troubadour ».

Le château de Bagnac, de style troubadour, à Saint-Bonnet-de-Bellec (Haute-Vienne), a ainsi été repêché par M. Michel Guy, malgré son mauvais état, en raison de l'intérêt qu'il suscite dans la région. Le chalet blanc de Guimard à Sceaux et l'atelier de Perret à Boulogne seront protégés.

Le ministre décidera-t-il aussi d'inscrire la halle du Breuil à Bruyères (Aisne), d'un style néo-médiéval tardif, et, dans un autre genre, la tour Perret d'Amiens — que la commission a estimée n'être pas « du meilleur Perret » — mais qui est malgré tout un symbole ? Il serait vain de s'attarder sur ces dossiers en suspens, tandis que la majeure partie des propositions ont été acceptées. Parmi

MICHELLE CHAMPENOIS.

DU VIEUX

Le baroque du monastère... campagne de Guéret... Le baroque du monastère

bienvenue à bord... Greyhound Varajet... Portugal prend

CAP sur CASABLANCA mini croisière de 6 jours ou départ de Marseille 16 départs : du 1er mars au 13 décembre 1975

USA & CANADA ALLER/RETOUR A PARTIR DE 1550f (Canada 1675f)

Une nouvelle formule avec les spécialistes de l'Amérique du Nord. Appelez : 073-50-56 15, rue Daunou, Paris-2 ou adressez-vous à votre Agent de Voyages.

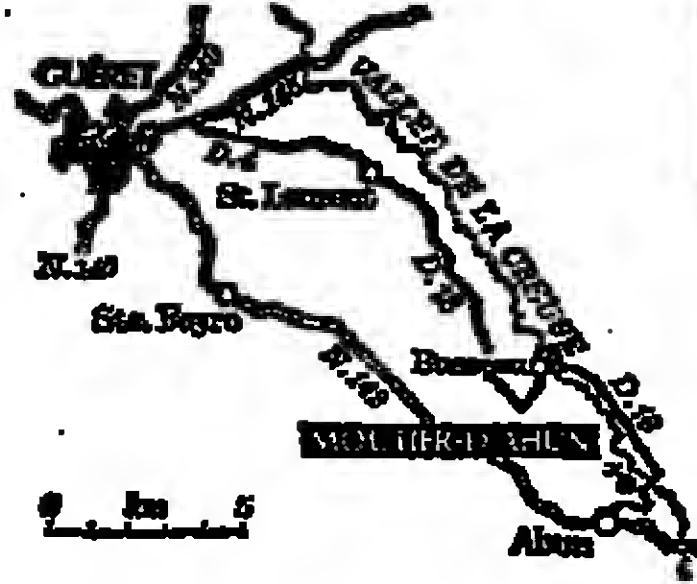
TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS Côte d'Azur NICE HOTEL GOUNOD... Campagne 26100 MONTMIRAL... Suisse AROSA (Grisoni)... Province BORDEAUX LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX... Angleterre VICTORIA (Londres) HAMILTON HOUSE HOTEL

Tourisme

DU VERT POUR TOUS

Dans la campagne de Guéret

Le baroque au monastère



Le touriste qui vient de Guéret a tout avantage, s'il n'est pas trop pressé, à prendre la route touristique, aboutissant par la vallée de la Creuse, après un parcours très pittoresque, à Montier-d'Ahum qu'on atteint après avoir franchi la rivière sur un long et étroit pont gothique très curieux : la partie des piles qu'il tourne vers l'amont est semi-circulaire, tandis que leur partie aval est rectiligne. Le village apparaît alors à flanc de colline avec, sur fond de verdure, son clocher roman massif et carré. Le Montier d'Ahum, monastère bénédictin vieux de huit cents ans, fut, au dix-septième siècle, enrichi de remarquables boiseries dont on a célébré, récemment, le troisième centenaire, puisque c'est en janvier 1673 que fut passé contrat entre les religieux et Simon Banier, sculpteur suzerain, pour l'exécution du retable encadrant le maître-autel. Le monastère doit son origine à une donation faite en 897 par Bozon, comte de la Marche, aux fins que soit bâtie au bord de la Creuse une église dédiée à Notre-Dame, située là où, à l'époque gallo-romaine, la voie impériale reliant Lyon à Saintes franchissait la rivière. Mais ce n'est qu'au douzième siècle que sera construite l'église dont il reste d'importants vestiges. Les Anglais en détruisirent la nef pendant la guerre de Cent Ans ; on rebâtit à partir de 1488 une nef gothique à collatéraux précédée d'un très beau portail. Mais, en 1591, les Ligueries ayant transformé l'église en forteresse, le gouverneur de la Marche fit incendier l'abbaye, et la nef fut de nouveau détruite, et on ne la vit jamais. Le visiteur se trouve, dès l'abord, en présence du grandiose portail du quinzième siècle, avec, aux voussures, de nombreux petits personnages taillés dans le granit ; six belles niches restées vides l'encadrent de chaque côté. Immédiatement derrière ce portail, on voit avec étonnement un petit jardin : c'est l'emplacement de la nef disparue ; on y a planté une double rangée de tilleuls, formant une allée et figurant la double ligne de piliers qui séparaient jadis la nef des collatéraux. Dans le jardin, l'attention est attirée par une borne milliaire datée de 245, longtemps vénérée dans l'église du Montier ; on prétend que saint Martial, premier évêque de Limoges, y aurait été attaché et fustigé sur l'ordre des prêtres du temple de Mercure d'Ahum, tout proche de là. Dans le prolongement de l'allée, on atteint le transept, surmonté de son clocher, et le chœur à chevet plat, qui abrite les célèbres boiseries. Ces boiseries occupent tout le chœur : le gigantesque retable encadre le maître-autel avec ses hautes colonnes torsadées sculptées de feuilles de vigne et de grappes de raisin, où se mêlent avec réalisme oiseaux, serpents de mer et même des escargots. Les stalles alignées le long des murs nord et sud comprennent de chaque côté deux rangées inégales : huit stalles à la rangée supérieure, cinq à la rangée inférieure ; des accoudoirs aux dosiers, tout est sculpté ; les misericordes sont ornées de têtes de femmes, d'animaux et de grotesques. Un imposant lutrin est placé au milieu du chœur, séparé du transept par une grille en bois à trois panneaux, dont celui du centre encadre la porte datée de 1681. Au-dessus, une croix immense porte deux Christ, l'un regardant l'entrée, l'autre l'autel. Le Montier d'Ahum est un bel exemple de ces très rares monastères dont l'apparence fut radicalement transformée par le style qu'on dit « baroque ».

Dans la garrigue ardéchoise

Les mutualistes au manoir

Les dirigeants de la Fédération nationale de la mutualité française (près de 20 millions d'adhérents) et les autorités départementales de l'Ardèche doivent inaugurer le 5 avril prochain à Imbourg, dans l'Ardèche, le premier centre national de loisirs-vacances des mutualistes et sans doute le plus grand village vacances de France : deux mille quatre cents places. Aux remboursements complémentaires des dépenses de santé, à la gestion de divers centres de soins, de colonies de vacances, d'hôtels résidentiels, la Mutualité entend désormais ajouter une politique coordonnée de tourisme social. Au cœur de la garrigue ardéchoise, là où les pierres et le soleil font fuir les touristes, les mutualistes ont découvert un petit paradis de verdure, d'eau et d'ombres fraîches. Le domaine d'Imbourg — un manoir sans prétention, quelques basses et surtout 270 hectares de terrain — a été acquis en 1967. L'objectif de la Fédération et de son adhérent, l'Union nationale mutualiste loisirs vacances (1), était de créer un centre de vacances expérimental où les mutualistes pourraient, aux moindres frais, passer des vacances enrichissantes, qui sous la tente, qui dans une maison ou dans une chambre d'hôtel. Commencés en 1969, les travaux viennent à peine d'être terminés, le manque d'argent ayant freiné l'enthousiasme des constructeurs (2). Au fil des années, les installations se sont ajoutées les unes aux autres : un premier village de mas ardéchois en 1970 ; un terrain de camping et de caravaning en sous-bois, aux installations sanitaires très modernes et adaptées aux familles en 1971 ; la réfection du « château » en 1972 ; un deuxième village-gîte en 1973, et l'année dernière, un petit hôtel-restaurant, crêperie, centre commercial, deux piscines, l'équipement semble complet et l'architecture harmonieuse. La nature a été préservée : des zones de jeux pour les enfants, une vaste prairie, sorte de « champ de foire », des zones résidentielles éloignées les unes des autres, mais aussi des plates caillonnées et 12 kilomètres de sentiers, parfois escarpés, et longeant des cascades. Les vieilles maisons, près de l'hôtel et du « château », ont été restaurées : elles servent désormais à diverses activités manuelles : peinture, sculpture, poterie, confection de hamacs, de bagis, etc. Les animateurs — sept pour les adultes,

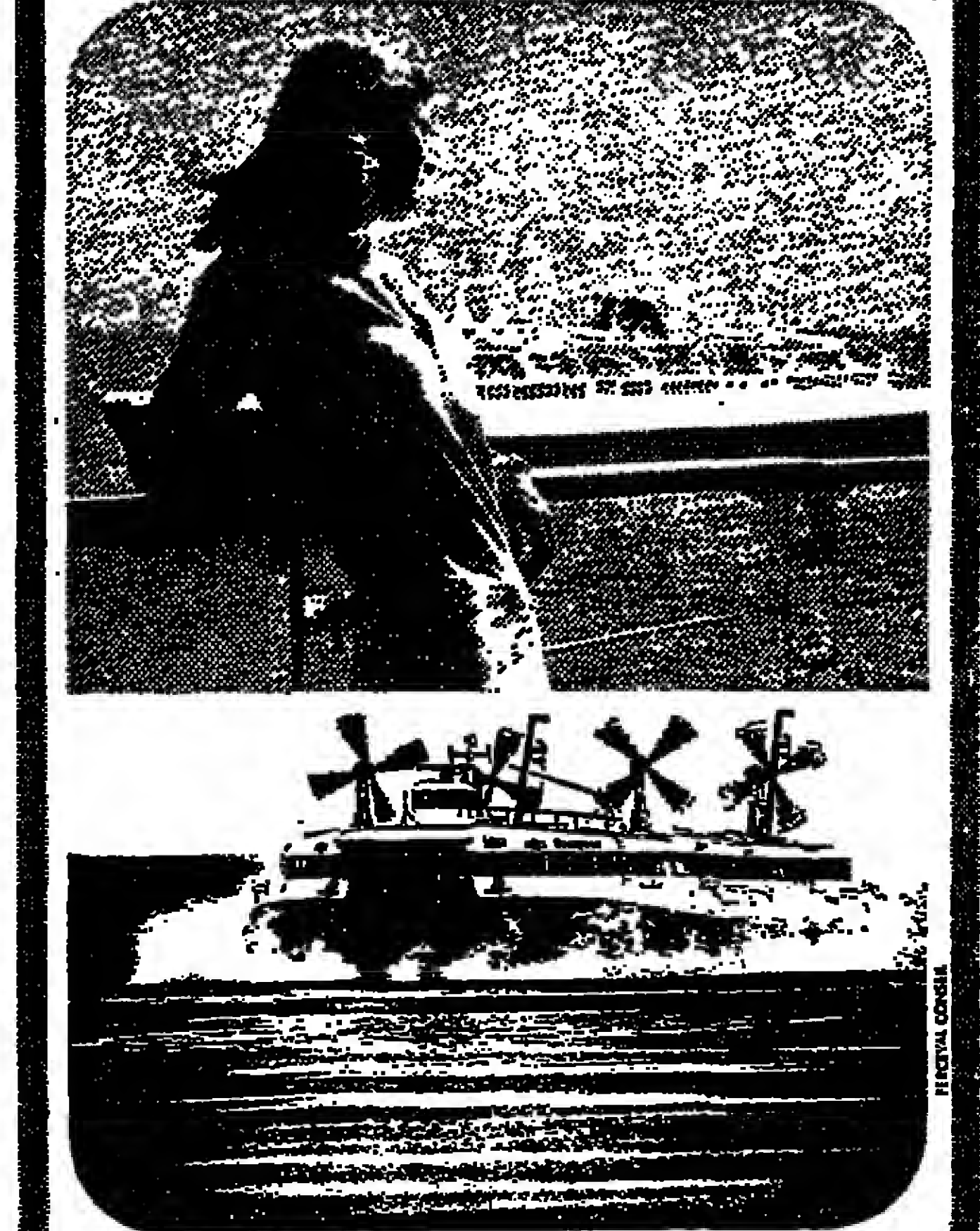
doze pour les enfants pris en charge à partir de trois ans — parviennent-ils à créer un « tourisme intelligent » et à développer le goût du « loisir actif » ? Il est sans doute encore trop tôt pour l'affirmer. Les deux mille quatre cents personnes (3) que peut recevoir le centre en pleine saison sauront-elles cohabiter et respecter les besoins très divers des vacanciers ? Toujours est-il que la Mutualité, après avoir hésité sur les dates d'ouverture, a décidé, il y a quelques mois, de maintenir le centre en activité neuf mois sur douze. Adultes et enfants viennent l'été, retraités et adeptes des séminaires occupent la saison dite morte. Les prix, qui varient de 230 à 525 F par semaine, selon la dimension des gîtes (à trois pièces) et la saison, tombent à 200 F et même 100 F pour les personnes âgées qui bénéficient de l'intervention supplémentaire des caisses de prévoyance mutualistes. Quinze cents retraités sont venus à Imbourg en 1974 ; ils seront plus de deux mille cinq cents en 1975.

JEAN-PIERRE DUMONT.



L'Angleterre par le train... ou en voiture

car-ferris Sealink aéroglisateurs SEASPEED



Avec le car-ferry vous choisissez la détente à bord d'un grand navire, vous profitez de la mer et vous choisissez la traversée qui vous rapproche du but. Toute l'année, de Dunkerque, Calais, Boulogne à Douvres ou Folkestone, de Dieppe à Newhaven et, en été de Cherbourg à Weymouth. Avec l'aéroglisateur vous choisissez la vitesse, 100 à l'heure, au ras des vagues, sur un coussin d'air, une demi-heure de Boulogne ou Calais à Douvres.

Services directs Paris-Londres (train + bateau* et train + aéroglisateur). Billets mini-tour pour 4 personnes à partir de 480 F AR, transport gratuit de la voiture. *tarif de nuit pour les jeunes de moins de 26 ans : 70 F.

SNCF logo and contact information for Sealink services, including agency addresses and phone numbers.



Hôtel Métropole CH-3800 Interlaken. Tél. 02 882 / Tél. 026 - 21 21 51. Ouvert toute l'année. W. Christ, Dir. Hôtel de 5^e rang le plus moderne de la région. 100 lits, toutes les chambres avec bain ou douche, balcon avec vue sur la « Jungfrau », téléphone, radio et réveil matin. Bar, Patisserie, Snack-Bar, Apotheque, Restaurant Charolais, Tap d'Hot call-bar au 1^{er} étage, piscine couverte, saun.

حکومت الاصل

Un métro nommé Guim... (A large vertical advertisement or notice on the left side of the page, partially obscured and difficult to read.)

TOURISME HOTELS RECOMMANDES. Greyhound Varajel advertisement.

سكزامن الاصل

Tourisme

La Côte-d'Ivoire derrière le rivage

UNE BROUSSE BIEN CLIMATISÉE

VOICI vingt ans, un jeune élève-administrateur de l'École de la France d'outre-mer, affecté à Man, se voyait confier, pour faire la preuve de ses talents, le casuel de l'amortissement d'un très ordinaire camion. La tâche l'enthousiasma si fort que, non content tout d'abord de ne pas répondre à son devoir, en s'attardant à de compatibles siestes, que le climat ivorien excuse, notre administrateur quitta bientôt le corps de l'outre-mer, voué d'ailleurs, comme on sait, à la disparition.

Reste, heureusement (pour le touriste), la « brousse », c'est-à-dire, plus prosaïquement, l'intérieur, par opposition à la côte : immense plateau de 330 000 kilomètres carrés, couvert de forêts, où la plus haute montagne « culmine » à 1 200 mètres.

Certes, ce n'est pas l'inconnu qu'il faut y venir chercher. Chaque piste est ce long ruban de « tôle ondulée » dont la nature même indique que de nombreux véhicules et voyageurs l'ont empruntée. Mais qui peut aujourd'hui prétendre être le « premier homme blanc » — puisque c'est ainsi, légende oblige, toujours dans ce sens, que se racontent les découvertes ?

Devenu magistrat, il fait quelquefois de sa paresse passée le centre d'une conversation d'après-dîner pour les Parisiens dont maintenant il est.

Parvenu à Man — via San Pedro — grâce aux bons et imprudents offices d'un DC 3 hors d'âge, on emprunte le « bus » Batougné, Bieyo-Agouiné, Biankouma sont autant de villages, de gros bourgs où l'on voudrait, chaque fois, s'arrêter pour observer, chaque fois, le même spectacle d'une vieille femme préparant à des hommes oisifs le repas bi-quotidien dont tout le monde devrait profiter. L'organisateur de voyages, le tour operator comme il aime à se désigner — interdit ce genre de redites. Il est empêcheur de choix, mais gagnant de temps.

Ensuite, les courses à travers la prairie, les arènes, les marigots (au péril des bosses et au mépris des règlements), comme celle que mène cet Européen un peu fou qui conduit comme un bolide pour rejoindre le bubale, l'antilope cheval, le cob de Buffon et le dépliant cynocéphale.

C'est, il est vrai, la seule occasion de déréglément dans un pays où, d'un coup d'œil rapide, tout paraît sage sous la férule de M. Houphouët-Boigny. A peine si le simili-Brasilia qu'il vient édifier sur les lieux de son village natal, Yamoussoukro — où le président est de plus en plus souvent — prend l'allure un peu inquiétante d'un autre déréglément que l'activité économique n'explique plus : le gigantisme. Le désir qu'on lui prête de faire de son village la nouvelle capitale de la Côte-d'Ivoire ne modère que faiblement l'ambitionnement du voyageur devant des avenues larges comme les Champs-Élysées, mais flanquées de vagues baraquas sans étage. Un seul avantage à cette « Folie » d'un nouveau genre : l'hôtel Président qui permet de se laver de la latérite, pour la retrouver de plus belle : à la prochaine piste, vers un autre village, d'autres danses, d'autres rythmes, d'autres rencontres.

Sports

A SAINT-ÉTIENNE

UNE MANUFACTURE DE FOOTBALLEURS

DEPUIS le début de la saison, les dirigeants de l'Association sportive de Saint-Étienne ont pris la bonne habitude de faire précéder les rencontres de Coupe d'Europe d'un déjeuner dans le salon d'honneur de leur siège social où ils convient leurs adversaires, quelques invités et les représentants de la presse. Le choix du lieu n'est pas dicté par un quelconque souci d'économie. Pour le match contre les Polonais de Ruch-Chorzow, les Stéphanois n'avaient pas hésité à faire déplacer trois chefs de cuisine prestigieux. Ce déjeuner permet, en effet, aux dirigeants stéphanois de montrer à leurs visiteurs les remarquables installations qui font l'orgueil des champions de France.

L'Association sportive de Saint-Étienne a fait œuvre novatrice en se dotant en 1971 d'un important service commercial chargé de mettre en œuvre les actions promotionnelles ou publicitaires susceptibles de fournir des recettes extra-sportives. L'ASSE ne veut pas donner l'impression aux industriels de quitter une subvention, mais leur démontrer l'impact de ce support publicitaire.

Depuis quelques années, l'ASSE a formé une nouvelle génération de footballeurs qui constituent aujourd'hui l'ossature de l'équipe fanion avec Bartanay et Janvion (vingt et un ans) Lopez et Santini (vingt-deux ans), Merchadier, Patrick Revellin et Sarramagna (vingt-trois ans) Repellini et Synaeghel (vingt-quatre ans). Lors du match « retour » contre les Yougoslaves de Split et à l'occasion de la rencontre « aller » à Chorzow, les Stéphanois démontrèrent en s'imposant en fin de partie qu'ils bénéficiaient d'une condition physique supérieure à celle de leurs rivaux et disposaient de ressources athlétiques dont on disait les footballeurs français dépourvus.

Grâce à cette politique de formation de jeunes, l'ASSE dispose aujourd'hui d'un effectif de seize ou dix-sept joueurs de valeur sensiblement égale. Passé le cap des susceptibilités qui faillirent provoquer une grave crise interne en début de saison (quand certains jeunes internationaux acceptèrent mal d'être mis en réserve), cette concurrence favorise désormais une saine émulation et per-

met à Robert Herbin de faire face à un calendrier démentiel.

Cette richesse des effectifs entraîne des dépenses importantes en salaires, charges sociales et primes de match (la prime de qualification contre Chorzow aurait atteint 20 000 F par joueur). Avec la Coupe d'Europe, le budget du club dépasse pour la première fois cette année 10 millions de francs. Les recettes parvenues à l'entrée du stade ne suffiraient pas à l'équilibrer. Il faudrait une moyenne de vingt-cinq mille spectateurs par match. Or cette moyenne s'établit cette année à moins de treize mille.

Pour mieux commercialiser son label, l'ASSE a procédé à des enquêtes pour connaître avec le plus de précision possible son public, sa provenance.

Malgré sa nouveauté, le service commercial procure déjà plus de 10 % des recettes du club et devrait atteindre dans les années à venir 20 à 25 % du budget global. Seize ans après le Stade de Reims et son football à panache, l'Association sportive de Saint-Étienne veut imposer un autre label : celui d'un club sérieux et réaliste, géré comme une grande entreprise à vocation européenne.

GERARD ALBOUY.

Le griot et l'honorable voyageur

A Gouessesso, à 60 kilomètres au nord de Man, l'hôtel des Lianes — célèbre autant que peu fréquenté — s'essaye non sans bonheur, à n'obliger rien ni personne — l'indigène non plus que l'étranger. Un gérant, non pas philanthrope, mais aimant le produit vrai, propose plutôt que l'air conditionné — d'ailleurs superflu ici, — dans des cubes de béton de jolies cases en tout point semblables de l'extérieur à celles du village voisin. La cuisine est animée du même souci : plutôt qu'un gratin de pommes de terre — incongru — un gratin de papayes ; plutôt que du bœuf, du sébu ; plutôt qu'un triste camembert (servi ailleurs), des mangues.

Le soir venu, Samoko, le griot (« le diseur », donne le gris à l'honorable voyageur ». Et avec lui, les femmes, ses fils, en costume de chasseur, taillé à leurs mesures. Si célèbre déjà, le griot, que les prospectus n'oublient plus de citer son nom. Défilée, la musique, usé, le spectacle ? Tel pianiste occidental ne s'est-il produit qu'une seule fois dans sa vie ? L'applaudit-on moins ? A-t-il moins de talent ?

La piste encore, toujours la piste pour « un superbe pont de lianes » — Ils sont, en fait, légion, — pour une séance de foliole — « que Sainte-Beuve appelle poésie spontanée », rappelle le Grand Robert citant André Billy.

PHILIPPE BOUCHER.

* Africatours, 7, place d'Éna, 75723 Paris Cedex 16. Tél. 704-72-70.

FOURNEAUX EN L'AIR

Le soin des petits détails fait, paraît-il, le succès des grandes compagnies. La cuisson du poulet importe, dit-on, autant que le prix du billet. A une époque où les passagers désertent les aéroports, n'est-ce pas de meilleure politique pour les y faire revenir que de célébrer avec faste les vertus de la gastronomie aérienne ?

Chacun le sait : il n'est de vraie cuisine qu'européenne. La compagnie américaine TWA, pas chauvine pour un sou, a donc décidé de franchir l'océan qui sépare les « spars ribs » d'un fillet mignon. Sur son réseau intérieur et international, elle servira désormais à ses passagers des plats qui ont un nom — souvent à rallonge — et parfois une histoire : le porc de la Mancha — Don Quichotte s'en régala ; — le poulet Calvados, les cannellonis à la génoise, la salade athénienne...

L'Europe ne vit pas à table. Il lui arrive d'en sortir. Elle ne manque pas d'imagination pour occuper ses loisirs entre deux repas. On envie même, outre-Atlantique, sa façon de se distraire. TWA n'a pas voulu ôter à ses passagers le plaisir d'oublier, en vol, Robert Redford, Hollywood et la « country music ».

Lino Ventura dans la Bonne Année. Tony Curtis dans le Comte de Monte-Cristo, à l'affiche en plein ciel, à côté des traditionnels pistoleros. Aux écoutilles : un choix d'airs folkloriques des quatre coins d'Europe, de la bourrée auvergnate au fado portugais. Elle, l'Express, Paris-Match, mais aussi Punch, Epoque et Oggi en lecture au même titre que les magazines américains.

L'Europe et ses sortilèges redonneront-ils à certains le goût du voyage aérien ? L'effort de TWA pour ne plus s'avouer tout à fait américaine sera-t-il récompensé ? Hâles ! la prospérité des compagnies ne tient pas à des astuces, il s'avoureront-elles. — J. J. B.

Et ce marché, à l'autre bout de la Côte-d'Ivoire, aux confins du Ghana et de la Haute-Volta, où tout s'arrête pour le voyageur voyageur devenu à son tour le point de mire des marchands et de leurs chalandis dans ce pays loir qui n'est hospitalier qu'en apparence.

Chasseurs, fétichistes, les Lobis ont vu — Peaux-Rouges d'ici — leurs terrains de chasse devenir une réserve : la réserve du parc national de la Comé. L'un de ses premiers directeurs, Raphaël Mazza, voulut en 1959 leur faire trop tôt, et trop vite, observer la loi nouvelle. Une plaque, à l'entrée du parc, rappelle aujourd'hui sa mort. Les Lobis se soucient peu des autres et des lois venues de la mer, d'Abidjan, de cette côte dont ils n'attendent que les coquillages, les coris, la monnaie de l'endroit que les touristes emportent sous forme de colliers.

Quand ce ne sont les paniers aux angles arrondis que les Lobis — amies qu'on s'intéresse de si près à des objets utilitaires — vient de leur contenu, graines, sel gemme, tabac. L'utile appa-

rait beau à qui vient de loin Acheter — à ses risques et périls — n'est-ce pas aussi une manière de s'attacher ? Pour compenser ce qui échappe à l'argent : le matin dans la réserve où l'on ne voit qu'un fur et à mesure que l'œil s'aiguisait, quand d'un coup tout bascule, point d'orgue, de la nuit au jour, du frais au torride...

RIDEAUX VOILAGES Marcel SELGER Maître Artisan Tapissier, 1, Impasse Druinot Paris-12 628.35.30

Si notre calendrier vous convient, Jet Tours Charters vous offre Paris-Montréal-Paris pour 1450 F*

Table with 4 columns: DATE LIMITE DE RÉSERVATION, DATE DE DÉPART, DATE DE RETOUR, PRIX ALLER ET RETOUR. Rows include dates from 25 Mars to 4 Août with corresponding flight dates and prices.

* Ou bien New York pour 1600F, Los Angeles pour 2600F et Mexico avec 2 nuits à l'hôtel pour 2650F. Demandez notre calendrier et la brochure spéciale à votre Agent de voyages.

Si vous restez dans le cadre de ce calendrier, en réservant au plus tard 60 jours à l'avance, vous bénéficiez d'un tarif exceptionnel pour votre voyage, à Montréal (de 16 à 67 jours). Nous vous demandons tout simplement de verser 25% au

moment de votre réservation et le solde 30 jours avant le départ. Si vous le désirez, nous vous proposerons également des séjours, sur place, dans les meilleurs hôtels. Et n'oubliez pas que vous partez dans des conditions idéales,

à bord de Boeing d'Air France. Pour avoir des renseignements plus détaillés et pour réserver, consultez votre Agent de voyages.

Jet tours Charters

Seuls agents dans le Québec: Réservation: MAPA, Vol: Air France, avec réservation à l'avance.

Large advertisement on the right side of the page featuring 'Cartes de la table', 'Le grand cage', and 'Jetours Charters' with various logos and promotional text.

A SAINT-ÉTIENNE

NOUVEAU FACTURE DE FOOTBALLEUR

Article detailing the financial situation of Saint-Etienne's football club, mentioning a new invoice and financial challenges.

Plaisirs de la table

Cartes de la Côte

MELER agréable à l'utile, pourquoi pas? Je compte courir la Côte d'Azur, afin de faire le point et de préparer vos vacances d'été.

aussi d'admirables fromages du terroir: épaves, choucroute, saumons, surpris, heureusement les autochtones. De telles manifestations sont heureuses et devraient même être amplifiées.

La bouillabaisse en gelée. Il convient de le dire, l'Hôtel de Paris est le dernier palace digne de ce nom sur la Côte, tel, on est sûr chose: d'un numéro anonyme en proie aux gadgets hôteliers qui ne marchent jamais.

Un haut lieu. Mais avez il me fallait redécouvrir la Bourgogne à La Brague (tel. 34-03-65), et reprise depuis un an à peine par M. Rostang qui s'illustre à Sassenage. Il y a, dans ce décor que l'on connaît (à deux pas des dauphins savants du Marineland qu'il faut aller applaudir) un personnel

Jeunes

Les parents tranquilles

« Il est impensable que les parents soient pénalisés parce qu'ils ont des enfants... C'est pour cette raison que Silvia Montfort a eu l'initiative d'installer au Nouveau Carré (5, rue Papin, Paris-3^e) un atelier de dessin, animé par des étudiants des Beaux-Arts, qui reçoit le mardi et le samedi soir les enfants des spectateurs pour la somme de 4 francs.

Une « nigouise » grandiose...

A part cela, Nice reste la ville affairée, souriante, vivante, que l'on sait. Si le restaurant de l'Hôtel Méridien et son chef, M. Brazier, sont honorables et très beaux, le nouveau Casino Rivié (Promenade des Anglaises) en préférera retrouver les canards à l'orange, aux pêches, aux olives, aux navets, aux petits pois, en frittée au beurre, du Périgord (7, avenue Clemenceau, tél. : 88-79-23) et son paisible petit jardin d'été.

MIETTES

La Foire aux vins d'Anjou, qui vient de se tenir à Angers, a baptisé le premier des rosés de Loire (nouvelle appellation). Comme au temps jadis, des gâteaux ont descendu du fleuve depuis Saumur, recueillant les barriques de la récolte, et furent accueillies à Angers par la Contrée des Saovins.

Cagnes, Cannes Théoule et Antibes

L'Auberge du Moulin (84, avenue de Nioz, à Cros-de-Cagnes, tél. : 31-01-64), en bord de la nationale 7, a été reprise par les Wolff. Il y a un menu à 30 F service compris, et une carte assez variée qui n'oublie point le foie gras, mais y ajoute l'onglet aux échalotes et aux pâtes fraîches 20 F, le lapin à l'estragon aux tagliatelles 20 F, la lotte au poivre vert, le toup au curry, etc.

BARCELONA

Des assiettes « chitrées » de falence et de porcelaine, de merveilleuses assiettes anglaises, du très beau Limoges... Chez P. Nicolas (27, rue Marbeuf, Tél. : 869-72-80)

BIEN LIRE...

A partir de trois ans. TROIS PETITS OISEAUX. Otto Maier, Nathan, 16.50 F. Un album en carton fort, aux coins arrondis, très adapté aux manipulations des jeunes enfants. Il offre une histoire bien rythmée, une sorte de jeu avec des éléments connus — le jardin, la maison, l'arbre — qui passe du général au particulier avec une lenteur bien étudiée.

re calendrier... vous offre Montréal-Paris sur 1450 F.*

Table with columns for dates and prices, listing various travel packages or services.

LE PETIT ZINC. FRETIS DE MER, POISSONS FRAIS, VINS DE PROVENCE. LE FURSTENBERG. André FURSTENBERG, 23, rue de Valenciennes, Paris 6.

MARIO. Restaurant Italien. 23, rue de Valenciennes, Paris 6.

HONG-YUAN. Restaurant Chinois. 4, rue Brémontier, 17^e. Tél. 12-82. Ouv. 11h.

PIERRE. A la Fontaine Gallon. Grande cuisine de tradition française (17^e, épirotches). OPE. 81-84 - PLACE GALLON Paris 10^e.

Le Chalut. 84, boulevard des Capucines. Spécialités Maritimes. SALLE CIGARIERS. Ouv. mardi, fermé dim. et lundi.

LE CORSAIRE. LE RESTAURANT DU XVI^e. Menu unique à 40 F (SERVICE COMPRIS). Une formule qui vous enchante. FERMÉ LE SAMEDI.

le grand café. le réputé Restaurant de l'Opéra. OUVERT JOUR ET NUIT. Service constant 24 heures sur 24. Saint-Jacques au Whisky. Pavé au Roquefort. 4, bd des Capucines (073-47-45). Parties Paramont à 30 m.

BRASSERIE 1925. ATERMINUS NORD - 224-48-72. Tél. de 11 H à 23 H. 23, rue de Valenciennes, 10^e. Son band'ou huitres. FRIE GRAS AU BIESLIME... 17 F. JAMBET DE PORE-FORME... 13 F. CHAMOISOTTE PAYSANNE... 12 F. FOIE GRAS FRAIS A EMPORTER.

Au PIED de COCHON. Le fameux RESTAURANT des Halles. OUVERT JOUR ET NUIT. 8, rue Coquillière, Paris (1^{er}). 225-11-75.

Dessirier. MÂTRE-ÉCARTIER RESTAURATEUR. 9, place Perette, Paris 17^e - 754-74-14.

MARI-JURIN-JURILLET-AROUT. AU COLISEE. tous les mois sont en "R". JEAN MINCHELLI (LE DUC). met, toute l'année, son expérience au service de la carte fruits de mer crustacés - coquillages - poissons. LE COLISEE. 44, CHAMPS-ÉLYSÉES. tous les jours, jusqu'à 2 heures du matin. RESERVATION 225.44.50.

chez soi, au restaurant pour la cuisine & la table. la porcelaine dure française FRANCE. PILLIVUYT.

JEAN PIERRE SA FORMULE. 12 HOURS D'OUVERTURE ET AU CHOUX. 12 PLATS GARNIS. 19 F.

Alsace. Dans un cadre typiquement Alsacien! ses spécialités: sa choucroute ou champagne très sucrée, sa tarte à l'iglemon sa grande omelette de poissons une cuisine classique ses desserts les tartes maison les coupes de glaces. Cuisine ROSENBLATT chef de cuisine. DEJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS. 4, Rue Taine (12^e) 043 21 80, Ft. Lauda.

au petit salé. 4, Avenue Quinon 94160 ST-MANDE. METRO: ST-MANDE-TOURELLES. Tél.: 328.36.44 (Réservation). Ouvert midi et soir. Fermeture samedi et dimanche. Fermeture annuelle: en Août. au bœuf gros-sel. 70, Rue du Volga 75020 PARIS. METRO: PORTE DE MONTREUIL. Tél.: 343.96.58 (Réservation). Ouvert midi et soir. Fermeture samedi et dimanche. Fermeture annuelle: début Juillet à début Septembre.

سكنا من الأصيل

صك:امتن الأهل

CLIN D'ŒIL

Des lits à dormir debout

Un être humain normal et en bonne santé passe au moins un quart de sa vie dans son lit. Les paresseux et les courtisanes peuvent même y rester un tiers de leur temps. C'est dire que le séjour devrait être confortable. On pouvait déplorer, jusqu'à ces derniers mois, que ce meuble indispensable n'ait pas bénéficié de la part des chercheurs et des techniciens d'autant de soin et d'autant d'imagination que les éléments de cuisines ou d'automobile, par exemple.

Mis à part l'introduction de ressorts — qui, souvent, deviennent perdus avec l'âge — dans le matelas, ou l'adjonction de mécanismes élastifiés propres à susciter à la commande des inclinaisons variables, on doit aussi bécotter au temps de la fusée interplanétaire qu'à l'époque de Casanova.

Fort heureusement, un fabricant lyonnais a mis au point un lit qui mérite qu'on s'y étende. Baptisé « Byzance » — ce qui résume une éthique séduisante applicable aussi bien au repos du guerrier qu'à celui du bourgeois — ce lit conserve des dimensions acceptables du point de vue domestique. Avec une surface utile de 2 m sur 1,60 m, il apparaît plus logeable dans une chambre que ces stades ronds ou ovales proposés par les designers soucieux d'une originalité à dormir debout.

Le lit se compose essentiellement d'un bac rectangulaire aux angles arrondis, gainé de skaï isorene en néo-dalim et pourvu, sur le pourtour, d'une sorte de chemin de ronde en bois stratifié propre à recevoir des éléments de toutes sortes. On y a ménagé des vide-poches, des porte-revues, des condriers (aux quatre coins) et des surfaces permettant d'y poser un grille-toasts, les couvertures du petit déjeuner, voire un réfrigérateur miniature, des livres et tout ce que l'on souhaite avoir à portée de main quand on se réveille.

A la tête du lit, un « bastingage » chromé sert de glissière à des spots orientables et contribue à l'ensemble d'une silhouette de canot de luxe. Des appuie-tête escamotables (et à crémallière) permettant de lire confortablement, un récepteur radio stéréophonique est incorporé au centre du dossier. Il est équipé d'une antenne télescopique qui peut éventuellement prétendre à la fonction de mât de misaine et recevoir, sinon une voile, du moins des pavillons de signalisation du genre « do not disturb » ou de celui, à carrés rouges et blancs, qui signifié dans le code maritime « vous courez vers un danger ».

Au pied du lit, un plateau pivotant supporte un récepteur de télévision commandé à distance. Avec un tel lit on conçoit qu'il doit être agréable de s'embarquer pour Cythère, sans quitter le neuvième arrondissement, en choisissant ses escalas culturelles dans la bibliothèque du bord.

« Un lit nous voit naître et nous voit mourir », disait Xavier de Maistre dans Voyage autour de ma chambre. Et ajoutait : « C'est le théâtre variable où le genre humain joue tour à tour des drames intéressants, des farces risibles et des tragédies épouvantables ; c'est un berceau garni de fleurs ; c'est le trône de l'amour ; c'est un sépulchre ! »

Confirmée par un auteur aussi respectable, l'importance du lit mérite qu'on y sacrifie beaucoup. A ce propos, le modèle « Byzance », dont nous venons de donner les caractéristiques, coûte la bagatelle de 16 102 francs (avec matelas, tout de même).

Si le malheur de l'homme vient de ce qu'il ne sait pas rester dans sa chambre, un pareil lit encourage à suivre le conseil du poète : « Pour vivre heureux vivons couchés... »

MAURICE DENUZIÈRE.

Mode

Pour quelques années de moins

Au moment où, avec la retraite anticipée, la réalité du troisième âge commence à frapper bon nombre de gens qui pensaient avoir tout le temps de s'y préparer, le livre de Micheline Sandrel « Chag sans de moins l'un prochain » (1) traite le problème avec beaucoup de tact et de doigté, mais sans craindre le coup de patte bien envoyé quand le besoin s'en fait sentir.

Tout en maniant l'ironie avec gentillesse, elle invite ses lecteurs hommes et femmes à se voir tels qu'ils sont, et comme les chercheurs d'« eau de Jouvence » sont au moins aussi nombreux que ceux de la « pierre philosophale », leur propose de se débarrasser du superflu tant en idées, qu'en attitudes de l'esprit, voire dans la façon de s'habiller.

Micheline Sandrel nous invite à partager sa joie de vivre qui ne va pas sans une réelle galeté de cœur. Pour elle, la « jeunesse continue » se travaille et se mérite ; du sourire à la démarche, de la robe au du costume choisis avec justesse selon sa silhouette, certes, mais avec optimisme. Sa « table systématique » comprend autant de programmes pour ceux qui vont avoir enfin le temps de s'occuper d'eux-mêmes, sans rompre pour autant liens et contacts avec les amis et les proches, anciens et nouveaux.

Sur le plan pratique, elle ne néglige aucun atout : régime, mais en silence, sommeil et frein sur l'alcôve ; sports qui activent la circulation et redressent la colonne vertébrale comme la natation et la bicyclette, sans oublier le secret de Ninon de Lenclos et la leçon de mademoiselle Chanel. Elle suggère d'acheter un jeune

chien, dont l'affection et le besoin d'exercice ne pourront avoir que des effets bénéfiques sur ses maîtresses ou... son maître.

Isis Lamy, responsable pendant quinze ans de la mode à l'O.R.T.F., publie chez Grasset (2), dans la collection « E.L.P. » des guides pratiques, avec des conseils pleins de bon sens vestimentaire, s'adressant à tous les âges, à toutes les tailles et à tous les budgets, avec, en guise de conclusion, un bon lexique du « jargon de la mode ».

Parmi les nouveaux instituts de soin, celui de l'Hôtel Sofitel de Paris (2, rue Grognon, Paris-19^e), réunit, enfin, un vingt-deuxième étage, les trois éléments de la mise en forme : une salle de gymnastique bien équipée et silencieuse, un sauna efficace, avec une vraie salle de repos et la piscine, dont le toit s'ouvrira aux beaux jours. Le tout est dirigé par un maître-nageur.

Ouvert de 12 heures à 20 heures en semaine et jusqu'à 22 heures en week-end ; séance de sauna : 25 F ; piscine : 10 F.

Commentant les relations des consommateurs aux producteurs dans le domaine de la beauté, François Dalle, président-directeur général de l'Oréal, nous a appris qu'en matière de colorations, les femmes — et maintenant les hommes — cherchent surtout à « couvrir » les cheveux blancs qui commencent à apparaître avant la trentaine. Il annonce des gammes spécifiques plus utiles et efficaces, dont des produits solaires de protection et même la création d'une crème contre le vieillissement à laquelle les chercheurs de la maison travaillent depuis... 1943.

C & A : Ensemble confortable en jersey de polyester lavable à la main sans manchettes en écossais, repris sur le col, les poignets et les jambes. Existe jusqu'à 45 (165 F) en vert amaranthe ou marron et blanc, ainsi qu'en camaïeu de bleu. (A Maine-Montparnasse ; 124, rue de Rivoli ; Vélizy 2 ; Rosny 2 et Créteil.)

Les accessoires comprennent : BERTHE RAMBOURG : Chrysanthème de soie marine, à partir de 20 F. (12, rue Montigny.)

LANCHEL : Sac à main se transformant en pochette dans une housse souple, existant en marine, rouille et naturel. (150 F, place de l'Opéra ; rue-point des Champs-Élysées et aux Boutiques de Paris, Centre international des congrès à la porte Maillot.)

CHARLES JOURDAN : Chaussures à talon compensé en chevron marine ou merisier, avec dessous à bride en toile écarlate. (290 F, dans toutes les boutiques de la marque.)

Lançant une gamme très bien conçue alliant un étiquetage simple et utile avec l'élégance de présentation qu'on y est en droit d'attendre, Chanel offre vingt-sept produits de soins et de maquillage. Chaque crème, lait ou tonique, se dédouble, les fonds de teint suggèrent le soleil, enfin, le maquillage des yeux en demi-teintes adoucit et approfondit le regard.

Autres événements en parfumerie pour le printemps : la sortie de « Chloé », le premier parfum du



(Craquets de Marçq.)

modéliste Karl Lagerfeld, produit et distribué par le groupe Elisabeth Arden. Deux fleurs et féminines, il s'apparente aux senteurs d'été dans un merveilleux flacon arrondi, au bouchon formé de deux lys en verre satiné.

Il manquait une « Eau » à Yves Saint-Laurent. La lacune désormais comblée, Givenchy, pour sa part, annonce une nouvelle série masculine : « Givenchy Gentleman ».

NATHALIE MONT-SERVAN.

(1) La Pensée moderne, 190 pages. (2) E.L.P., 95 pages.

Photo-cinéma

Il ne leur manquait plus que la parole...

L'ANCIEN Y a six mois, au début de la crise économique, le cinéma amateur (1) prend un mauvais départ.

Trois marques avaient mis sur le marché des caméras sonores : Beaulieu, Chinon et Kodak. Aucune autre société n'a encore suivi. Ce n'est pas un hasard : les ventes restent médiocres, très probablement à cause de la conjoncture économique. Comme aucun progrès véritable n'est attendu d'ici à la fin de l'année, il est probable que les caméras sonores annoncées en octobre dernier, au Salon de la Photo-kina, ne seront pas commercialisées avant plusieurs mois.

Aussi, les amateurs qui veulent s'équiper pour faire du cinéma sonore direct n'ont le choix qu'entre la caméra Beaulieu 5008 S, les deux Kodak Ektasound (130 et 140) et les trois Chinon Direct Sound (225-K2, 605 et 805). Qu'on se rassure : c'est un éventail déjà très large allant de modèles simples et assez bon marché (la Kodak Ektasound 130 vaut 1 300 F environ) aux modèles très sophistiqués et très coûteux (Beaulieu 5008-S : près de 8 000 F). Les caméras qui avaient été annoncées pour 1975 avaient été annoncées pour 1975 et qu'on ne verra probablement pas tout de suite de suite de suite, tant au point de vue du prix que des performances.

Quels résultats peut-on espérer avec le cinéma sonore ? La qualité de l'image n'est ni meilleure ni plus mauvaise que le super-8 en cassette : le film sonore, comme le film muet, est conditionné en chargeurs contenant 15 mètres de pellicule. Une caméra de prix modéré comme la Kodak 130, que nous avons essayée, donne des images convenables en gros plans et plans rapprochés. Mais le piqué est médiocre dès qu'on filme d'un peu loin des plans moyens. A l'opposé, la Beaulieu 5008-S, équipée d'un excellent et très puissant zoom Angénieux, donne des images d'une définition et d'un contraste élevés. Les qualités optiques du zoom permettraient vraisemblablement des performances que la pellicule n'autorise pas.

Pour ce qui concerne le son, les difficultés étaient nombreuses. L'enregistrement se fait au moyen d'une tête magnétique incorporée à la caméra sur une piste magnétique couchée le long du côté

non perforé de la pellicule. Le chargeur sonore est un peu plus long que le chargeur pour film muet. Cela a permis de dénicher un espace dans lequel la tête magnétique vient se placer lorsqu'on glisse la pellicule dans le boîtier. Le film, après avoir circulé derrière la fenêtre d'exposition avec un mouvement saccadé, doit passer sur la tête magnétique à un défilement rigoureux et sans à-coups. Cette condition indispensable pour une reproduction fidèle du son. Dans une caméra super-8, la place est limitée et aucun système de régulation lourd, par volant, ne peut être incorporé. Cela rend très difficile la réalisation d'un système permettant un défilement constant.

Les essais que nous avons faits (Ektasound 130) nous ont montré qu'avec un peu d'expérience il est possible d'obtenir une qualité sonore acceptable. Il ne faut pas pourtant être exigeant : un « pleu-

CHANTS D'OISEAUX

La critique la plus importante faite au super-8 sonore direct est l'impossibilité de faire un véritable montage du film. En cinéma d'amateur, c'est la pellicule utilisée à la prise de vues qui est projetée. Il n'existe aucun stade intermédiaire de tirage de copies de travail et de projection. Le montage doit donc se faire sur le film original. Lorsqu'on coupe une image, on ne coupe jamais la son correspondante : un découpage égal à dix-huit images (une seconde de projection) existe entre image et son.

Ce découpage ne peut pas être éliminé car il correspond à la longueur de film nécessaire entre la fenêtre image et la tête magnétique (de la caméra comme du projecteur) pour transformer le défilement saccadé en défilement continu.

Les amateurs très expérimentés peuvent utiliser un matériel coûteux de montage, de sonorisation et de synchronisation pour « replacer » la bande sonore sur magnétophone, opérer le montage du film et y reporter à nouveau la son. C'est une technique de montage qui n'est pas à la

portée de tout le monde. La plupart des cinéastes amateurs doivent se contenter d'actes de prise de son qui permettent ensuite des montages sonores :

Est-ce à dire qu'une très bonne qualité sonore est impossible en cinéma super-8 ? La caméra 5008 S construite par Beaulieu prouve que non. Nous avons visionné des films tournés avec une 5008 S et un micro de qualité : la fidélité était remarquable, tout à fait comparable à celle procurée par un bon magnétophone. Ce résultat a été obtenu grâce à une tête magnétique haute fidélité et à une régularisation électronique du moteur d'entraînement du cabestan. Cette régularisation évite presque tout pleurage. Inconvénient : la 5008 S est la caméra super-8 la plus chère du monde (8 000 francs environ).

Ecouter les bruits

Quel que soit le modèle de caméra utilisé, la qualité sonore dépend beaucoup aussi des conditions de la prise de son. Le

micro — relié à la caméra par un fil souple — doit être de bonne qualité. S'il ne transmet pas fidèlement le son capté, la reproduction ne pourra évidemment pas être bonne. Or, actuellement, les micros super-8 sont de qualité médiocre et « directionnelle ». Il faut choisir un modèle « directionnel » et « omnidirectionnel ». Cela permet d'éliminer à peu près complètement les bruits qui se produisent sur les côtés de l'opérateur, avantage important lorsqu'on tourne en extérieur. Seul inconvénient du micro directionnel : il doit être orienté constamment vers la source sonore, et donc la suivre si elle se déplace.

A la prise de vues, il faut se méfier du roulement de la caméra. Le micro doit être éloigné d'au moins 1 mètre. Il est donc préférable de le couvrir à un assistant. Des essais permettent de vérifier si les réglages d'enregistrement sont corrects : un son de mauvaise qualité rend l'image filmée inutilisable sauf pour une projection... muette. Une conversation n'est bien enregistrée que si le micro est à 30 ou 50 centimètres de la bouche et que à 20 centimètres en extérieur. « Il y a des bruits d'ambiance. Les « acteurs » ne doivent surtout pas parler en même temps, car leur conversation serait inintelligible à la projection. Il doit aussi faire très attention de ne produire aucun bruit dans le voisinage immédiat du micro.

D'une façon générale, la qualité d'une bande sonore dépend de l'absence de bruits parasites. Lorsqu'il s'en produit (passage d'un avion, aboiement de chien, vent), mieux vaut ne pas filmer. Le cinéaste doit toujours faire très attention aux bruits environnants qui ne doivent pas être enregistrés. Ce qui n'est pas si facile qu'on croit et demande un certain entraînement. Habituez-vous à vivre dans un monde bruyant, nous n'entendons pas consciemment tous les bruits. Il faut apprendre à écouter... »

ROGER BELLONE.

(1) Il s'agit, dans cet article, de cinéma en super-8 avec prise de son directe, c'est-à-dire au moment même du tournage. L'avantage de cette nouvelle formule est de synchroniser l'image et son sans montage ultérieur.

Maison

Casseroles au feu

CUISINE au gaz ou à l'électricité, chacune a ses adeptes. Dans tous les cas, les récipients employés influent sur la réussite de la cuisson. Si leurs qualités diffèrent selon les matériaux utilisés, on peut toutefois les résumer comme suit : absorber facilement la chaleur et la diffuser régulièrement pour cuire les aliments sans points de surchauffe ; être solide mais assez léger pour se manier sans fatigue ; la surface doit être lisse et facile à laver (en machine comme à la main) et la forme assez belle pour figurer, éventuellement, sur la table des repas.

● L'ALUMINIUM est le métal le plus employé pour les casseroles à l'eau. Pour les casseroles, les fait-tout. En alliage avec d'autres métaux plus rigides, il comble une bonne conduction de la chaleur à une assez bonne résistance. Les casseroles les plus usuelles ont 14, 18 et 20 centimètres de diamètre.

● LA TOLE D'ACIER est un bon conducteur thermique, et les poêles d'antan sont de nouveaux modèles de roulier. La tête d'acier émaillée en revanche s'entretient sans difficulté, mais l'émailage diminue la conductibilité du matériau et peut créer des points d'adhérence. Sur une nouvelle série de casseroles et de fait-tout, les fonds chargés de poudre de cuivre assurent une meilleure répartition de la chaleur (« l'oiseau » Japy, de 55 à 135 F.).

● LA FONTE emmagasine la chaleur et la conserve longtemps ; les cocottes de fonte font les bons mijotages. Émaillées, elles gardent leurs qualités, s'entretiennent facilement et peuvent être apportées sur la table. De nouvelles couleurs — bleu turquoise et vert cédre — complètent la palette des cocottes « Mima » Le Creuset, qui valent de 40 à 115 F.

● L'ACIER INOXYDABLE, au brillant inaltérable, s'échauffe lentement et peut créer des points de surchauffe. Pour y remédier, les fabricants prévoient des fonds renforcés (Equip Inox) ou ensermant une plaque de cuivre (Lélang et Rémy ; Cuisinox, Japy) qui diffusent uniformément la chaleur. Ces fonds très plats conviennent aux plaques électriques et aux tables de cuisson en vitro-céramique. Les casseroles en

inox coûtent entre 32 et 90 F environ selon leurs dimensions. Faciles à entretenir en machine, on les choisira avec manches en matière résistante au lave-vaisselle ou amovibles, pour prendre le minimum de place.

● LES RÉCIPIENTS À REVÊTEMENT ANTI-ADHÉSIF permettent d'économiser les matières grasses et se nettoient aisément. Une nouvelle gamme de casseroles, poêles, sauteuses et cocottes est garnie d'un revêtement P.T.F.E. plus résistant et qui se raye moins facilement qu'auparavant (« 4 étoiles » Tefal, de 27 à 58 F.). Autre technique avec des récipients en aluminium épais dont l'intérieur est en céramique, très solide à l'abrasion. Si l'anti-adhésion est un peu moins parfaite qu'avec le Téflon, les ustensiles gardent un aspect clair et brillant, sans risque d'altération (« Ceramic » Struvim).

Pour avoir des ustensiles de cuisine adaptés aux multiples usages, il est préférable de combiner des récipients de différents matériaux plutôt que d'acheter une série de casseroles, ou toute une batterie, uniformes.

JANY AUJAME.

PIERRES

UN CENTRE D'EXPOSITION SUR LA PIERRE NATURELLE vient d'être créé par la société E.L.P., spécialisée dans l'exploitation et la commercialisation des pierres de toute nature. Cette exposition permanente reconstruite, sur 400 mètres carrés et en utilisant une quarantaine de revêtements, des aménagements intérieurs (salons, salles de bains) et extérieurs (jardins, terrasses, bassins). Un service de conseils guide le public dans le choix et dans l'utilisation des diverses pierres, du grès au marbre et à l'ardoise. (78, rue Louis-Blanc, 92040 Courbevoie ; le jeudi, nocturne jusqu'à 21 h.)

LOUEZ votre fourrure DE HAUTE QUALITÉ MODÈLE COUTURE de 50 F à 450 F. Vente modèces création BELZ 47, rue d'Enghien PARIS (10^e) — Téléphone : 824-52-68

Advertisement for URG07 featuring a woman in a dress and the text 'dans la coulisse' and 'URG07 pas la ou ca fait mal'.

de moins



de moins... (Text describing the illustration and related content)

de moins... (Continuation of text)

Mais

Casseroles au feu

Casseroles au feu... (Text about cooking or related topics)

Casseroles au feu... (Continuation of text)

PIERRES

PIERRES... (Text about stones or related topics)

Hippisme

Match dans la coulisse

ALLONS! Azuro, Russe et Les Aloués ont bien travaillé pour la race chevaline. Il y avait longtemps que le tiercé gagnait au ras du sol, dans des zones de rapport de 1000 F pour 3 F, où, certes, l'habitude aidant, on continuait de le suivre, mais sans enthousiasme.

Voilà que, d'un bond à sauter à la fois la rivière, le « rail-ditch » et le « mur », Azuro, Russe et Les Aloués le passent vers un sommet jamais atteint: 102 172 F pour 3 F, voilà d'une traite Lyonnais, vaguement turbide du dimanche, visitée par un rêve prémonitoire, encaisse 2 millions de francs nouveaux pour 6000 anciens.

Merveilleux agents de publicité, Azuro, Russe et Les Aloués ont de moindres mérites au plan strictement hippique. D'abord, d'une Terre les a beaucoup aidés. Est-ce parce qu'il appartient à Louis Ledrich? Ce cheval a un sens particulier de la course en accordéon. Dimanche, on l'a vu se précipiter en tête puis kilomètre, devant le « rail-ditch ».

Elle paie son plaisir d'élever des pur-sang d'un labeur sans répit qui la voit, comme un homme de peine, engranger les voitures de foire, glouer les clôtures, silonner les routes au moment de la saison de monte.

SEVRES 33 PULL-OVERS DEMARQUES ENSECOND CHOIX 33 rue de Sévres 177. 66.73

URGO7 ne colle pas là où ça fait mal. Pansement adhésif hypoallergénique. Vendu exclusivement en pharmacies.

Echecs

JEU POSITIONNEL

(Tournoi International de Tallin, 1973.) Blancs: B. SPASSKY Noirs: I. NEY GAMBIT - D. Défense slave.

N° 600 bis (Tournoi de Novi-Sad, mars 1975.) Blancs: S. GIKORIC Noirs: D. RAKOVITICH Défense hollandaise.

NOTES: a) Après le plan de Leher (5... Ca8), e... m... le dans la partie Spassky-Port (n° 591), et le système technique usuel (5... F13) de la par-

Jeux

ETUDE

S.M. BIRNOV (1950) Chessboard diagram with annotations.

BLANCS (5): Rd7, T6, F6, C6 et h1. NOIRS (5): Re1, Fc2, Cd1 et h7, F12. Les Blancs jouent et gagnent.

Bridge

Quand on a besoin de savoir, pour jouer 3 SA, si le partenaire détient une garde ou même une demi-garde dans la couleur adverse, on annonce cette couleur. Mais ce qui est une sorte de question posée au partenaire, ne doit pas être confondu avec les cas où l'on fait un « petit levé », par exemple, pour contrôler la couleur lorsque l'on recherche le chelem.

Bridge hand analysis with card symbols and scores.

Le trophée du roi

Ouest ayant entamé le 10 de trèfle, comment Belladonna, en Sud, a-t-elle joué pour faire une levée de mieux au contrat de TROIS SANS ATOUT quelle que soit la défense?

Bridge hand analysis with card symbols and scores.

Philatélie

FRANCE: Président Georges Pompidou. Le timbre-poste consacré au président Georges Pompidou, dont l'émission générale est fixée au 3 avril, a été dessinée et gravée par Pierre Gandon.

PHILATÉLIE PARIS 1975 stamp advertisement with images of stamps.

PHILATÉLIE PARIS 1975 stamp advertisement with images of stamps.

Quatre-vingts donnes

Des extraits des deux derniers livres de la championne du monde, l'Anglaise Riki Markus, viennent d'être traduits par J.-P. Meyer et publiés par Fayard sous le titre Comment annoncer, jouer et gagner quatre-vingts donnes exceptionnelles. L'ouvrage, de 172 pages, est à la fois vivant et instructif.

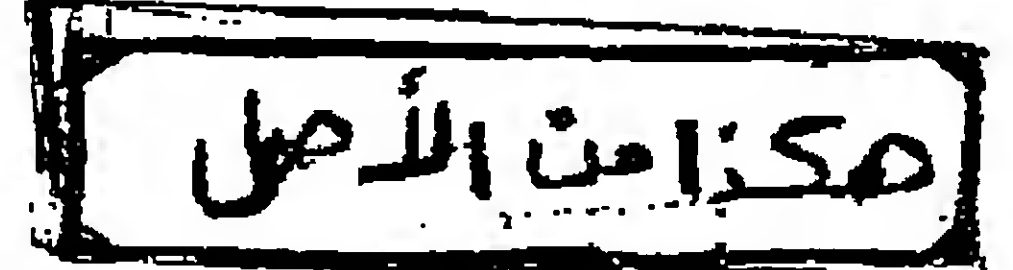
PHILIPPE BRUGNON.

L'INFORMATEUR

L'INFORMATEUR N° 18 est paru au prix de 42 francs (18 francs de port pour envoi recommandé) LIBRAIRIE SAINT-GERMAIN 140, boulevard Saint-Germain 75006 PARIS - Tél.: 320-90-24

TRECA EPEDA SIMMONS

Les 3 grands noms de la literie présentent leur gamme complète chez: CAPELOU DISTRIBUTEUR EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE 37, av. de la République PARIS XI - Tél. 357.46.35 + Métro PARENTIER

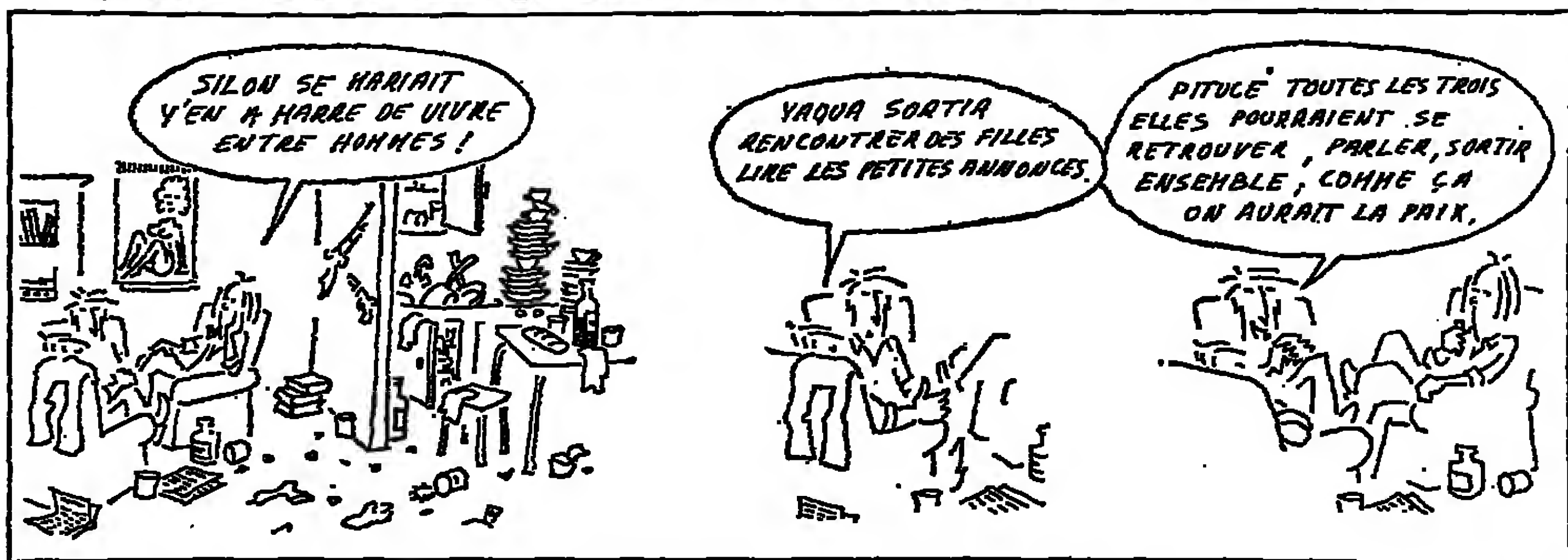


صكيات الامم

AUJOURD'HUI

SILON, YAQUA et PITUCÉ

DE GUY BÉART
DESSINS DE KONK



SILON SE HÂTTE
D'EN FAIRE DE L'UN
ENTRE HANNE!

YAQUA SORTIT
RENCONTRE DES FILLES
LIRE LES PETITES ANNONCES.

PITUCÉ TOUTES LES TRIS
ELLES POURRAIENT SE
RETROUVER, PARLER, SORTIR
ENSEMBLE, COMME ÇA
ON AURAIT LA PAIX.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 28 mars à 9 heures et le samedi 29 mars à 24 heures :

La majeure partie de la France restera sous l'influence d'un courant assez froid et instable, de secteur nord, dirigé par la zone de basses pressions d'Europe centrale. Les perturbations atlantiques de l'ouest du Pas de Calais se déplacent vers la Méditerranée et l'Afrique du Nord. Leur bordure septentrionale pourra affecter nos régions les plus méridionales.

Dans la journée, le temps sera très variable avec des passages nuageux parfois accompagnés de giboulées. Ces dernières seront surtout localisées près de la Manche et sur le Nord, ainsi que sur les versants montagneux exposés au nord. Le début de la matinée sera surtout brumeux du Bassin aquitain au Centre-Est.

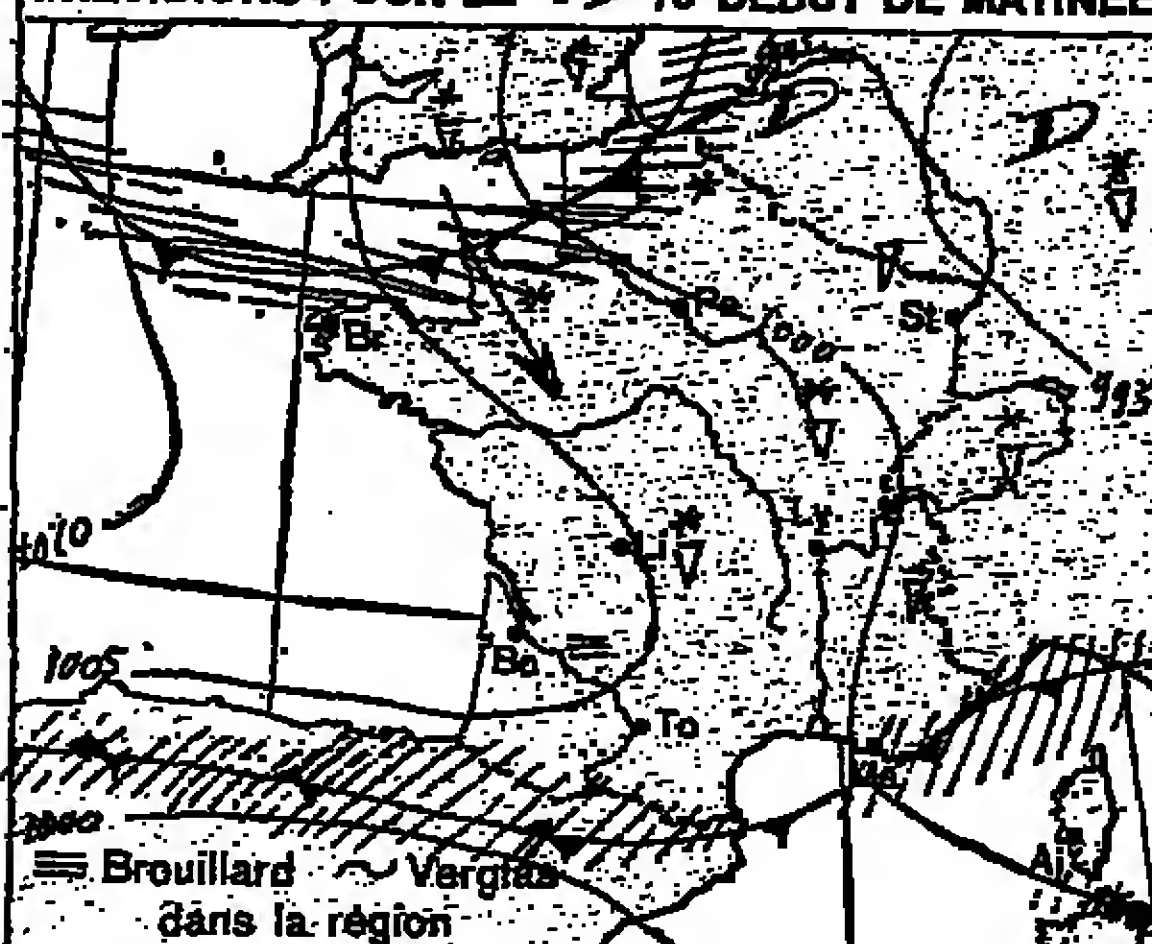
Vendredi 28 mars, à 9 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 996,9 millibars, soit 747,7 millibars de mercure.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 4 et 0 degrés; Athènes, 15 et 10; Bonn, 6 et 1; Bruxelles, 2 et 0; Le Caire, 22 et 13; Haïphong, 29 et 23; Copenhague, 5 et -2; Genève, 11 et 8; Lisbonne, 18 et 10; Londres, 3 et -1; Madrid, 17 et 6; Moscou, 4 et 0; New-York, 3 et -2; Palma-de-Majorque, 17 et 5; Rome, 15 et 11; Stockholm, 3 et -3; Téhéran, 22 et 13.

SITUATION LE 28-3-75 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 29-3-75 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
— Zone de pluie ou neige ▽ averse ☐ orage → Sens de la marche des fronts
— Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1113

HORIZONTALEMENT

I. N'est pas toujours rose; Sortie condamnée. — II. Lieu... d'absence. Au début de nombreuses fables; Préfixe. — III. On a de quoi être satisfait lorsqu'elle est heureuse; Suivie par des ennues de Sherlock Holmes. Le plus souvent on n'y voit que du bleu. — IV. Terme de civilisation romaine (épée); En Angleterre, ne se conserve que dans les endroits très frais. Deux consonnes; Le rayon d'un dur labour. — V. Résume collectivement un programme basé sur la détente et la détente; Très remarquable. — VI. D'un auxiliaire; Dispa. — VII. Roche; Trouvée au pas de Calais; droit au but, fin-il bon; Symbole chimique. — VIII. Reste fidèle dans l'adversité; Pourvus pour un temps du gîte et du couvert; Préfixe. — IX. File sans se rompre; Marchent, elles aussi, à pas feutrés. — X. La prière de César; Signes conventionnels; Ont force de loi. — XI. Nombre de ses personnages tombent bien souvent, avant que le rideau n'en fasse autant; En Grèce; Pronom. — XII. Fit perdre à son mari une situation exceptionnelle; Forme de savoir; Si elles sont condamnées, elles demeurent interdites. — XIII. Point culminant; Les pleurs de l'aurore; Symbole chimique. — XIV. Leur pureté ne résiste pas à certains croisements; Troubles du sommeil. — XV. L'accord de Rome; A lais de chauds souvenirs à Poullidor et à bien d'autres; Se lit dans les deux sens.

VERTICALEMENT

I. En songeant à eux on serait tenté de dire: «Tel père, tel fils»; Point d'une exécution véritablement massacrée. — 2. Caution; On a souvent du mal à le croire. — 3. Rend de grands services en tant que censur; Une tartine peu substantielle. — 4. Puisant quand il est grand; Monnaie étrangère. — 5. Divise le temps; Recus certaines confidences; Pronom. — 6. Méritent dans leurs tablettes; Démonstratif; S'élève avec des briques. — 7. On y

SOLUTION DU PROBLEME N° 1112

Horizontalement
I. Foucault; II. Aïre; Suer; III. Manes; IV. Tré; V. Né; VI. Long; VII. Le; VIII. Vae; IX. Fromage; X. Aïe; XI. Aïe; XII. Léon; XIII. Aïe; XIV. Aïe; XV. Aïe.
Verticalement
1. Famille; 2. Otarie; 3. Ure; 4. Pies; 5. Ceintures; 6. EE; 7. No; 8. Jar; 9. Ussel; 10. Manie; 11. Lu; 12. Ovale; 13. Déménager; 14. Rangées; 15. Ne.
GUY BROUTY.

Fêtes de Pâques

OFFICES RELIGIEUX

● Pâques à Notre-Dame de Paris. — La messe de la Résurrection sera célébrée le dimanche 30 avril, à 10 heures, par le cardinal Marty, archevêque de Paris. Le cardinal prononcera l'hommage à cette messe et à la messe de 11 h. 30. Programme musical des messes de 10 heures, de 11 h. 30 et de 18 h. 30: Regina coeli, de G. Aichinger; Alleluia, chrétiens chantons, mélodie traditionnelle; Messe, de L. Vierne; Et ex die; Victimae Paschalis, en grégorien; Cantate de Pâques n° 4, de J.-B. Bach; Alleluia du Massé, de G. Haendel; chœur; dans la maîtrise de Notre-Dame et les chœurs de la cathédrale.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 28 mars 1975 :
DES DECRETS
● Modifiant le décret n° 64-806 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets;
● Relatif à l'organisation du service militaire des cheministes de fer.
UN ARRÊTÉ
● Autorisant la mise en service de la brette de reconnaissance de l'aéroplane A-43 à l'aéroport de Satalos.
D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses, du 28 mars, publie un arrêté portant promotion et nomination dans l'ordre du mérite agricole.

Documentation

LES PUBLICATIONS DE LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La Documentation française vient de publier les textes suivants :

- L'INDUSTRIE EN MILIEU RURAL. — Rapport au ministre de l'Industrie et de la recherche du groupe de travail présidé par M. Charvatié, qui fait des propositions pour un développement industriel en milieu rural (N° 2 de la coll. « Etudes de politique industrielle », 312 pages, 35 F.).
- SITES ET DEVELOPPEMENT URBAIN. par J.-M. Avranche, L. Bessière et P. Fidon. — Etude sur les caractères des sites, la morphologie des paysages agraires et urbains, s'appuyant sur des exemples actuels (Un volume, 82 pages, 45 F.).
- LE SUICIDE. — Colloque imaginé par le docteur Charbonneau, directeur général de la santé, sur les données du problème, la prévention du suicide et des statistiques (N° 4 de la coll. « Pour une politique de la santé », 212 pages, 35 F.).
- LES DELIBERATIONS DES COMITES D'ENTREPRISE EN MATIERE DE FORMATION. — Présentation d'une étude effectuée par le secrétariat général de la formation des entreprises, avec données chiffrées. (Une plaquette, 28 pages, 8 F.).

Les principaux textes de la quatrième assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine (janvier 1975), dont la nouvelle Constitution chinoise, sont reproduits dans le numéro 9-10 de Documents d'actualité internationale. 7 F.

* Ces publications sont en vente à la Documentation française, 21, rue de Valenciennes, Paris Cedex 07, Tél. DOORBAN Paris 24226, ou dans toutes les grandes librairies.

Vente par correspondance. — Les commandes doivent être adressées directement à la Documentation française, accompagnées du titre de paiement libellé au nom du régisseur des recettes (C.C.P. Paris 9501-85).

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75245 PARIS Cedex 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.R.
co-COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)
89 F 160 F 222 F 284 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
84 F 273 F 402 F 530 F

ÉTRANGER
par messagerie
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
FAYS-SAS - SUISSE
115 F 210 F 307 F 408 F
2 - TUNISIE
125 F 221 F 337 F 448 F

Par voie aérienne
taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse gratuits ou provisoires (deux semaines au plus), non honorés; sont invités à formuler leur demande au service au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les autres projets en espèces (France).

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Généraliste : Jacques Fauret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

CARNET

Naissances

— Mme André Lévi-Valenti, M. et Mme Charles Storck. Le professeur et Mme Pierre Lévi-Valenti ont le joie d'annoncer l'arrivée de leur fils, Emmanuel-André, né le 28 septembre 1974, 50, boulevard Jules-Vernes, 80 000 Amiens.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès survenu le 28 mars 1975, de Mademoiselle Germaine DANON. Les obsèques ont eu lieu le 25 mars 1975 dans l'intimité.

— On nous prie d'annoncer le décès survenu le 24 mars 1975, de M. le professeur Roger LETAC, professeur à la Faculté de Médecine de Bordeaux II.

— On nous prie d'annoncer le décès survenu le 24 mars 1975, de M. le docteur Roger LETAC, docteur en médecine de Bordeaux, docteur en médecine, agrégé des facultés de médecine, titulaire de la chaire de médecine, le docteur Letac a fait l'essentiel de sa carrière outre-mer, notamment à Madagascar, en Afrique occidentale française, en Extrême-Orient.

— M. et Mme Alan Cole, Auckland (Nouvelle-Zélande). M. et Mme Henri Mossier à Paris. M. et Mme Michel Lloyd, Auckland (Nouvelle-Zélande). M. et Mme Stéphane et Nathalie Mossier, M. et Mme Elie Aghion, à Lausanne.

— M. et Mme Fernand Leprette à Paris. M. et Mme Fernand Aghion à Lausanne. M. et Mme Fernand Aghion à Paris. M. et Mme Fernand Aghion à Paris. Ses neveux et nièces, ont le chagrin de faire part du décès de

Mme Berthe MOSSIER leur mère, grand-mère, sœur, belle-sœur et tante survenue à Lausanne le 28 mars 1975. Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de Mme Serge PÉCHON née Marie-Françoise Jourdain survenue à Senonches (28), le 28 mars, à l'âge de 74 ans.

— M. et Mme Raymond PÉCHON, ses beaux-frères et belles-sœurs, de ses neveux et nièces, cousins et cousines. Famille, 87, rue Victor-Hugo.

Remerciements

— Mme Jean Boisseau, M. et Mme Léon Boisseau, M. et Mme Patrick de Laudenbach et leurs enfants, M. et Mme Jacques Dugos, M. et Mme Raymond Boisseau et leurs enfants, M. et Mme Alain Boisseau et leurs enfants, M. et Mme Jean Dugos et leurs enfants, M. Emmanuel Chanchard. Tout le personnel des Établissements Jean Boisseau, Paris et ailleurs, profondément touchés des marques de sympathie que vous avez bien voulu leur témoigner dans le deuil cruel qui vient de les frapper en la personne de

M. Jean BOISSEAU transporteur décédé accidentellement dans sa clientèle un anse saine, vous exprimant leurs bien sincères remerciements. Trévisac, 24000 Pérignonn.

CHASSE

La lutte contre la rage

UNE CIRCULAIRE DE M. JARROT EST ADRESSÉE AUX PRÉFETS

Des départements (1) sont actuellement contaminés ou menacés par la rage propagée par les renards. Ces animaux sont pratiquement les seuls mammifères sauvages susceptibles de la véhiculer et de la transmettre. M. Jarrot, ministre de la qualité de la vie, a envoyé une circulaire à tous les préfets. Elle spécifie que la seule méthode pour enrayer l'épidémie est de limiter la densité des renards en ramenant leur densité à environ un couple pour cinq cents hectares. Les mesures proposées sont la mise en place dans les départements concernés d'équipes spécialisées et agréées, aidées par les services et personnels chargés de la chasse et de la destruction des animaux nuisibles. Le produit choisi est l'acide cyanhydrique. Les campagnes de limitation (cartographie plus précises des terriers, destruction préventive) doivent être poursuivies pendant plusieurs années dans les départements situés en arrière du front de la rage. Les équipes agréées peuvent solliciter l'aide des lieutenants de louveterie et des présidents de Fédération départementale de chasseurs.

(1) Nord, Pas-de-Calais, Somme, Seine-Maritime, Eure, Seine-et-Marne, Loire, Cher, Nièvre, Saône-et-Loire, Jura et Doubs.

Communications diverses

L'Assemblée générale annuelle des adhérents de l'Association départementale de Paris du Mouvement français pour le Planning familial aura lieu le :

Visites et conférences

SAMEDI 29 MARS

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calais nationale des monuments historiques, 15 heures, 63, rue Saint-Antoine, M. et Mme Denon, premier hall, Mme Lemaire; à An Lorrain, les collections mégalithiques; à 15 h., porte Denon, Mme Oswald; à Travaux et restaurations du quartier des Halles; à 15 h., M. et Mme Maitre de Satory; à Le château de Malsons-Laffite; à 16 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, M. et Mme G. et J. de Satory; à Travaux d'art rural en Ile-de-France.

15 h., M. et Mme Brette-Chaumont; à Le jardin des Brette-Chaumont (L'art pour tous); à 14 h. 45, M. et Mme Brette-Chaumont; à Le Palais-Royal; à Travaux et restaurations du quartier des Halles; à 15 h., M. et Mme Maitre de Satory; à Le château de Malsons-Laffite; à 16 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, M. et Mme G. et J. de Satory; à Travaux d'art rural en Ile-de-France.

15 h., M. et Mme Brette-Chaumont; à Le jardin des Brette-Chaumont (L'art pour tous); à 14 h. 45, M. et Mme Brette-Chaumont; à Le Palais-Royal; à Travaux et restaurations du quartier des Halles; à 15 h., M. et Mme Maitre de Satory; à Le château de Malsons-Laffite; à 16 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, M. et Mme G. et J. de Satory; à Travaux d'art rural en Ile-de-France.

DIMANCHE 30 MARS

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calais nationale des monuments historiques, 15 h., devant l'École militaire, M. et Mme Joffroy; à An Lorrain, les collections mégalithiques; à 15 h., M. et Mme Maitre de Satory; à Le château de Malsons-Laffite; à 16 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, M. et Mme G. et J. de Satory; à Travaux d'art rural en Ile-de-France.

15 h., M. et Mme Brette-Chaumont; à Le jardin des Brette-Chaumont (L'art pour tous); à 14 h. 45, M. et Mme Brette-Chaumont; à Le Palais-Royal; à Travaux et restaurations du quartier des Halles; à 15 h., M. et Mme Maitre de Satory; à Le château de Malsons-Laffite; à 16 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, M. et Mme G. et J. de Satory; à Travaux d'art rural en Ile-de-France.

15 h., M. et Mme Brette-Chaumont; à Le jardin des Brette-Chaumont (L'art pour tous); à 14 h. 45, M. et Mme Brette-Chaumont; à Le Palais-Royal; à Travaux et restaurations du quartier des Halles; à 15 h., M. et Mme Maitre de Satory; à Le château de Malsons-Laffite; à 16 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, M. et Mme G. et J. de Satory; à Travaux d'art rural en Ile-de-France.

Le « Bitter Lemon » de SCHWEPPE.

Dans la tradition de SCHWEPPE.

ARMÉE

DEUX UNITÉS DE L'ARMÉE DE TERRE SERONT DISSOUTES A NICE ET AU HAVRE

Le 22^e bataillon de chasseurs alpins, basé à Nice, et le 71^e régiment d'infanterie, stationné au Havre, seront dissous à compter du 1^{er} juillet prochain.

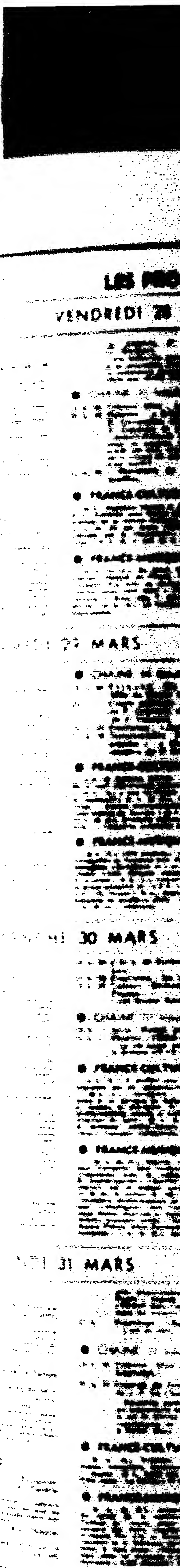
Le 22^e R.C.A. se trouvait commandé par le lieutenant-colonel de Longueville. Au nombre d'environ huit cents, les soldats seront répartis dans leur brigade, la 1^{re} brigade alpine, dont le P.C. est à Gap, et les unités stationnées à Barcelonnette (le 11^e bataillon de chasseurs alpins) et à Briançon (le 13^e régiment d'infanterie alpine). Le commandant principal est le Lt-Colonel de Longueville.

La répartition des soldats appartenant au régiment du Havre n'a pas encore été arrêtée.

rustiques
à la recherche de la vieillesse
à la recherche de la jeunesse
à la recherche de la sagesse
à la recherche de la jeunesse
à la recherche de la sagesse
à la recherche de la jeunesse
à la recherche de la sagesse

au mont st-michel
à la recherche de la vieillesse
à la recherche de la jeunesse
à la recherche de la sagesse
à la recherche de la jeunesse
à la recherche de la sagesse
à la recherche de la jeunesse
à la recherche de la sagesse

LATREILLE
LE SPÉCIALISTE
DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
COSTUMES "A VOS MESURES" depuis 740 F
ENSEMBLES et MANTEAUX depuis 540 F
QUALITÉS IRREPROCHABLES
62, St-André-des-Arts, 6^e
PARKING RÉSERVÉ
CATALOGUE SUR DEMANDE



RADIO-TÉLÉVISION

ARTS ET SPECTACLES

LES PROGRAMMES VENDREDI 28 MARS

- CHAINE I: TF1
19 h. 45 Feuilleton: Le Temps de vivre, le temps d'aimer.
20 h. 35 Film: Ponce Pilate, de G. Galligani (1968), avec J. Marais, J. Grain, L. Lorenzon.
22 h. 20 Débat: Regard sur l'histoire de J.-F. Châpeau.
CHAINE II (couleur): A2
19 h. 45 Feuilleton: L'âge en fleur.
20 h. 35 Variétés: Boulevard en liberté.
21 h. 25 Cérémonie de la remise de la croix de la Légion d'honneur à l'abbé Pierre.
CHAINE III (couleur): FR3
19 h. 40 Tribune libre: La G.G.C.
20 h. 30 Histoire: L'histoire de Daudou, de B. Cavallini, d'après J. Chatelet, avec V. Gagnier et H. Gignoux.
FRANCE-CULTURE
20 h. 30 Machine à vapeur et Jean-Louis Barrault reçoit; 21 h. 25. Entretien avec Darius Milhaud; 21 h. 30. Les grandes œuvres de la science moderne, par le professeur P. Auster; 21 h. 35. En son temps l'opéra; 21 h. 35. Art, création, musique, par G. Grunz; 22 h. 15. Follies, par F. Verneuil; 22 h. 25. A côté de la musique.
FRANCE-MUSIQUE
21 h. 15 (S.). En direct de la basilique de Roubaix à Lourdes. Festival de Pâques. Chœur via Nova de Munich, Orchestre Philharmonique de Munich, Direction K. Fiedl; et la Passion selon saint Marc (Matthieu), avec G. Stoklasa, soprano, I. Koss, alto, Y. Almyr, ténor, B. Abel, ténor-basse; 22 h. 15 (S.). La messe et ses chœurs; 1 h. 30. Nocturnes.

SAMEDI 29 MARS

- CHAINE I: TF1
14 h. 55 Sports: Course d'aviation Oxford-Cambridge.
19 h. 45 La vie des animaux, de F. Roesti.
20 h. 35 Variétés: Show Sylvia Varzin, prod. M. et G. Capentier, réal. M. Sarraute. Avec: Carlos, Michel et Fernand Sardou, Jean-Louis Leffort, Pierre Billon, Johnny Delys.
21 h. 25 Séria: Coudis; 21 h. 35. Évasion, avec R. Wagner, D. Mc Callum.
22 h. 25 Rebels de la danse.
CHAINE II (couleur): A2
14 h. 5 Les après-midi de M. Lancelot: « Un jour futur ».
19 h. 45 Feuilleton: L'âge en fleur.
20 h. 35 Séria: Jaurès; 20 h. 45. Le mariage de Jeanne avec Raphaël Chaurévil.
21 h. 35 Jeu: Pâques à conviction, de P. Bellemare.
22 h. 35 Variétés: Banc public, de J. Artur et P. Bouteiller. Avec: Cl. Miquel, G. Sedes.
CHAINE III (couleur): FR3
19 h. 40 Tribune: Un homme, un événement. Mille de Tinguy du Pouët.
20 h. Courts métrages: Le Chien mélancolique, de J. Valmont.
20 h. 35 Feuilleton: « Jack ».
21 h. 20 Documentaire: Des machines pour des archères; 21 h. 35. Images par image, de P. Semjensen. Avec P. Foidès.
FRANCE-CULTURE
14 h. 30 Émission spéciale: Vingt-cinquième anniversaire de la mort d'Émile Zola, par C. Kofman (réalisation G. Godebert); 22 h. 30 (S.). Micro-concert G.R.M., par M. Chailly; 23 h. 15 (S.). Concert de jazz: le piano-cantabile et le grand orchestre de G. Grunz; 22 h. 50 (S.). Le chant des Grecs; 22 h. 30 (S.). Orchestre national de France, direction G. Tzipine; 23 h. 15 (S.). Cinquième symphonie de L. V. Beethoven.
FRANCE-MUSIQUE
20 h. 35 (S.). Cette année-là... 1907: « Ariane et Barbe-Bleue », introduction au troisième acte (Dukas), « La Cos' d'or » (Rimsky-Korsakov), « Sérénade n° 2 en mi mineur op. 17 » (Rachmaninov), « Cinq mélodies populaires grecques » (Ravel), par B. Kravran; 22 h. 15 (S.). Concert de jazz: le piano-cantabile et le grand orchestre de G. Grunz; 22 h. 50 (S.). Le chant des Grecs; 22 h. 30 (S.). Orchestre national de France, direction G. Tzipine; 23 h. 15 (S.). Cinquième symphonie de L. V. Beethoven.

DIMANCHE 30 MARS

- CHAINE I: TF1
17 h. 45 Film: « Réjouissance aux clés d'or », de J. Lescop (1959), avec P. Fresnay, A. Girardot, J. Rigaux, G. Vidal.
20 h. 35 Film: « L'Avanture du Rio Grande », de R. Baris (1958), avec R. Mitchell, J. London, P. Armendariz, G. Merrill.
22 h. Ce soir chez vous: Jégu, que savons-nous de lui?
22 h. 35 Séria: La participation du Père Cozzani (dominateur), de Père Jean-François Bize (auteur de « Une vie de Jésus »), de M. Etienne Troché (professeur de théologie à l'université de Strasbourg), de Robert Josselin (auteur de « Une histoire du peuple juif »), de Gilbert Mury (historien marxiste), de Philippe de Sautour (auteur de « Les Évangiles selon Thomas ») et d'Émile Gillibert (auteur de « Paroles de Jésus et pensée orientale »).
CHAINE II (couleur): A2
14 h. 45 Film: « Sous le plus grand chapiteau du monde », de C. R. de Millé (1953), avec R. Hudson, C. Wilda, G. Easton.
20 h. 35 Séria: Les origines: Étrusques, romanesques, grand spectacle et psychologie.
CHAINE III (couleur): FR3
19 h. 30 à 21 h. 30 Variétés: Système 2. de G. Lutz.
21 h. 40 Feuilleton: Les Gens de Mogador.
22 h. 20 Concert: Orchestre de chambre de Radio-France. Les Quatre Saisons, de Vivaldi.
CHAINE III (couleur): FR3
19 h. Séria: Hawaii, police d'État.
20 h. Théâtre: « L'Éclaircie », de J. Audibert.
FRANCE-CULTURE
14 h. 15. « A souffrir sous Ponce Pilate », de P. Raynal, interprété par les comédiens-français; 15 h. 30. « Métempsychose », notes en un prologue et quatre actes d'un dialogue de Boile, avec J. Rodière, A. Novelli, L. Sédar, E. Merzaghi, H. Brachet, B. Planter, orchestre philharmonique de Berlin, direction W. Furtwängler; 21 h. 30. Livre parcouru variétés, par G. Godebert; 22 h. 15. Les grands voix humaines; 1 h. 30 (S.). Sérénades.
FRANCE-MUSIQUE
20 h. 30 (S.). Grandes réceptions classiques: « Concerto pour trompette, deux hautbois et continuo en re mineur » (Telemann), avec M. André P. Pierrot, J. Chénouet et R. Verroux; « Concerto en mi bémol op. 14 » (Boccherini), par le quatuor Carmelli; « Concerto pour piano n° 2 en re mineur K. 466 » (Mozart), par Y. Lebeaux et l'Orchestre philharmonique de Berlin, direction W. Furtwängler; « Madrigaux. Livre Trois » (Gesualdo), par le quatuor vocal Belles, direction A. Espinosa; 21 h. 45 (S.). Nouveaux talents, premiers solos: Daniel Barenboim et le duo Roland Péloux, Irène Pamboukian; 22 h. 30. Les grands voix humaines; 1 h. 30 (S.). Sérénades.

LUNDI 31 MARS

- CHAINE I: TF1
14 h. Film: « Ernest le rebelle », de Christian Jaque (1937), avec Fernandel, M. Goya, Le Vigan.
16 h. Commentaire: L'œuvre d'André Malraux, de Jacques Perrot, devant l'œuvre de l'artiste sur une plantation de bananiers et chef d'œuvre rétrospectif en Amérique du Sud.
19 h. 45 Feuilleton: « Le Temps de vivre, le temps d'aimer ».
20 h. 35 Film: « Ailleurs l'herbe est plus verte », de S. Donen (1981), avec C. Grant, D. Kerr, R. Mitchell, J. Simmons.
22 h. 10 Pour le cinéma.
CHAINE II (couleur): A2
17 h. 5 Film: « Sang et lumière », de Rouquier, avec D. Gelin, Z.L. Gaboz, Ch. Carère, H. Vilher.
19 h. 35 Essai: Petite Suite en froid, de J. Dasque.
19 h. 45 Feuilleton: L'âge en fleur.
20 h. 35 Dramatique: « Le père », de M. Bernard, d'après le roman de M. Bernard, Adapt. Cl. Vellot, J.-C. Averty.
FRANCE-CULTURE
20 h. 30 (S.). Échecs avec Sarrabus; œuvre de Mahler, Schoenberg, Zemlinsky; 21 h. 30. Indicateur tuteur, par C. Dupont; 22 h. Black and blue, par L. Molson; 22 h. 45. Piste rouge: La valse; 23 h. 15. Livre parcouru: Jazz.
FRANCE-MUSIQUE
20 h. 30 (S.). Musique ancienne, 21 h. 15 (S.). En direct de la basilique de Roubaix à Lourdes. Festival de Pâques. Chœur via Nova de Munich, Institut cantoral des Petits Chantiers de Notre-Dame de Lourdes, Orchestre Pro Arte de Munich, direction K. Fiedl, avec le concours de G. Stoklasa, soprano, I. Koss, alto, Th. Almyr, ténor, B. Abel, basse; « Messe en la mineur » (Bach), « Missa pour ténor et orchestre » (Monteverdi), messe dite « des Moines » K.220 (Mozart); 22 h. 15 (S.). Musique d'aujourd'hui (E. Lechner, A. Tremblay, M. Larocque); 22 h. 15 (S.). Nocturnes.

UN VIOLONISTE DU MONDE

Un archer parcourt l'espace arpeggiant un Capriccio Infernal, Jacques Chancel sourit, il paraît heureux: « Le Grand Échiquier » reçoit Yehudi Menuhin et ses amis. Celui-ci, né en Russie (il y a cinquante-neuf ans, et, en 1916, ce n'était pas encore l'Union soviétique), de nationalité américaine, vit en Grande-Bretagne, et se dit « citoyen du monde »; il parle l'espéranto des musiciens, une langue magique qui lui permet de dialoguer, à Budapest, avec un violoniste tzigane et, aux Bains-Chaumont, avec le jazz « hot » de Gruppelli. « Le violoniste du monde » parle Bach avec Lousier, et folklore avec George Zamit ou Mantas de Plata; il aime le blues avec Oscar Peterson, le duo avec Billard-Azale; le Lac des cygnes, avec Hegezbah, sa sœur, Atanassof et Pantolo; on nous fait son portrait de famille, avec madame; et violon encore, et violon partout, en Écosse, à Londres, partout dans le monde, depuis plus de cinquante ans, souvenirs émus du vieux maître Paul Ferry: le tour d'un homme en cent quatre-vingt minutes. Au début, forcément, on se sent un peu étranger, un peu comme si on assistait à un congrès de droïdes. Mais on reste, en oubliant que, télévisuellement, c'est plat, musicalement, plutôt approximatif, car, petit à petit, le charme passe. Et c'est l'unique propos de Jacques Chancel. M. E.

M. Giscard d'Estaing demande au directeur des Monnaies et Médailles d'étudier la promotion des métiers d'art

M. Giscard d'Estaing a adressé, jeudi 27 mars, la lettre suivante à M. Pierre Dehay, directeur des Monnaies et médailles: « Le patrimoine culturel de la France est enrichi en cours de siècles de la qualité des ouvrages d'artisans qui ont apporté aux artistes le concours de leur talent. En raison de l'extrême compétence requise ou par suite de la disparition progressive de la demande, nombreux sont aujourd'hui les métiers d'art qui éprouvent de grandes difficultés. Il est indispensable, à mes yeux, que des activités, dans lesquelles la France a une vocation à exceller, retrouvent le rang qui leur a été historiquement le leur (...). Je vous demande donc de me remettre sur ce sujet, au cours des prochains mois, un rapport dans lequel je souhaiterais que soient notamment étudiées les mesures relatives à la formation et au perfectionnement professionnel, aux conditions sociales et financières de l'exercice des professions et aux débouchés nationaux et étrangers, notamment, restaurateurs de meubles anciens, souffleur de verre, staffeur, tailleur de pierre, vannier, étrangers (le Monde daté 26-27 janvier). On a de moins en moins d'ouvriers pour restaurer de précieux chefs-d'œuvre et de moins en moins de clients pour payer leur restauration, qui sont de plus en plus rares. Sans structures adéquates, les artisans d'art risquent de disparaître. On va donc relancer l'apprentissage technique et artisanal de métiers disparus, pour sauver les plus beaux meubles de France. Et, en même temps, donner à un certain nombre de jeunes qui désirent la possibilité d'un travail plus « riche », comme artisan... C'est le programme que demande M. Giscard d'Estaing au directeur de la Monnaie, Pierre Dehay, qui fut son directeur de cabinet du temps où il était ministre des finances. C'est un vrai affaire d'Etat et une affaire de goût. Le président de la République a une prédilection pour l'art du meuble, siècle qu'il tient, à juste titre, pour « un moment de perfection de l'art français ». C'est d'ailleurs le titre que M. Valéry Giscard d'Estaing lui-même donne à l'exposition Louis XV et la Monnaie, exposition dont il avait été l'initiateur, dans laquelle il avait réuni une œuvre de sa collection personnelle: un buste de Louis XV, qui figurait anonymement sur la carte d'invitation de l'exposition. JACQUES MICHEL.

Sauver les meubles

Les « modèles » viennent toujours d'en haut: la promotion des métiers d'art demandée par M. Valéry Giscard d'Estaing est une manière de programme: il s'agit de sauver un savoir artisanal traditionnel qui tend à disparaître, et aussi de raviver le goût pour un art que le développement industriel et son « design » avaient fini par submerger. Tous ces métiers de dorures sur cuivre et sur mercure, de bronziers d'art, de ciseleurs, de réparateurs de pendules et de marqueteurs de bois et de paltes disparaissent peu à peu des circuits du travail, et de celui du langage. Les derniers artisans meurent sans successeurs, emportant avec eux leurs secrets.

D'une chaîne à l'autre

MM. Hadass-Lebel, maître des recherches artistiques de l'Etat, directeur technique de l'information et May, secrétaire général de l'établissement public de diffusion, sont nommés membres du conseil d'administration de la Société française de radiodiffusion (SOFIRAD).

DE LA RACE SUR LA Z.D.F.

Trois millions de téléspectateurs ont suivi, à l'Antenne fédérale, le télé-film de Marc Hillel et Clarissa Henry Au nom de la race, montage d'enquêtes et de documents marchands, nommés membres du conseil d'administration de la Société française de radiodiffusion (SOFIRAD).

TRIBUNES ET DEBATS VENDREDI 28 MARS

« Les Français sont-ils racistes ? » est la question posée à Gabriel Domenech (le Méridional, la France), Chérif Harbi (radio-télévision algérienne) et Philippe de Saint-Robert au cours de « Rendez-vous des grands reporters » sur France-Inter, à 19 h. 20. « La Confédération générale des cadres exprime son opinion à la tribune libre » de FR3, à 19 h. 40.

SAMEDI 29 MARS

M. Jean Bolster, président de la Fédération des promoteurs-construc-teurs, répond aux « Questions posées » de France-Inter à 10 heures. Le professeur R. Houart, chef de service de neurochirurgie à l'hôpital Lariboisière, est le rédacteur en chef du « Journal inattendu » sur R.T.L. à 13 heures. Le projet de loi réformant la radiodiffusion italienne (R.A.I.) a été approuvé, mercredi 28 mars, par la Chambre des députés par cent quatre-vingt-cinq voix pour, quarante contre et cent vingt-sept abstentions.

NOMINATIONS A LA SOFIRAD

MM. Hadass-Lebel, maître des recherches artistiques de l'Etat, directeur technique de l'information et May, secrétaire général de l'établissement public de diffusion, sont nommés membres du conseil d'administration de la Société française de radiodiffusion (SOFIRAD).

DE LA RACE SUR LA Z.D.F.

Trois millions de téléspectateurs ont suivi, à l'Antenne fédérale, le télé-film de Marc Hillel et Clarissa Henry Au nom de la race, montage d'enquêtes et de documents marchands, nommés membres du conseil d'administration de la Société française de radiodiffusion (SOFIRAD).

TRIBUNES ET DEBATS VENDREDI 28 MARS

« Les Français sont-ils racistes ? » est la question posée à Gabriel Domenech (le Méridional, la France), Chérif Harbi (radio-télévision algérienne) et Philippe de Saint-Robert au cours de « Rendez-vous des grands reporters » sur France-Inter, à 19 h. 20.

SAMEDI 29 MARS

M. Jean Bolster, président de la Fédération des promoteurs-construc-teurs, répond aux « Questions posées » de France-Inter à 10 heures. Le professeur R. Houart, chef de service de neurochirurgie à l'hôpital Lariboisière, est le rédacteur en chef du « Journal inattendu » sur R.T.L. à 13 heures. Le projet de loi réformant la radiodiffusion italienne (R.A.I.) a été approuvé, mercredi 28 mars, par la Chambre des députés par cent quatre-vingt-cinq voix pour, quarante contre et cent vingt-sept abstentions.

la boîte de 20 petits cigares toujours à 7F

MECCARILLOS, la gourmandise du fumeur de brunes.

CARNET section with various advertisements including 'ARMÉE', 'CHASSE', and 'L'AVANTURE'.

سكزانت الاصل

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La situation chez Renault

Les délégués C.G.T. : éviter les pièges, prétextes à rupture des négociations

L'annonce de la convocation par la direction à Billancourt, ce 28 mars à 16 h. 30, des délégués centraux de toutes les organisations syndicales de la Régie Renault est parvenue vendredi 27 mars, en fin de matinée, aux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'usine du Mans, alors qu'ils s'efforçaient valablement d'obtenir de la direction locale des propositions écrites précises sur une éventuelle reprise du travail normal. La grève perdue continue donc ce 28 mars. Les syndicalistes manchois n'ont pas hésité à dire que la réunion de Billancourt était une nouvelle manœuvre dirigée contre les grévistes

afin de tenter de forcer la porte, nous dit notre correspondant du Mans. Le second fait du jour devait être la réunion au Mans, de 18 heures à 20 h. 30, sous la présidence de M. Aimé Halbeher, responsable C.G.T. de l'automobile, des délégués de toutes les usines de la Régie. A l'ordre du jour de cette réunion : la coordination des luttes au sein de l'entreprise. Elles se développent partout, même si elles ne sont pas signifiées qu'au Mans, a déclaré aussitôt M. Lamerrier, porte-parole. Mais, surtout, les délégués devaient préciser leurs revendications. Quatre



(Dessin de KONE.)

du Mans, puisque les représentants de l'usine de la Sarthe ne sont pas convoqués. La C.G.T. et le C.F.D.T. ont décidé d'envoyer chacune trois délégués

DE LA RÉGIE A LA S.N.C.F.

(Suite de la première page.) Le bureau de la C.G.T. vient d'annoncer son intention d'élargir les initiatives revendicatives en accord avec la C.F.D.T. Est-ce un premier écho ? Les cheminots C.G.T. ont déclenché une grève de trente heures, à laquelle ils maintiennent un caractère d'avertissement ; mais l'affaire pourrait bien prendre d'autres dimensions après la trêve pascale.

Le conflit Renault montre que la crainte de l'aggravation du chômage et la diminution des ressources d'un bon nombre de travailleurs pèsent sur la classe ouvrière. Les syndicats et particulièrement la C.G.T., qui s'était mise en première ligne, ont donc dû reculer à la mi-avril l'offensive projetée depuis longtemps.

L'issue des discussions qui s'engagent à la Régie sera ce point de vue déterminante. La direction de l'entreprise, et derrière elle le gouvernement, sont en effet tentés de négocier au plus bas prix possible. Mais les syndicats répondent, qu'un recul imposé aux salariés risquerait de coûter cher un peu plus tard aux pouvoirs publics. JOANINE ROY.

M. Claude Popperen, membre du bureau politique du parti communiste réaffirme, dans une déclaration publiée vendredi 28 mars par l'Humanité, le « soutien sans réserve » du P.C.F. aux « travailleurs des usines Renault et à leurs organisations syndicales pour que s'ouvrent immédiatement de véritables négociations sur leurs revendications ».

M. Popperen déclare notamment : « La déclaration de M. Guin, méprisant pour les ouvriers en grève ou lock-outés, plus soucieux de défendre la politique de Valéry Giscard d'Estaing et de Charles de Gaulle que celle de la République, a été démentie par la prolongation du conflit ».

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, commente en première page de l'Humanité du 28 mars la baisse intervenue sur le prix du fuel. Il écrit : « Ce qui a été obtenu est un résultat de [notre] action. Ce n'est qu'un premier résultat. Avec seulement 5 % de baisse, cela ne fait pas le compte. Nous avons démontré qu'il est possible de réduire immédiatement de 30 % le prix du fuel domestique et agricole ».

Cela est d'autant plus nécessaire qu'un nouveau scandale serait prêt à éclater : les Français pourraient manquer d'essence pour les départs en vacances ! Selon les informations fournies par les compagnies pétrolières elles-mêmes, les caves où est stocké le fuel seraient vidées d'ici peu, suite des mesures de rationnement prises par le gouvernement. De ce fait, elles n'auraient pu recevoir, comme à l'habitude, dès le début de l'année, les stocks d'essence en prévision des mois d'été.

La grève des agents de train C.G.T.

70 % DU TRAFIC EST ASSURÉ EN BANLIEUE PARISIENNE

La grève des agents de train à la S.N.C.F., déclenchée par la C.G.T., ce vendredi 28 mars au samedi 29 mars à 6 heures, provoque des perturbations sur les lignes secondaires, la circulation des trains de grande ligne étant normale. Dans la banlieue parisienne, à l'exception de la gare de l'Est, où tous les trains circulent, 70 à 75 % du trafic est assuré (80 % à la gare du Nord, 75 % à Saint-Lazare et Montparnasse, 60 % à la gare de Lyon et Austerlitz, 50 % aux Invalides). La grève, qualifiée d'« arrêtement » par la C.G.T., doit s'arrêter samedi matin, mais, après le refus « mesuré » de la direction, qui « regrette de ne pouvoir engager des discussions dans la période actuelle », la Fédération des cheminots attend pas, à l'avenir, d'autres mouvements.

Le bureau de la fédération cégétiste, qui s'est réuni jeudi 27 mars après-midi à l'appel national, a pour le 3 avril soit « une journée de protestation contre les sanctions » notifiées à des militants de la région parisienne et de Bordeaux qui ont tenu des permanences d'information dans les dépôts. Cette nouvelle journée-test, qui se traduira par des manifestations et délégations, ne devrait pas, en principe, causer des perturbations de trafic.

REPRISE CHEZ KLEBER-COLOMBES A ARGENTEUIL

Le travail a repris ce jeudi 27 mars, à 15 heures, chez Kleber-Colombes, à Argenteuil. Les quatre cent soixante et un salariés de l'entreprise, qui avaient commencé la grève le 17 février et occupé les locaux, ont obtenu que le temps passé quotidiennement aux vestiaires (dix minutes) soit mis à la charge de la direction. En outre, ils ont obtenu la revalorisation de quelques primes, une indemnisation forfaitaire de 1 000 F au titre des journées de grève et le paiement normal de la semaine en cours à partir du lundi 24.

Selon des délégués C.G.T., le bilan de ces six semaines de grève est mince : « Il faut bien le dire, nous n'avons pas beaucoup obtenu ». Les grévistes souhaitent, en effet, bénéficier d'un rattrapage de 10 % de leurs salaires, qui sont pas les plus bas de la région parisienne.

Le juge des référés a demandé à la direction générale d'ouvrir des négociations sur quatre des revendications du comité de grève. La direction maintient sa position. Elle devait être reçue, une nouvelle fois, par le juge vendredi 28 mars.

LES QUATRE CENTIS OUVRIERS DE L'USINE RESO-GIL A LURE (Haute-Saône), en grève depuis le 24 mars, ont décidé d'occuper les locaux après l'échec des discussions sur les salaires.

A PARIS, LES « PETITES MACHINES » DE LA HAUTE COUTURE ont manifesté le 25 mars. Plusieurs centaines d'ouvrières de Chanel, Ricci, Patou, Lanvin, Cardin, Givenchy, se sont rendues à la chambre patronale de haute couture pour protester contre les menaces qui pèsent sur leur emploi, et plus particulièrement contre les soixante-quatre licenciements prévus parmi les cent cinquante ouvrières de chez Chanel.

AGRICULTURE

ALORS QUE M. BONNET REÇOIT LES DIRIGEANTS VITICOLES

Le ministre italien de l'agriculture suggère une consultation entre Rome et Paris

M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, reçoit ce vendredi 27 mars dans l'après-midi, trois dirigeants viticoles : MM. Emmanuel Maffre-Baugo, président de la Fédération des vins courants, Jean-Baptiste Bonet, secrétaire général de la Fédération des associations viticoles, et Antoine Verdale, président de la Confédération nationale des caves coopératives. Le ministre a l'intention de faire avec ses interlocuteurs le point de la situation et de leur préciser les grandes lignes du plan de restructuration de la profession qui sera mis en chantier dans les prochaines semaines, ainsi que les propositions qu'il fera le 28 avril à ses collègues du Marché commun pour modifier les règlements de la politique viticole commune.

Après les manifestations de Sète et de Béziers mercredi, qui ont fait vingt-quatre blessés au sein des forces de l'ordre, le calme est revenu dans le

Languedoc-Roussillon. Les routes de la région ne devraient pas être bloquées, les viticulteurs ayant, semble-t-il, l'intention de respecter la trêve pascale. Toutefois, le comité d'action viticole a décidé de maintenir une surveillance constante afin d'empêcher l'importation de vins étrangers. On s'attend à de nouvelles actions la semaine prochaine.

M. Michel Debattise, président de la F.N.S.E.A., a réaffirmé jeudi son soutien aux viticulteurs qui « ont entrepris une lutte acharnée pour que soit mis fin à la gabegie communautaire ». De son côté, le Comité de Gascogne a apporté son appui aux vigneron du Midi.

Le ministre italien de l'agriculture, dans un entretien accordé à notre correspondant à Rome, se déclare partisan d'une consultation entre les deux pays sur tous les problèmes agricoles et commerciaux de l'aire méditerranéenne.

De notre correspondant contestataires : plusieurs de ceux qui avaient manifesté contre l'importation de produits communautaires ont été poursuivis, et passent ces jours-ci en jugement. A-t-il une solution à proposer ? Si dans le secteur du vin, la France et l'Italie rencontrent les mêmes difficultés, la porte de sortie pourrait consister, en premier lieu, dans un effort commun auprès de la Commission de Bruxelles pour que soit augmentée le quota de vin destiné à la distillation. En second lieu, je pense qu'une consultation de nos deux pays serait nécessaire sur tous les problèmes agricoles et commerciaux de l'aire méditerranéenne, dans le but de prévenir des problèmes futurs encore plus importants que ceux auxquels nous nous trouvons confrontés aujourd'hui. ROBERT SOLE.

MATIÈRES PREMIÈRES

EN DÉPIT DE L'ADOPTION D'UN « PLAN D'ACTION »

La conférence de Lima se solde par un semi-échec

La deuxième conférence des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) s'est achevée jeudi 27 mars à Lima. Par 82 voix pour, 7 abstentions (Allemagne fédérale, Belgique, Canada, Grande-Bretagne, Israël, Italie, Japon) et une voix contre (Etats-Unis), les délégués ont adopté la déclaration et le plan d'action concernant le développement et la coopération industriels.

L'adoption de la « déclaration de Lima », qui vise à instaurer un nouvel ordre économique international et comprend un plan d'action pour l'industrialisation des pays en voie de développement, ne saurait masquer la réalité : la deuxième conférence de l'ONUDI s'est soldée par un semi-échec. Les délégués du tiers-monde n'ont pas réussi — en dépit de certaines concessions — à imposer leurs partenaires industrialisés ce qu'ils souhaitent et n'ont pu obtenir que la « déclaration de Lima » soit approuvée par acclamation. A la demande des Etats-Unis, de l'Allemagne fédérale, de la Grande-Bretagne et du Japon, il a fallu voter, et les scrutins ont clairement fait apparaître le désaccord profond qui subsiste entre les pays pauvres et certains pays industrialisés. L'attitude tranchée des Etats-Unis a été sans aucun doute déterminante, mais il est intéressant de noter que des pays tels que le Japon, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne se sont peu ou prou alignés sur Washington, bien qu'ils aient déclaré de s'abstenir lors du vote final. De surcroît, il faut rappeler que les pays développés qui se sont prononcés en faveur du projet ont souvent marqué des réserves sur certains points. La France et les Pays-Bas, par exemple, se sont opposés au paragraphe affirmant « le droit inaliénable de tout Etat d'exercer

librement sa souveraineté et un contrôle permanent sur ses ressources naturelles... y compris par la nationalisation ». Dans ces conditions, on peut s'interroger sur les effets pratiques de la conférence de Lima. L'industrialisation des pays du tiers-monde — chaudement recommandée — suppose un effort de financement considérable. La création d'un « fonds spécial » a été décidée. Mais qui financera ce fonds si de nombreux pays industrialisés refusent de s'y associer ? Les pays de l'OPEP seules ? Cependant, les pays en voie de développement ne considéraient pas comme totalement perdant à l'issue de la conférence. Le compromis accepté par certains Etats industrialisés a été salué comme un « pas important ». De même ont-ils obtenu, par un vote unanime que l'ONUDI soit transformée en une institution spécialisée telle que la FAO. Enfin, comme il est un représentant du tiers-monde : « Notre plus grand succès a été de parvenir à maintenir intégralement et jusqu'en bout l'unité des pays en voie de développement. Nous comptons sur notre propre force collective pour amener l'ensemble des pays industrialisés à se rallier à nos conceptions, et cela même si cela doit nous demander très longtemps ». Cela risque effectivement de demander beaucoup de temps.

LES ŒUFS CHASSÉS

« Vins italiens, œufs français, même combat ! Plusieurs dizaines de fermiers britanniques ont réuni, le 25 mars, à Plymouth, à empêcher le déchargement d'un camion transportant 11 tonnes d'œufs en provenance de Bretagne. Les producteurs insulaires reprochent à leurs homologues français d'être inondés à la marche et de les contraindre à des prix qui leur interfèrent toute marge bénéficiaire au moment même où d'autres agriculteurs français, viticulteurs cette fois, veulent empêcher l'entrée en France des vins italiens ».

«Faites vos congrès en plein cœur de Paris.»

Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver: tel. 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel

سكزانت الاصل

Vertical sidebar with various advertisements including 'PASC ALEXANDRE', 'LES MARCHAIS DE BOURDAN', 'PROMEX', 'CAPRI', and 'cde'.

سكزامن الأصل

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Inflation et dépression

(Suite de la première page.)

Le temps presse. On évoque l'éventualité d'une grande récession. La crise pétrolière, qui aggrave l'inflation, provoque des restrictions d'échanges. Jusqu'où vont-elles aller? Sans doute, la grande récession de 1929-33 ne se reproduirait pas à l'identique: l'histoire se répète avec des différences. Les différences, cette fois, sont claires. L'objectif d'un emploi raisonnablement élevé de la force du travail ne peut être oublié comme il le fut pendant tout le dix-neuvième siècle. On a détaillé les moyens de le soutenir. Mais est-ce bien du plein emploi de J.-M. Keynes qu'il s'agit maintenant, d'un plein emploi global et réglé par des politiques nationales d'investissement et de demande effective? D'autre part, les salaires et les pays défavorisés seraient-ils vraiment les seuls à n'avoir rien appris au cours des vingt dernières années? Des explosions sociales, simultanées, en plusieurs points stratégiques du monde, ne seraient pas exclues dans une grande dépression 1975.

Toute inflation est sectorielle; elle naît dans des sous-ensembles qui, les uns typiquement, les autres occasionnellement, engendrent des déséquilibres entre flux de monnaie et flux de biens. On sait, depuis longtemps, que toute économie avancée est virtuellement, potentiellement, inflationniste: chaque secteur, en l'absence d'une régulation parfaite et immédiate par le prix, peut offrir et demander des marchandises et peut demander et offrir de l'épargne tout autrement qu'il ne le faudrait pour que s'établisse un équilibre approximatif en croissance. L'action relative du secteur varie selon sa dimension et la nature de ses activités. Une injection de liquidités au système a-t-elle lieu? Elle n'affecte pas également et en même temps tous les secteurs: elle a ses points d'impact à partir desquels elle se propage vers d'autres secteurs qui sont inégalement amplifiés ou absorbants.

Un déséquilibre local étant déclaré, il se propage dans des conditions opposées à celles que la routine scolaire nous fait admettre: aux fins de simplification.

L'inflation d'aujourd'hui, qui met à nu la crise de la pensée économique, invite impérieusement à agir, avant qu'il soit trop tard, sur les facteurs non monétaires et à recourir à l'organisation, ce modèle bien plus fondamental que le marché.

Les rapports officiels incriminent tous les politiques « nationaux » et parlent de l'inflation comme d'un « phénomène mondial ». Qu'est-ce que ces adjectifs, « mondial », « national », veulent dire? C'est la question que je pose.

L'insuccès de la politique monétaire

Bien qu'il soit difficile de les isoler, commençons par les inflations « nationales ».

Les pays industriels ont, depuis plusieurs années, des procédés connus de la politique monétaire globale. Sans succès. Faisons grande la part des facteurs imprévisibles. Il reste que certaines formes économiques et bancaires, étroitement liées à l'évolution et considérées comme normales, font obstacle au succès espéré.

Le gouvernement par la monnaie est-il impuissant? Le contrôle — appelé pudiquement gestion — de la demande globale s'exerce par la masse des liquidités. Aux États-Unis, elle est représentée, pour 90 %, et en France, pour 80 %, par les dépôts. De plus, la quasi-monnaie, les titres de crédit à court terme, les bons substitués du billet et du dépôt, ont pris une extension considérable: le public manifestait, en même temps, sa préférence pour les placements liquides. Le contrôle approprié de la masse monétaire, cher à mon ami Milton Friedman, est difficile à définir en lui-même et sous le rapport du taux convenable. Dans une économie libérale, la capacité d'anticipation et la souplesse des marges de manœuvre sont très inégales entre les grandes et les petites unités: les emplois d'une même masse monétaire défient les prévisions.

Pour ce qui est du taux de l'intérêt, on a souvent constaté son inefficacité relative pour freiner les demandes de crédit et bien sur les inégalités de son effet. En période inflationniste, le coût de l'argent tend à devenir relativement secondaire. Pas seulement parce que l'inflation allège le poids réel des dettes, mais parce que l'autofinancement et le crédit de secteur à secteur sont à la disposition des unités puissantes.

La situation s'aggravant, des mesures plus directes sont appliquées. C'est la surveillance des prix: assez difficile, elle entretient une discussion permanente entre intéressés parce qu'elle ne peut pas exhiber un critère rationnel de sélection. C'est aussi l'encadrement du crédit qui met en difficulté ou en faillite les entreprises les plus vulnérables, sans qu'il soit démontré qu'elles sont mal gérées.

Il y a plus grave. L'économie traditionnelle, sans toujours l'avouer, a vu dans le chômage un moyen de discipliner les revendications salariales. Il n'y a pas si longtemps, une voix distinguée recommandait « un peu de chômage » et « un peu » était manifestement difficile à mesurer, même en termes de moyenne, et impliquait la confiance en des mécanismes inefficaces. Partout, la gravité du chômage s'apprécie moins par un indicateur unique qu'en considérant sa durée et les secteurs qu'il frappe. Les travailleurs ne sont pas les derniers à le comprendre. D'ailleurs, la politique des revenus, préconisée d'abord comme un frein à la pression salariale, est réinterprétée maintenant par les salariés comme un moyen de garantir le niveau des rémunérations en termes explicites de productivité et de pouvoir d'achat.

Il s'agit du niveau des salaires mais aussi du partage social. Le profit des marchés concrets est contesté, à tort ou à raison, quant à sa dimension et à son origine. Il semble que les travailleurs refusent d'y voir un résidu, une quasi-rente qui doit enrichir automatiquement le capitaliste après déduction de tous les frais calculés par lui. Ce calcul unilatéral est objet de résistances et de contestations. Quand les monopoles envahissent les marchés, est-il tout à fait inexact de dire que les marges de profit en cascade font durablement les prix élevés? Le changement dans le rapport des forces renouvelle les discussions sur la très fameuse spirale.

Perceptible dans les pays industriels, l'action des structures sur l'inflation est évidente dans les pays sous-développés. Lorsque ce fut le cas avant la crise pétrolière — leurs termes de l'échange s'améliorèrent beaucoup et durablement, le changement n'entraîne pas nécessairement des importations utiles aux populations, et les profits des exportateurs n'alimentent pas à coup sûr l'investissement propre à améliorer les conditions de vie.

Les effets de la mauvaise articulation des économies sont patents en ces cas; ils devraient aider à mieux comprendre la propagation de l'inflation entre les structures inégales des pays industrialisés.

Les inégalités entre pays industriels

La France et l'Allemagne offrent un exemple privilégié. Ces deux partenaires, on le sait, font entre eux quelque 20 % du total de leurs échanges extérieurs. Leurs liaisons avec le reste du monde sont inégales: leurs structures sont profondément différentes.

D'où il suit que les pressions inflationnistes, du seul point de vue de leur conséquence sur le commerce extérieur, ont des effets asymétriques. On l'a vu, avec une netteté aveuglante, au cours des dernières années. L'accroissement de l'excédent en compte courant de l'Allemagne a reflété la prospérité de ses exportations et pondé la demande intérieure, en un même temps, l'expansion modérée de la demande intérieure élargit la capacité d'exporter et freine la croissance des importations — ralenties en 1973. Précisons d'ailleurs. Les exportations allemandes contiennent une part relativement élevée de biens d'équipement et de biens durables. L'élasticité de la demande de ces biens par rapport au prix est faible. Cette structure de l'exportation a maintenu le volume des ventes malgré la revalorisation du mark, quand elle a été décidée.

Enfin, pour tous les pays industrialisés, spécialement pour l'Allemagne, n'oublions pas le rôle de la concurrence hors pays (*non price competition*) par la qualité, la présentation et par l'organisation de l'exportation et les facilités de crédit. Une nation est tout autre chose qu'un marché qui exerce et subit les actions de la concurrence classique. La naissance et la propagation, intérieure ou non, de l'inflation ne s'y appréhendent pas correctement par produit, mais bien compte tenu de la combinaison des industries qui caractérisent sa structure. Ces asymétries ne sont pas l'exception; elles sont la règle.

Les nations et l'économie « dirigeante »

Parce que les « nations » sont formées d'industries inégalement efficaces, alliées à des groupes financiers et à des pouvoirs publics, eux-mêmes inégaux, leurs relations sont très mal comprises en comparant les coefficients nationaux du commerce extérieur (échanges extérieurs sur produit global). On voit plus clair dès qu'on prend en compte les inégalités de leurs influences.

C'est un fait d'expérience que je rattache à une analyse générale: certains pays ont la capacité d'agir durablement sur le désir d'acheter et d'importer de certains autres. Ils le font par des services liés à l'exportation d'un produit déterminé, en ouvrant des perspectives d'opérations ultérieures et d'aides financières, et en promettant des prêts et des aides. Ils déplacent ainsi à leur avantage l'importation de leur partenaire.

Cette action sur les flux diffère de l'action par les prix sur les secteurs concurrents, que rendent si opportunément, dans ses études, M. Raymond Courbia. Soit une demande de produit jugée nécessaire dans un pays. Si un second pays pratique un prix plus bas, sans que la réaction de l'offre du premier soit immédiate ou puisse être d'un montant suffisant, une importation additionnelle s'impose au pays concurrent.

Les pays de structures inégales souffrent d'une vulnérabilité différenciée.

français (R. Triffin) sur le marché des produits et sur celui des devises. En période de changes flottants, les fluctuations par rapport au dollar varient évidemment suivant les pays; elles ne provoquent pas la restructuration économique des productions et portent avec elles des effets inégalement inflationnistes. Allons plus loin. Elle est au moins douteuse, cette diminution des besoins en réserves qu'on attribue couramment aux changes flottants: en effet, les flottements surveillés des changes par rapport à la monnaie d'intervention ou à un groupe de monnaies ne protègent pas les pays concernés des taux de change des monnaies tierces, qui agissent sur les variations de leur balance.

Voilà le milieu où a retenti le déséquilibre pétrolier éminemment sectoriel et très inégalement nocif selon les structures. Cette crise, nous la devons à des contestations ferventes, ces producteurs arabes qui ont osé donner de la vérité du prix mondial. N'oublions pas qu'ils rejettent deux idées, présentées autrefois par certains classiques: l'urgence d'une demande et la menace de suspension d'un trafic.

FRANÇOIS FERROUX.

Prochain article:

LE RÔLE DES « GRANDES UNITÉS »

CONJONCTURE

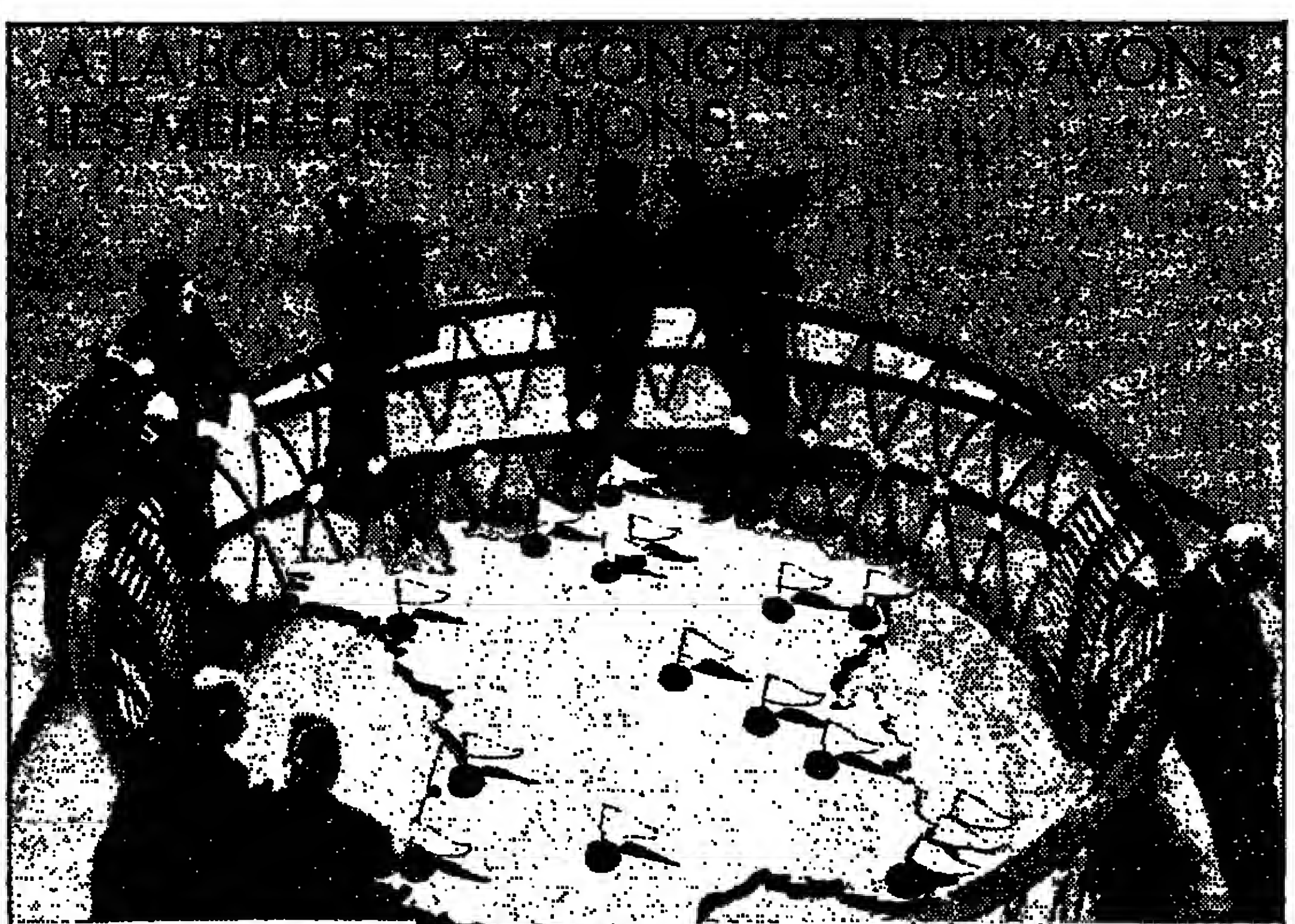
Aux États-Unis

A la suite d'une chute des importations de pétrole la balance commerciale a été excédentaire

La balance commerciale des États-Unis a été excédentaire de 917 millions de dollars en février, alors qu'elle avait été déficitaire de 210,5 millions en janvier. Ce résultat provient en fait d'une chute des importations, qui se sont élevées à 7 872 millions, de 18,2 % en valeur, alors que les exportations, qui ont atteint 8 789 millions, ont diminué de 6,8 %. Les achats de pétrole ont notamment fortement diminué, de 45,3 %: 158 millions de barils en février contre 286 millions en janvier (1,8 milliard de dollars contre 3,3 milliards). Anticipant la hausse de 1 dollar par baril des taxes douanières, les importateurs avaient constitué des stocks.

Le redressement est lié à la dépression de l'économie américaine. Selon l'administration, le déficit serait cette année de l'ordre de 6 milliards de dollars. Cependant, alors que, selon la firme McGraw Hill, pour plus d'un tiers la capacité industrielle américaine était inemployée en février, l'indice composite de l'activité économique a enregistré, ce même mois, sa première hausse depuis sept mois, progressant de 1 %, alors qu'il avait baissé de 1,8 % en janvier et de 12,6 % au cours des six derniers mois.

Cela indique peut-être une reprise à moyen terme de l'économie américaine que le Congrès espère en tout cas susciter, après avoir adopté le 27 mars un programme de dégrèvements fiscaux de 22,8 milliards de dollars. Il a, d'autre part, approuvé une augmentation de 2 milliards de ces dépenses fiscales nouvelles frappant les grandes compagnies pétrolières (suppression de la déduction de 22 % dite de « reconstruction de gisements ») et les sociétés opérant à l'étranger. Le président Ford, qui avait proposé seulement 18 milliards de réduction d'impôts, a jusqu'au 3 avril pour signer ou non le programme du Congrès, qui, selon lui, « contient quelques bonnes choses, mais aussi de très mauvaises ». Compte tenu de ce programme, le déficit du budget fédéral atteindrait 100 milliards de dollars en 1976, ce qui est considéré à la Maison Blanche comme « inacceptable ».



un éventail des villes congrès les mieux équipées de France

FRANCE CONGRÈS Association des villes de Congrès, France Congrès vous apporte son expérience, son documentation, tous les renseignements dont vous avez besoin pour la préparation de vos congrès, afin de vous éviter des dépenses et des pertes de temps inutiles.

LA BAULE	PARIS
BIARRITZ	STRASBOURG
BORDEAUX	TOULOUSE
CANNES	LE YOHOUQUET
DEAUVILLE	VERSAILLES
GRENOBLE	VICHY
LYON	VITTEL
NICE	PIÉ MONACO

MATELAS SOMMIERS ENSEMBLES TRÉCA ÉPÉDA • SIMMONS

Modèle TRÉCA

* LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉE *

EXPOSITION CAPÉLOU Distributeur ET VENTE

37, Av. de la République à PARIS XI^e Métro: PARENTIER TEL. 357 46 35

LE CHATEAU DES ENFANTS Vacances éducatives pour enfants de 6 à 12 ans de toutes nationalités

Premier séjour: 28 juin - 25 juillet

Deuxième séjour: 27 juillet - 23 août

Leçons de français ou d'anglais et activités variées: natation, tennis, équitation, expression dramatique, travaux artistiques, jeux, excursions et camps. Encadrement assuré par enseignants et moniteurs spécialisés, français et américains.

Résidence près de Lugano, Tessin. Sous la direction de: The American School in Switzerland.

Pour tous renseignements: Le Château des Enfants Taxis CH - 6928 Montagnola - Suisse

TASIS ENGLISH LANGUAGE PROGRAM Cours d'anglais d'été pour étudiants de 13 à 18 ans.

Premier cours: 29 juin - 26 juillet

Deuxième cours: 28 juillet - 24 août

Deux cours de quatre semaines. Étude intensive de l'anglais pour étudiants de langue étrangère. Niveaux: débutants, intermédiaires et avancés. Programme d'été de natation et autres sports. Enseignants spécialisés anglais et américains.

Sous la direction de: The American School in Switzerland.

Pour tous renseignements: English Language Program Taxis CH - 6928 Montagnola - Suisse

ROTTORRACOURCIT LES DISTANCES

Lignes rapides et sûres vers 35 points du globe

LIGNES AERIENNES POLONAISES 18, rue Louis-le-Grand - 75002 PARIS Tel. 742.06.80

Rockwell: la gamme de sept calculateurs à partir de 189 F.

Rockwell IN

LA VIE SOCIALE

DÉMOGRAPHIE

LE CONSEIL DE LA PLANIFICATION S'INQUIÈTE DE LA BAISSÉ DU NOMBRE DES NAISSANCES

Le conseil central de planification, réuni jeudi matin, 27 mars, sous la présidence de M. Claude Estélin, a examiné un rapport présenté par M. Michel Duratour, ministre du travail, sur les perspectives démographiques de la France et leurs conséquences économiques et sociales.

Le conseil a constaté que l'accroissement de la fécondité observée depuis deux ans en France, aboutit à un niveau qui, en 1974, est à peine supérieur à celui qui assure la stricte renouvellement des générations. Dans d'autres pays, comme la République fédérale d'Allemagne, ce niveau n'est même plus atteint. La poursuite de ce phénomène en France a entraîné, au terme d'une dizaine d'années, une baisse marquée du nombre annuel des naissances.

Le conseil de planification a souligné qu'il convenait d'envisager le mouvement actuel. L'objectif souhaitable à moyen terme, qui correspond à une progression modérée de la population française, est de rechercher une stabilisation de la fécondité à un niveau voisin de celui qui assure le remplacement des générations et de préférence légèrement supérieur.

Dans ce but, « l'objectif essentiel aux yeux du président de la République », l'Institut national d'études démographiques examine à l'efficacité des différentes mesures qui pourraient être envisagées. Un rapport devra être présenté au gouvernement pour le 1^{er} octobre prochain, de telle manière qu'il puisse être notamment utilisé pour l'élaboration du VII^e Plan ».

● LES MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS ont baissé de 2,8 % au cours des deux premiers mois de 1975. L'évolution est variable selon les secteurs : - 8,5 % pour les habitations bénéficiant de prêts immobiliers conventionnés (P.I.C.), - 3,5 % pour les prêts spéciaux immédiats (P.S.I.), - 3,1 % pour le secteur qui n'est pas aidé par l'Etat, mais + 0,7 % pour les H.L.M. en location, et + 3,6 % pour les H.L.M. en accession à la propriété.

PRIX

Comme en février

LA HAUSSE POURRAIT ÊTRE DE 0,8 % PAR MOIS PENDANT LE PREMIER SEMESTRE

Le ralentissement de l'inflation paraît se confirmer : les prix à la consommation ont augmenté de 0,8 % en février, alors qu'ils étaient de 1,1 % en janvier et de 1,3 % en février 1974. L'indice officiel se situe à 147 contre 145,9 en janvier. En un an, par rapport à février 1974, la hausse des prix de détail s'est élevée à 13,8 %. Toutefois son rythme se ralentit : 2,7 % au cours du dernier trimestre et 3,1 % pour les six derniers mois.

Ce sont les prix des produits alimentaires qui ont le plus augmenté, soit 8,9 %. On note néanmoins une hausse moins forte (0,8 %) des boissons alcoolisées. La hausse des prix est la même (0,8 %) pour les produits manufacturés (0,8 % pour le poste habillement et textiles, 0,8 % pour les autres produits) et les services, malgré une augmentation plus forte que la moyenne dans le secteur hôtellerie et restaurant.

Ce ralentissement devrait se prolonger, avec de légères oscillations, au cours des prochains mois. En fait, l'indice des prix subitrait peut-être l'effet d'une répercussion anticipée de la hausse des prix européens des produits agricoles. En avril, il enregistrera les conséquences de l'augmentation - de 8,5 à 9,5 % - des tarifs de la S.N.C.F., ainsi que de la majoration pour le terme des loyers ; en revanche, ces hausses seront compensées en partie par la baisse des prix du fuel. Le ministre de l'économie et des finances vient de préciser qu'aucune décision n'a été prise au sujet de l'augmentation du prix du pain.

Au cours du premier semestre, la hausse du coût de la vie se situerait autour de 0,8 % par mois. Elle pourrait être, selon les experts, légèrement inférieure durant les six derniers mois de l'année. Au total, on s'attend à une augmentation des prix de détail augmentant au premier semestre de 10 % de décembre 1974 à décembre 1975.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Océ Océ-van der Grinten N.V.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé en 1974 à 614 286 000 florins, en augmentation de 13 % sur celui de 1973. Le bénéfice du groupe a atteint pour la même période 25 971 000 florins. Il reviendra aux actionnaires un béné-

ficet net de 24 538 000 florins, en accroissement de 15 % sur l'exercice précédent.

Le conseil proposera à l'assemblée du 16 avril 1975 un dividende de 3,90 florins par action contre 3 florins au titre de 1974.



BANQUE DE LA CONSTRUCTION ET DES TRAVAUX PUBLICS

Le conseil d'administration de la Banque de la construction et des travaux publics, réuni le 24 mars 1975, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1974.

Le solde du compte d'exploitation, avant toutes opérations relatives aux amortissements et aux provisions, s'élevait à 18,8 millions de francs contre 24,9 en 1973. Cette réduction sensible provient du poids des réserves obligatoires, de la hausse des taux de refinancement - et du décaissement, dans le temps, de l'évolution de cette hausse par rapport à celle des produits financiers - ainsi que du renouveau brutal de la production des crédits nécessités par l'encadrement.

Ces résultats sont à majorer du solde des pertes et profits de caractère exceptionnel (0,8 million) ; ils doivent supporter l'imputation de 6,7 millions d'amortissements, de 1,8 million au titre de la contribution fiscale exceptionnelle, et de 24,7 millions de provisions (soit de 5,1 millions de reprises). Cette dernière dotation comporte essentiellement une dotation nette de 14,3 millions en 1973. Une telle augmentation traduit le souci de la société de tenir largement compte d'une conjoncture dans le secteur de la construction et des travaux publics.

Il en résulte une perte de 13,6 millions de francs, dans le temps, de la conséquence à la fois de la diminution des résultats d'exploitation et de l'importante déduction aux provisions.

Compte tenu du report à nouveau de 1,3 million de l'exercice précédent, le résultat final de 1974 se traduit par un report à nouveau négatif de 12,3 millions.

Le redressement des résultats d'exercice en 1975, qui sera mesuré dès le premier semestre, proviendra

de la suppression des réserves sur les crédits, de la diminution importante des charges financières - phénomène particulièrement favorable à un développement accéléré de la B.C.T. - et de la réduction de 15 % en francs constants des frais de gestion à la suite des mesures d'adaptation à la conjoncture nouvelle mises en œuvre à la fin de 1974.

SOLEIL INVESTISSEMENT

Réuni le 19 mars 1975 sous la présidence de M. Claude Giraud, l'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1974.

Le compte de Pertes et profits a fait apparaître un bénéfice distribuable de 3 327 823,82 auquel s'ajoute le report à nouveau de l'exercice précédent, soit 1 916,90. Il a été décidé de répartir sur le total de 5 244 740,72 le solde de 3 326 546,56, la solde, soit 1 912,04, étant reporté à nouveau.

Dans ces conditions, le dividende sera de 6,76 par action, assorti d'un crédit d'impôt de 0,71, soit un revenu global de 7,47.

Le dividende, mis en paiement à partir du 24 mars 1975, sera liquidé par les coupons n° 19 et 20 ainsi qu'il suit.

	Net	Crédit	Total
	F	F	F
Coupon n° 19	1,28	0,17	1,45
Coupon n° 20	5,50	0,54	6,04
Total général	6,78	0,71	7,49

Rappelons qu'en 31 décembre 1974 l'actif net s'élevait à 113,99.

A cette même date, la valeur liquidative était de 113,99.

Le paiement des coupons s'effectuera, sans frais, au guichet de l'établissement suivant :

BANQUE POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE (S.I.F.) 116 000 000 F Paris (tel. 233-20-00, poste 23-24).

Les souscriptions effectuées en rempli des droits d'entrée ont une franchise de droit d'entrée au moment des trois mois qui suivent sa date de mise en paiement.

LAFARGE

Le conseil d'administration de la société, réuni jeudi, 27 mars 1975, sous la présidence de M. Michel Bost, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1974.

Le chiffre d'affaires net de l'exercice s'élevait à 55 224 000 F, contre 50 285 000 F en 1973.

La coopération entre ces deux entreprises n'est pas significative du fait que les résultats sont décomposés indépendamment par les divisions des filiales françaises et étrangères et les produits d'ingéniering et d'assistance, la société n'ayant plus d'activité industrielle depuis l'appart au 1^{er} janvier 1974 de ses installations chimiques au titre de 100 %, Cimenterie Lafarge France, dont elle a reçu un dividende intérimaire de 240 000 F et 1974.

Le conseil proposera à l'assemblée générale pour 1975 d'attribuer à 25 253 000 F, soit 117 690 000 F d'amortissements, 23 280 000 F de provision pour impôt sur les sociétés, 20 millions de provision pour hausse des prix et 3 670 000 F concernant les réserves de l'exercice 1974.

Le conseil proposera à l'assemblée générale de fixer le dividende par action de 6,76 francs, assorti d'un crédit d'impôt de 0,71, soit un revenu global de 7,47, égal à celui de l'exercice précédent.

EURAFRANCE SOVAC

Dans le dernier paragraphe du communiqué publié dans le monde le 28 mars 1975, nous avons écrit : « Plus-values à long terme nettes NON comprises ».

IMMOBILIER - SELECTION INTERNATIONALE IMSI

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 20 mars 1975 sous la présidence de M. Michel Bost, a approuvé les comptes de l'exercice 1974.

Le dividende net a été fixé à 7,47 ; avec l'impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de 0,71, il forme un revenu global de 7,40. Ce dividende sera mis en paiement le 1^{er} avril 1975.

FORTUNE I

L'assemblée générale ordinaire de la société, qui s'est tenue le 28 mars 1975 sous la présidence de M. Henri Loujon, président-directeur général, a approuvé les comptes de l'exercice 1974 qui lui étaient soumis et les propositions du conseil d'administration concernant :

1) l'affectation des produits courants, constitués par les revenus encaissés au cours de l'exercice, qui se sont élevés à 2 180 123,16. Ils permettent la répartition d'un dividende de 6,81 par action, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor de 1,19 portant le revenu global à 7,91 contre 6,68 pour l'exercice précédent.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 28 mars 1975 contre remise des coupons n° 8 et 9.

Coupon n° 8 : F 3,90 auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor de 0,36, représentant la fraction des revenus provenant d'obligations françaises non indiennes. Il ouvre droit à l'abattement de 2 000 par an et par déclarant ainsi qu'à l'option pour le prélèvement libératoire de 25 %.

Coupon n° 9 : F 3,21 auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor de 0,14, représentant les autres revenus de la société.

Il sera payable aux guichets des établissements suivants :

- Société de banque et de participations, 10, rue Volney, 75002 Paris ;

- Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, 75002 Paris.

Comme les années précédentes, les actions souscrites en rempli des dividendes de l'exercice 1974 bénéficieront d'un droit d'entrée de 2,15 % au lieu de 4,75 %, à condition que le rattachement ait lieu dans la valeur nominale de l'action à la suite de la déduction du portefeuille titres constatée au 31 décembre 1974.

Compte tenu des provisions antérieurement constituées, et après prélèvement de la prime d'émission, la valeur nominale de chacune des 319 302 actions composant le capital a été ramené de 100 à 92,75 au 31 décembre 1974.

Le président a également fait remarquer que l'évaluation du por-

tefeuille de la société sur la base des cours de Bourse au 21 mars 1975 faisait ressortir une valeur liquidative par action de F 112,30 contre F 90,75 au 31 décembre 1974, la valeur nette de l'action, déduction faite des revenus en instance de distribution et de ceux encaissés depuis le 1^{er} janvier 1975, ressortant à environ F 104 contre F 92,75 à la fin de l'année 1974.

C. D. E. COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Dans sa séance du 26 mars 1975, le conseil d'administration du Comptoir des entrepreneurs a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1974.

Pour respecter les contraintes de l'encadrement du crédit, la société a dû émettre une part importante des dividendes de prêts présentés par les logements.

La hausse exceptionnelle des taux pratiqués sur les marchés monétaires et hypothécaires a porté le charge de financement de certains prêts à un niveau supérieur à celui des intérêts payés par les emprunteurs. Le compte d'exploitation de l'exercice enregistre un solde débiteur de 23,9 millions de F après une dotation de 10,8 millions de F aux comptes d'amortissement et de provisions.

A la suite de la constitution des provisions hors exploitation, le compte de pertes et profits fait apparaître un solde déficitaire de 26,5 millions de F. Il sera proposé à l'assemblée générale de couvrir ce solde à hauteur de 2,7 millions de F par le report à nouveau de l'exercice 1974 et d'imputer le complément sur la réserve facultative précédemment constituée.

Le retour à des taux de financement moins excessifs permet d'espérer pour 1975 une amélioration sensible du compte d'exploitation. Dans ces conditions, le conseil proposera à l'assemblée la distribution d'un dividende de 7,50 F, dont 2,50 F d'impôt déjà payé au Trésor, qui serait également prélevé sur la réserve facultative en application des dispositions statutaires.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

VACANCES A DEAUVILLE*

1=2

Avec l'acquisition d'un mois de haute saison (mai, juin, juillet, août, septembre) nous vous offrons gratuitement un mois de moyenne saison.

Exemple de prix pour un studio de 4 personnes :

- mai + avril 26 400 F
- juin + mars 27 200 F
- septembre + octobre 24 000 F

* An "CASTEL NORMAND", vous bénéficiez des services hôteliers ; petit déjeuner, repas froids, entretien journalier, réservations, salons de détente, etc.

* An "CASTEL NORMAND", vous payez seulement le temps de séjour dont vous profitez pleinement.

* An "CASTEL NORMAND", vivez **** étolles!

CRÉDIT JUSQU'À 70 %
* en plein centre, à 200 m du casino.

54, rue du général-Leclerc. Visitez sur place tous les jours.
Réalisation PRODOMO S.A. et JACQUES BOITARD

Bon pour une documentation gratuite en couleurs. À envoyer à : PRODOMO S.A., 7 place de Valois 75001 Paris - TEL. 231.80.36 + 233.83.45.

Nom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

Tél. : _____

Rockwell: une gamme de sept calculatrices à partir de 189 F.

"The Answer" : une gamme de sept calculatrices de poche Rockwell, la société dont les réalisations micro-électroniques ont contribué à la réussite du programme Apollo.

Modèle 10R : les quatre opérations de base plus calcul en répétition. Touche d'effacement partiel ou complet. Protection de dépassement de capacité. Constante automatique. Logique algébrique : 189 F.*

Modèle 20R (ci-dessous) : même modèle plus mémoire, constante automatique, touche $\frac{1}{x}$ idéale pour calcul d'escompte et de TVA : 249 F.*

Modèle 21R : idem 20R. Version rechargeable. Chargeur-adaptateur inclus : 329 F.*

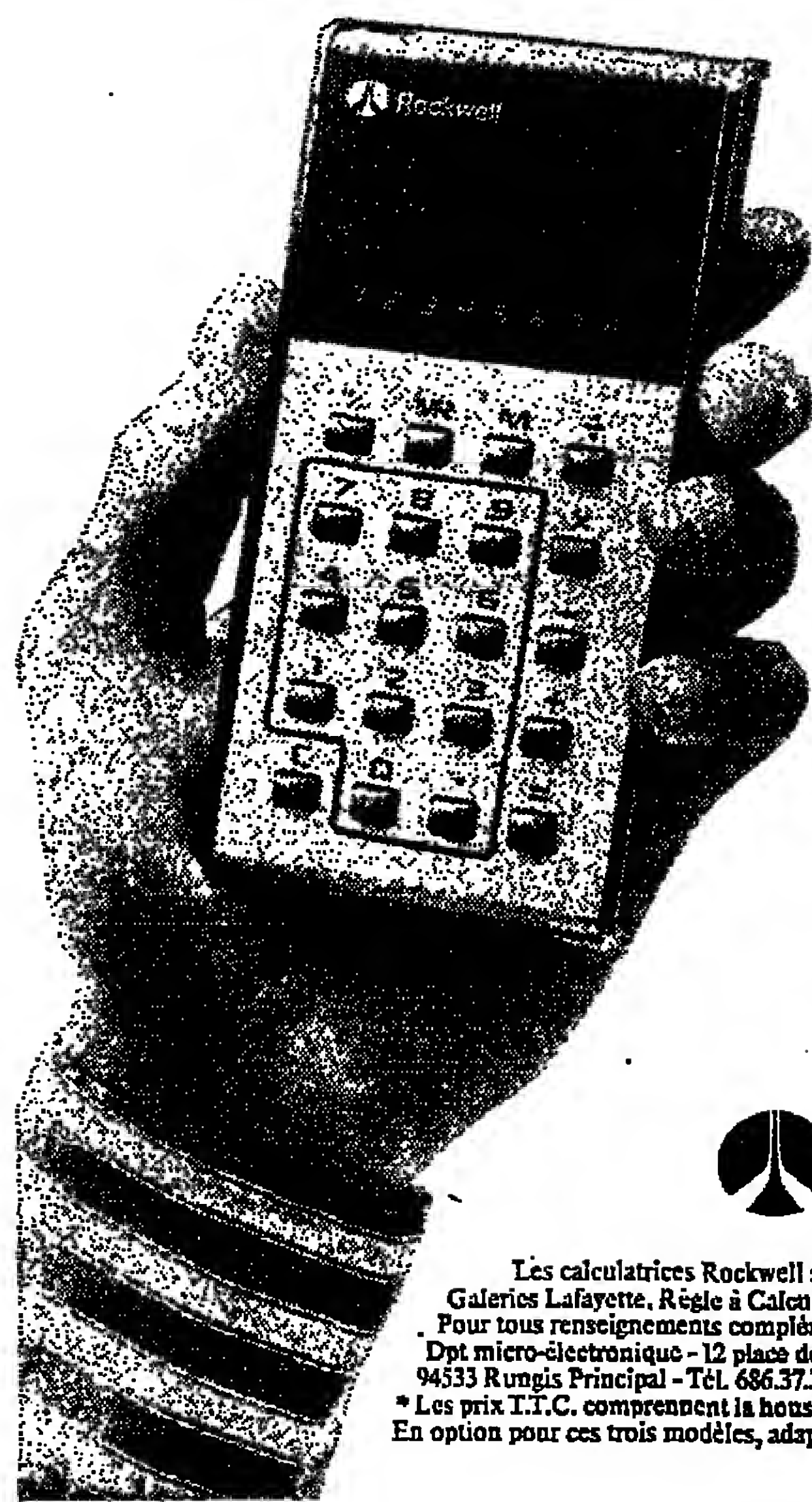
Modèle 30R : règle à calcul avec mémoire et pourcentage : parfaite pour les étudiants. Mêmes fonctions que 10R et 20R plus \sqrt{x} , x^2 , $\frac{1}{x}$, échange de registre, inversion affichage-mémoire, changement de signe : 329 F.*

Modèle 51R : notre "Universelle" : toutes les caractéristiques de base des "Answers", plus deux mémoires à accumulation, 224 conversions spéciales (pintes/litres, farenheit/celsius, pieds/mètres, pieds³/m³, etc.). Calcul de fractions, système programmable pour calcul des taux de change. L'aide idéale de toute la famille. Batterie rechargeable et chargeur-adaptateur inclus : 629 F.*

Modèle 61R : notre "Scientifique". Toutes les caractéristiques de base des "Answers" plus mémoire, fonctions logarithmique et trigonométrique, échange de registres et beaucoup d'autres fonctions scientifiques. Batterie rechargeable et chargeur-adaptateur inclus : 629 F.*

Modèle 63R : mêmes caractéristiques que 61R plus notation scientifique, touche factorielle x!, calcul avec parenthèses (mixte et en série). Batterie rechargeable et chargeur-adaptateur inclus : 759 F.*

Calculatrices Rockwell : la réponse à tous vos problèmes d'arithmétique et de mathématiques.



Rockwell International la science au service des affaires.

Les calculatrices Rockwell sont garanties un an. En vente au BHV, Galeries Lafayette, Régie à Calcutti, Duriez, Points de vente dans toute la France. Pour tous renseignements complémentaires, écrivez à : Rockwell International, Dpt micro-électronique - 12 place de la Seine - Zone SIII - Cedex 1, 196 - 94333 Rungis Principal - Tél. 686.57.37.

* Les prix T.T.C. comprennent la hausse et pour les modèles 10R, 20R, 30R, une pile 9V. En option pour ces trois modèles, adaptateur courant secteur : 40 F T.T.C.

27/11/1975

سكزامن الأمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA C.G.T. ET L'AGGRAVATION DU CHOMAGE

La défense de l'emploi et celle du pouvoir d'achat s'épaulent mutuellement

NOUS DÉCLARE M^{me} CHRISTIANE GILLES

L'aggravation du chômage inquiète de plus en plus les organisations syndicales, qu'il s'agisse des licenciements ou des réductions d'horaires.

M^{me} Christiane Gilles, secrétaire confédérale de la C.G.T., en répondant à nos questions, affirme que la défense de l'emploi et celle du pouvoir d'achat, loin de s'opposer, s'épaulent mutuellement. Les travailleurs n'ont donc aucune raison de se résigner à faire le jeu d'une politique contraire à leurs intérêts et à ceux de la communauté. De même, dans la crise Renault, si les revendications ne mettent pas en cause la marche de l'entreprise, estime-t-elle, la durée du conflit, par contre, risque de la compromettre.

« La C.G.T. vient d'estimer à 1 190 000 le nombre des chômeurs, au sens de la définition du B.I.T., fin février. Votre conjonction précise la relance de l'économie par celle de la consommation intérieure. Comment éviter qu'une telle relance n'entraîne une nouvelle poussée de l'inflation dont les travailleurs risqueraient d'être les premières victimes ?

— La première interrogation à laquelle il faut répondre est celle-ci : le niveau des salaires et de tous les éléments qui composent le pouvoir d'achat, dont dépend pour une large part celui de la consommation, est-il responsable de l'inflation ?

— Sur le plan des faits, une réponse catégorique a été apportée. L'O.C.D.E., qui s'était pourtant fait l'apôtre du thème de l'inflation salariale, ne reconnaît plus dans un rapport récent que « la flambée des revendications salariales reflète la tendance des salaires réels à rattraper les prix qui les ont sensiblement antérieurs ». Autrement dit, plus l'inflation se développe, plus les salaires réels tendent à baisser ; les salaires courants opèrent le prix et le contraire.

« De façon générale, l'insuffisance de la demande de consommation entraîne une diminution relative rapide du marché intérieur face à la capacité de production. D'où une crise de débouchés. Les visées exportatrices en vue de trouver des débouchés extérieurs sont animées des divers pays capitalistes se rencontrent et s'opposent. Celles-ci s'accompagnent d'une compression encore plus forte du pouvoir d'achat des travailleurs de chacun des pays. Cette stratégie exportatrice ne fait qu'élargir le problème et, en définitive, approfondit la crise.

« La crise industrielle intimement liée à la dégradation de la consommation populaire se traduit, d'une part, par un mouvement de faillites affectant en premier lieu les petites et moyennes entreprises, et d'autre part par un mouvement de restructuration des entreprises avec compression d'effectifs, réduction

d'horaires, transposition d'activités dans les pays en voie de développement, etc. Il s'agit d'un fort accroissement de chômage. On assiste à un échec considérable et aberrant des forces productrices matérielles et humaines au moment même où les besoins sociaux des travailleurs sont moins que jamais satisfaits. Préférer lutter contre l'inflation par la dégradation du pouvoir d'achat, préférer que la récession pourrait calmer l'inflation, sont des affirmations qui ne résistent pas à la réalité des faits. Inflation et chômage se développent parallèlement et s'entrelient mutuellement.

« En reliant la consommation populaire, on s'attaque directement à la crise des débouchés, on favorise le redressement des industries de biens de consommation largement pourvoyeuses d'emplois et on agit indirectement sur une progression équilibrée des industries de biens de production. Non seulement cette proposition n'est pas en soi inflationniste, mais elle favorise même à une meilleure utilisation du potentiel productif et à une réduction du gaspillage.

Toutefois, elle ne peut pas être considérée. Elle suppose, en effet, de combattre

simultanément les causes principales de l'inflation en s'attaquant au processus de gonflement des profits des grandes firmes internationales (les monopoles) par l'institution d'un impôt sur le capital et la réduction des marges bénéficiaires des plus grandes entreprises. Elle implique de s'opposer aux déséquilibres économiques et sociaux croissants que provoque l'action de ces groupes dominants l'économie qui procèdent à des mouvements incessants d'engagement et de désengagement de capitaux ; à l'effet de la moindre rentabilité différentielle, avec leurs cortèges de fermetures d'usines, de suppressions d'emplois, etc. Il s'agit donc de promouvoir un développement économique harmonieux, garantissant l'emploi, assurant un élargissement de la capacité de production et un équilibre du commerce extérieur.

« Sans doute, cela exige une modification profonde de structures fondamentales à laquelle le pouvoir actuel est bien incapable de procéder. Mais il faut que les travailleurs se résignent-ils à faire le jeu d'une politique contraire à leurs intérêts et à ceux de la communauté, en renonçant à leurs revendications dont la légitimité est incontestée ?

« Les travailleurs, la C.G.T., sont certainement plus soucieux du devenir de la Régie que ne le sont ceux qui éternisent le conflit en s'opposant à toute discussion avec les représentants syndicaux. « Nous sommes en effet plus attachés à la défense des nationalisations qui ont fait la preuve de leur efficacité et dont nous souhaitons par ailleurs l'extension, que ceux qui les ont subies, dans certaines circonstances historiques, et qui s'acharnent à les vider de leur substance, à les brader par pans entiers au secteur privé. N'est-il pas significatif que la défense du secteur nationalisé soit devenue l'affaire des travailleurs qui y sont employés, dans les P.T.T., les mines, l'E.D.F., la S.N.C.F., etc. ?

« Les travailleurs de chez Renault ne demandent rien d'extravagant : de meilleures classifications, une augmentation des salaires plus correcte que celle contenue dans un récent accord n'ayant pas reçu la signature des organisations syndicales les plus représentatives. Face au refus qui leur fut opposé, ils ont engagé l'action. On leur reproche, comme vous le savez : chômage technique, dénonciation d'emplois, action judiciaire en dommages et intérêts contre le syndicat C.G.T. du Mans, etc.

« Le secrétaire général de la Régie fait publiquement des évaluations chiffrées du coût des revendications, mais les syndicats, la C.G.T. en particulier, ne cessent de répéter qu'ils ne demandent qu'à discuter. Aucun préalable syndical à la négociation, malgré les pleins pouvoirs tendus, n'a été posé. Si les revendications ne mettent pas en cause la marche de l'entreprise, la durée du conflit, par contre, risque de la compromettre.

« Dans ces conditions, il est légitime de se demander à qui

profitent des difficultés économiques de la Régie et ce n'est pas à ses concurrents privés, qui le gouvernement veut-il favoriser ? Il n'est en effet plus possible de croire à son absence d'intervention dans les affaires de la Régie.

Au-delà de Renault, vaincre le plan d'austérité

« L'observateur a un peu l'impression que les métallurgistes de Renault ont « placé la barre » très haut et même leur combat sans soutien considérable des autres salariés. Est-ce une apparence ? On commente amèrement cette situation et les perspectives de développement de l'action ?

« Les travailleurs de chez Renault n'ont pas du tout voulu placer la barre très haut. Ils ont de nombreux sujets de mécontentement. Ils ont exprimé leurs revendications et la volonté de les voir aboutir, c'est simple.

« De nombreuses manifestations de solidarité se sont déjà exprimées. Les travailleurs des autres secteurs se sentent d'autant plus solidaires de l'issue de la lutte de chez Renault qu'ils sont eux aussi les victimes de choix d'une politique patronale et gouvernementale de régression sociale. Ils sont, par ailleurs, particulièrement attachés au respect des libertés syndicales et du droit constitutionnel de grève. Pour aussi réelle qu'elle soit cette solidarité, en rela-

tion avec l'évolution de la situation chez Renault, elle s'amplifiera dans les prochains jours. « Pour être efficace, cette solidarité doit s'accompagner d'une action revendicative unitaire et soutenue, partout où elle s'impose pour une prise en considération des revendications.

« Les journées d'action sous les formes les plus diverses organisées par région par les unions syndicales des travailleurs de la métallurgie vont dans ce sens.

« Outre les luttes pour la défense de l'emploi, partielles très longues, qui n'ont pas cessé ces derniers mois, celles pour des augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail se développent dans de nombreux secteurs. L'expérience aidant, les travailleurs comprennent en effet que la défense de l'emploi et celle du pouvoir d'achat ne s'opposent pas, mais qu'au contraire, elles s'épaulent mutuellement.

« Vaincre le plan d'austérité du pouvoir et du patronat nécessite une lutte de longue haleine et les travailleurs français ont la capacité d'y parvenir.

Le soutien des partis de gauche est normal

« Les partis de gauche sont intervenus à plusieurs reprises dans l'affaire Renault. Comment concevez-vous le rôle des organisations politiques dans de tels conflits ?

« Il est normal que les travailleurs en lutte soient soutenus par les partis qui s'opposent à la politique actuelle du gouvernement et du patronat, par les partis qui, préservant, préconisent les solutions fondamentales aux problèmes posés présentement par la crise et les moyens de satisfaire les aspirations populaires contenues dans un programme qui leur est commun.

« Dans le cas présent, l'intérêt de ces partis pour les travailleurs de la Régie se double de celui qu'ils se doivent d'accorder à la défense d'une entreprise nationale. Ce ne peut être que profitable aux travailleurs concernés.

« Le rôle des partis ne se substitue pas à celui des organisations syndicales : celles-ci conduisent et organisent l'action des travailleurs (dont elles ont reçu mandat) pour la défense des revendications, revendications définies avec eux.

Propos recueillis par JOANINE ROY.

La métallurgie est le plus touchée par le chômage partiel

« Indépendamment de l'évaluation du chômage complet, avez-vous des indications précises sur l'ampleur du chômage partiel, les branches et les âges des salariés les plus touchés ?

« Les statistiques officielles reflètent très mal l'ampleur du chômage partiel, puisque les heures chômées au-dessus de quarante heures de travail hebdomadaires ne sont pas indemnisées ni par conséquent comptabilisées. Elles nous révèlent, toutefois, qu'il faut multiplier par huit le nombre des journées indemnisées en janvier 1975 (un million deux cent vingt-sept mille) par rapport à janvier 1974. Cette ampleur peut être démontrée par un autre chiffre : en décembre, plus de six cent mille salariés de la métallurgie ont subi une réduction d'horaires.

« Nous assistons maintenant à une organisation programmée du chômage partiel, comme étant un élément important de la politique du sous-emploi. Un triple objectif est poursuivi : camoufler le chômage total, sans atténuer pour autant les répercussions catastrophiques qui en découlent pour les travailleurs, imposer aux chômeurs partiels une organisation de leur temps de travail pendant les heures travaillées et les faire hésiter à se lancer dans une activité revendicative.

« La progression du chômage partiel affecte un ensemble de secteurs économiques. En chiffre absolu, le nombre des travailleurs les plus touchés se situe, dans l'ordre : dans la métallurgie, le textile, le papier-carton, l'habillement.

« L'âge des salariés les plus touchés est en rapport avec celui des

travailleurs occupés dans les emplois concernés, sans distinction.

« Ne pensez-vous pas qu'une meilleure indemnisation du chômage partiel implique une modification radicale des modes de financement ? Quelle formule proposez-vous en la matière ?

« Indépendamment de la duplicité dénotant des propositions de paiement de millions de travailleurs et leurs familles, les plus dans une situation souvent dramatique, dans l'incapacité de faire face aux dépenses nécessaires, il faut aussi comment les organismes sociaux, Sécurité sociale, caisses de retraites complémentaires, UNEDIC, vont-ils résoudre les difficultés financières découlant de la diminution des salaires sur lesquels sont assises les cotisations assurant leur financement ? Réduire les prestations ou augmenter les cotisations des salariés, aggraveraient encore la situation difficile vécue par l'ensemble des travailleurs.

« Ce sont là des questions urgentes. Nous n'avons cessé, avec la C.F.D.T., de multiplier les démarches auprès du gouvernement en vue d'un relèvement de l'Etat et du patronat. L'essentiel est d'aboutir à une réforme profonde du système d'indemnisation. A cet effet, une réunion tripartite C.N.F.T. - gouvernement - syndicats est nécessaire. La dernière proposition du gouvernement et du patronat en vue de porter l'indemnité globale à 6 F de l'heure et de servir pour les heures chômées au-dessus de quarante heures, est inacceptable. La mesure immédiate préconisée par les syndicats consiste à assurer pour chaque heure chôme une ressource horaire au moins équivalente au SMIC.

« Nous considérons que tout salarié qui, d'une manière involontaire, est privé totalement ou partiellement d'emploi, doit avoir des ressources égales à son salaire antérieur. Nos demandes de négociations en vue d'un relèvement important de l'indemnité horaire, l'indemnisation de toutes les heures chômées, une modification des conditions d'ouverture des droits, se sont, à ce jour, heurtées à un mur.

« Si la volonté d'y parvenir existe du côté du patronat et du gouvernement, une formule des modes de financement peut être trouvée. Il s'agit, en fait, que ce financement soit assuré par un relèvement de la participation de l'Etat et du patronat. L'essentiel est d'assurer aux salariés leurs moyens d'existence.

« Le conflit Renault est le plus marquant qui soit survenu depuis le début de l'année. Jusqu'à la Régie, l'entreprise nationale semblait avoir été le constructeur d'automobiles qui, en Europe, traversait le mieux la crise. L'offensive syndicale ne peut pas tenir les performances économiques, donc aussi sociales, de la Régie et, par voie de conséquence, la réputation du secteur nationalisé ? Comment les revendications salariales pourraient-elles être satisfaites sans détériorer la situation financière de l'entreprise et ses capacités d'emploi ?

« Les travailleurs se trouvent dans cette situation aberrante qui

LA TUNISIE.

SES PLAGES. SES MOSQUES. SES OASIS.

Laissez-vous tenter : Jet Tours vous entraîne en Tunisie et s'occupe de tout. Vous n'aurez plus qu'une seule chose à faire : profiter de vos vacances.

Si vous avez envie de vous reposer au soleil, 19 hôtels vous accueillent au bord de la mer.

Si vous préférez les grandes balades, Jet Tours mettra une voiture à votre disposition, vous serez seul maître à bord.

Et si vous avez une âme de nomade, des excursions et un circuit sont prévus à travers les oasis, les déserts, les villes antiques dans les montagnes.

Et si vraiment vous ne savez plus que choisir, demandez à votre Agent de voyages, il vous offrira la brochure Jet Tours Vacances 1975 en Tunisie.

Voici une sélection de séjours* en circuit en pension complète en Tunisie au départ de Paris :

BORDJ CEDRIA	8 jours	1050 F
BORDJ CEDRIA	week-end 3 jours	900 F
HAMMAMET	8 jours	1150 F
HAMMAMET	week-end 3 jours	950 F
DJERBA	8 jours	1290 F
EN ROUE LIBRE	8 jours voitures sans chauffeur	950 F
YOASIS EN MOSQUES	circuit 8 jours	1600 F

* Semaine supplémentaire à partir de 364 F
Possibilité de départ de 9 villes de province.

Jet Tours

AIR FRANCE

En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien.

MATRAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

ÉPÉDA

multispire présente toutes ses literies chez

CAPÉLOU

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente :
37, Av. de la République • PARIS 11
Métro PARMENTIER • Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE
DANS LA JOURNÉE

2^e

FOIRE INTERNATIONALE DE NANTES

au Parc de la BEAUJOIRE

* thème 75 : l'habitat

5.14 exposition internationale d'aviculture

LES MARCHÉS FINANCIERS

NEW YORK

27 MARS - CO

MARCHE

Tableaux de données financières et boursières.

